VOLUME V—No. 72 MONTREAL, VENDREDI 27 MARS, 1914 UN SOU LE NUMERO

ABONNEMENTS :

Édition Quotidienne :
CANADA ET ETATS-UNIS $3.00
UNION POSTALE. $6.00

Édition Hebdomadaire :
CANADA. $1.00
ETATS-UNIS $1.50
UNION POSTALE. $2.00

LE DEVOIR

Directeur : HENRI BOURASSA

Rédaction et Administration :
71a RUE SAINT-JACQUES
MONTREAL.

TÉLÉPHONES :
ADMINISTRATION : Main 7461
RÉDACTION : - Main 7460

FAIS CE QUE DOIS !

POUR QUI VOTER ?

II

LE BUREAU EXECUTIF

Enfin la période d'incubation des candidats est close. Il ne reste plus qu'à choisir les quatre meilleurs candidats — ou les moins *pires*.

Ce choix n'est pas facile à exercer — beaucoup moins qu'en 1910. Sur la liste des seize candidats aux fonctions administratives, il n'y a guère de personnalité qui s'impose, soit par une réelle popularité de bon aloi, ou par une forte compétence générale. Et puis, en 1910, le patronage de l'Association des Citoyens était une force. Aujourd'hui, c'est une faiblesse. En 1910, l'opinion publique était toute disposée à accepter en bloc la liste de l'Association. Aujourd'hui, grâce à l'aveuglement du Comité de l'Association, à sa suffisance, à sa notoire inaptitude à diriger l'opinion publique et même à sa manifeste incompréhension des affaires municipales, bon nombre d'électeurs sont fortement enclins à voter contre tout le *ticket* de l'Association, simplement parce que l'Association l'a préparé ou l'appuie.

Cette attitude ne serait ni raisonnable, ni intelligente. Voter contre un bon administrateur, probe, laborieux et compétent, simplement parce qu'il est le candidat de l'association, serait aussi injuste, aussi stupide, que de voter pour un mauvais candidat, parce qu'il porte au front l'*approbatur* de la susdite association.

Cette pauvre association ne mérite "ni tant d'honneurs ni tant d'indignité". Elle est bête, mais pas méchante. Elle n'a ni les lumières qu'il faut pour n'exercer que des choix intelligents, ni l'autorité nécessaire pour les faire accepter. Mais elle peut *s'adonner* à patronner de bons candidats; et son patronage, tout en n'apportant ni force ni prestige à ces candidats, n'est pas non plus une marque d'infamie.

En deux mots, les gens intelligents doivent exercer leur choix sans se préoccuper de savoir s'il concorde avec celui de l'association ou s'il s'en écarte. C'est ce que nous voulons nous efforcer de faire.

* * *

L'élection de M. Ainey semble assurée. Tant mieux. Sans être d'une envergure hors ligne, l'esprit un peu faussé à certains égards par une formation incomplète, M. Ainey a le mérite, rare chez les chefs ouvriers, de n'être pas un démagogue et de ne pas subordonner les intérêts généraux de la ville et du public aux exigences et aux préjugés de sa classe. En dépit d'une certaine disposition à subir l'influence du milieu et le joug de la solidarité, il a fait, à l'hôtel de ville, oeuvre d'administrateur honnête, modeste et laborieux. Il est le seul des membres sortant du bureau exécutif qui se présente de nouveau. Les électeurs lui doivent et se doivent à eux-mêmes de renouveler son mandat — ne serait-ce que pour prouver que la faveur populaire n'est pas toujours aveugle, inconstante ou injuste.

La crainte de l'ingratitude populaire empêche une foule d'hommes compétents et honnêtes de se présenter aux fonctions publiques.

Si les Canadiens-français de Montréal se voient aujourd'hui menacés de l'humiliation d'être représentés par un Médéric à la mairie, c'est en partie le résultat des attaques stupides qui ont été dirigées contre le bureau exécutif — non seulement par les grandes et les petites gazettes à chantage mais encore par les gros "hommes d'affaires" — sir Thomas Shaughnessy et M. Huntley Drummond en tête — qui l'ont si bien perdue, la tête, lorsqu'ils voulurent prendre l'hôtel de ville d'assaut et balayer toute l'administration à cause de la *crevure* du tuyau de l'aqueduc!

Il eût peut-être été possible de décider le Dr Lachapelle — la meilleure tête du bureau exécutif — à accepter la candidature à la mairie. Le défaut d'intelligence des "hommes d'affaires" et les vociférations des faiseurs de populacerie malsaine l'ont dégoûté à jamais de la vie publique.

De semblables expériences répétées trop souvent ne tarderaient pas à ramener l'administration municipale à pire encore que le régime des *vingt-trois*.

* * *

Après M. Ainey, celui des candidats de la liste qui mérite davantage la confiance publique nous semble être M. Adolphe Roy. D'aucuns objectent qu'il est peu connu du grand public. Cet inconvénient tient surtout au fait que M. Roy n'a jamais été mêlé de près ou de loin à aucun parti, à aucune faction, à aucune intrigue politique, de quelque nature ou dans quelque domaine que ce soient. A nos yeux, ce n'est ni un tort ni un défaut. Tous ceux qui connaissent M. Roy témoignent de l'indépendance et de la fermeté de son caractère, du sérieux de son esprit, de ses aptitudes administratives. La dignité qu'il apporte à faire valoir ses titres à la confiance publique — non seulement dans les réunions populaires, mais aussi dans les entrevues particulières — est un bon point en sa faveur.

Pour la satisfaction des amis du *Devoir*, je note en passant que le programme auquel MM. Ainey et Roy ont souscrit — et nous les croyons tous deux hommes à tenir parole — contient tout le programme que j'ai formulé le 10 mars, et même une partie de celui que j'avais esquissé en janvier: réfection de la charte, étude de la question des logements ouvriers, plan d'ensemble des améliorations municipales, plébiscite sur tout contrat ou privilège accordé aux compagnies faisant les services publics, établissement de nouveaux marchés d'approvisionnement.

* * *

Les deux autres candidatures patronnées par l'Association des Citoyens offrent de sérieuses objections.

M. MacDonald est assurément un homme fort intelligent et sympathique. Il a le grave défaut, en l'occurrence, d'être intimement lié à d'énormes entreprises — la Compagnie des Autobus, le *Subway*, le tunnel sous le Saint-Laurent — qui devront nécessairement solliciter des faveurs et des privilèges des pouvoirs publics. Il faut reconnaître à M. MacDonald le mérite de la franchise. Il ne cache pas ses associations financières. Cela vaut mieux assurément que le rôle hypocrite joué par certaines gens qui se proclament bruyamment les serviteurs du peuple et qui travaillent en sous-main pour les gens qui les paient. Tout de même, cette situation rend, à maints égards, M. MacDonald inapte à remplir les fonctions d'administrateur absolument impartial.

M. Emard est un homme habile et intelligent. Son dossier d'échevin est apparemment irréprochable. Mais il pratique ouvertement le commerce des immeubles. Il est propriétaire de terrains d'une grande étendue, dont la plus-value dépend dans une large mesure des travaux et améliorations exécutés sous l'autorité du corps administratif dont il veut faire partie. Ceci lui fait une situation fausse. Nul ne peut servir deux maitres à la fois — encore moins faire la juste part des intérêts publics dont il est chargé par mandat et des intérêts particuliers auxquels il est lié personnellement.

* * *

En dehors du *ticket* deux candidatures nous semblent mériter particulièrement la confiance publique, encore qu'elles ne soient pas les plus étalées à l'affiche des journaux à sensation ni les mieux *trombonées* par les *orateurs* payés tant par discours. Ce sont celles de M. Monahan et de M. le Dr Lalonde. C'est même un peu à cause de cette absence d'appuis payés et intéressés que je me sens porté à les soutenir.

Du reste, ils ont d'autres titres à la confiance publique.

Tous deux sont irréprochables, tant dans leur vie privée que dans les sphères modestes où ils ont pris part à l'action publique. Leur programme est conforme à celui que nous avons tracé. Et ils ont le mérite de l'avoir adopté et formulé avant que les signes avant-coureurs de la faveur populaire en aient démontré les avantages électoraux. C'est une bonne garantie de leur sincérité et de leur détermination à le faire exécuter, s'ils sont élus.

Il y a plus. Ces deux candidats ont été les premiers à souscrire spontanément et sans ambages à l'engagement de soumettre la question du Tramway et toute *franchise* de même nature à un plébiscite. Cet engagement, MM. Monahan et Lalonde l'ont souscrit alors qu'aucun autre candidat ne voulait s'y soumettre, quand l'Association des Citoyens, terrorisée par la crainte de perdre l'appui de sir Hugh Graham et de ses trois instruments de chantage politique, refusait de l'exiger de ses candidats à la mairie et au Bureau exécutif. Ils l'ont souscrit alors que M. Stephens hésitait pendant quatre jours à s'y soumettre, quand M. Ainey lui-même, soucieux de ménager ses co-associés, refusait péremptoirement de le prendre.

C'est grâce à l'initiative de MM. Monahan et Lalonde que nous avons réussi à convaincre M. Stephens qu'il devait préférer l'intérêt public au souci d'amadouer la clique du *Star*. L'exemple de M. Stephens a entraîné M. Ainey et tous les autres candidats qui se font applaudir aujourd'hui en criant partout qu'ils sont "pour le referendum".

Les électeurs de Montréal doivent s'en souvenir le jour du scrutin.

* * *

MM. Monahan et Lalonde ont aussi des titres personnels à la confiance des contribuables de Montréal.

Au Conseil de ville, M. Monahan a laissé la réputation et la marque d'un représentant intègre et incorruptible. Comme pour M. Ainey, ceci mérite reconnaissance.

Quant au Dr Lalonde, sa profession et ses aptitudes particulières militent fortement en sa faveur. Les questions d'hygiène publique — tels la lutte contre la mortalité infantile et l'assainissement du logement — doivent être mises au premier plan de l'administration municipale. A cet égard, la disparition du Dr Lachapelle est particulièrement regrettable. L'élection du Dr Lalonde est désirable au même titre. M. Lalonde habite un quartier ouvrier depuis maintes années. Ses fonctions de médecin de diverses sociétés de secours mutuels l'ont mis en contact constant avec les classes ouvrières. Nul, parmi tous les candidats au bureau exécutif, ne serait mieux placé pour diriger l'action administrative du bureau dans une saine direction en tout ce qui concerne l'hygiène.

Henri BOURASSA.

BILLET DU SOIR.

LE SPORT MARAICHER

Le sport prospère et l'agriculture périclite. L'esprit superficiel ne verra probablement pas plus de rapport entre ces deux propositions qu'entre le pur sang et le boeuf de labour. Pourtant, ce simple rapprochement ouvre des horizons à qui sait réfléchir.

Pourquoi le sport triomphe-t-il ? Et pourquoi l'agriculture décline-t-elle ? Parce qu'il jouit de la faveur populaire, et parce qu'elle est frappée de discrédit. Question de mode. Le monde trouve le sportsman élégant et le cultivateur ridicule, quoiqu'ils fassent tous les deux à peu près le même effort. Et le sport, a dit M. Tristan Bernard, c'est l'effort.

La culture maraichère n'est donc pas très éloignée du sport ; il suffirait de l'y assimiler pour en provoquer la renaissance : créons donc le sport maraîcher. Mais il existe déjà : le Board of Trade de Fort-William ne vient-il pas d'offrir un dîner d'honneur à Henry Knight, du canton de Korah, qui a établi le record de la culture des pommes de terre en Ontario en en récoltant 428 minots à l'acre ? Ca vaut bien le record du sac de sel, ce me semble.

Aussi espérons-nous que cela se généralisera et que parmi tant de concours auxquels nous assistons, plus d'un sera désormais agricole. Si les sportifs se mettaient à ne plus rien exploiter que la terre, ça nous changerait, et tout le monde y gagnerait doublement, en ces années où les légumes sont rares et chers et les spectacles, chers et nombreux. Au lieu de façonner arbitrairement, sous prétexte de boxe, la figure de son adversaire, on ne battrait plus que la face de la terre ; on ne parlerait plus des écuries de Mlle X..., par exemple, mais de ses étables ; en fait de poteaux, on ne connaîtrait que ceux de la clôture, et dans les pistes, engraissées à la sueur du front des jockeys, on tracerait des sillons.

Les sportifs, coutumiers de l'effort, se mettraient très facilement à la culture maraîchère, chacun se livrant à la spécialité à laquelle son genre d'entrainement l'aurait le mieux préparé. Va sans dire que les promoteurs professionnels se réserveraient de droit la culture des carottes...

Léon LORRAIN.

LA CONVERSION DE MGR BENSON

CONVERSATION AVEC M. LE CHANOINE DESGRANGES

Voici la substance de la conversation qu'a bien voulu nous accorder M. le chanoine Desgranges, et que nous annoncions hier:

—Notre correspondant de New-York, Monsieur le Chanoine, nous a signalé dès mardi votre visite à Mgr Benson. Voudriez-vous nous donner à ce sujet une conversation ?

—D'autant plus volontiers que la conversation de l'illustre écrivain anglais mérite vraiment de fixer l'attention des hommes sérieux.

—Vous la connaissiez déjà, Monsieur le Chanoine, par les livres de Mgr Benson qui l'ont rendu célèbre dans les deux continents. On nous a même dit que vous étiez en correspondance avec le prélat et que vous vous occupiez avec lui et quelques hautes personnalités d'Espagne, d'Autriche et de Belgique, d'un projet d'agence internationale catholique.

—En effet ; je savais que le fils de l'éminent archevêque de Canterbury, primat d'Angleterre, avait fait une adhésion solennelle au catholicisme, qu'il était devenu prêtre catholique et consacrait à la défense de l'Eglise son admirable talent. Je considérais certes cet événement comme digne de remarque, mais j'avoue qu'il me frappe d'une façon singulière depuis que j'ai approché le héros de ce drame spirituel, depuis que j'ai recueilli de sa bouche l'histoire de sa vie et le récit de sa conversion.

—Mgr Benson est donc une personnalité très attirante ?

—Il vous séduit et vous gagne par son regard lumineux, où la sincérité et la candeur transparaissent autant que l'intelligence, par sa simplicité et son inlassable zèle. Je l'ai trouvé lundi matin, épuisé par ses sermons du dimanche, obligé de rester étendu sur un lit de camp, parmi ses notes et ses livres. Il a quarante-deux ans passés ; je lui en aurais donné à peine trente. Déjà célèbre, il a gardé une ingénuité d'adolescent ; il vous accueille avec l'enjouement cordial d'un étudiant très sage qui reçoit un ami. Il est blond, avec des yeux bleus clairs, plutôt petit et malingre — un fourreau qu'use la lame ! C'est le type anglais, le type anglais sympathique, qu'un Français lui-même ne peut s'empêcher d'aimer.

—Et vous pouvez nous résumer l'histoire de sa conversion ?

—Quelques traits principaux seulement, car il me faudrait toutes les colonnes de votre journal pour rapporter une causerie qui s'est prolongée lundi et mercredi durant plusieurs heures.

Ce qui m'a frappé c'est que la vie de Mgr Benson n'a connu ni heurt violent, ni crise profonde. Elle est comme montée jusqu'à la vérité catholique, sous la double influence de sa sincérité et de sa réflexion, par une lente mais magnifique ascension morale.

Tout enfant, il prie dans la chapelle anglicane de Monseigneur son père. Il est un adolescent très doux et très pieux, en même temps que studieux et remportant des succès précoces. Il rêve de se consacrer à Dieu. Le voici tout entier à ses études de théologie, puis à ses fonctions de ministre anglican. Ce n'est point assez pour satisfaire son désir de perfection. Il entre dans le couvent de la Résurrection, fait le voeu de chasteté, partage sa vie entre l'étude, la prière et la prédication. Ministres et fidèles de son église entourent de vénération et de confiance le fils du primat d'Angleterre, l'écrivain et l'orateur déjà si attachants. Tout devrait le convier à demeurer dans ce milieu où les circonstances lui ont fait une place si enviable.

Il ne peut pourtant apaiser le trouble intérieur qui agite son âme. Comment s'expliquer que l'Eglise anglicane, qu'il croit être la véritable église du Christ, soit morcelée à l'infini par toutes les divergences et contradictions imaginables. On ne peut y découvrir ni l'unité de doctrine, ni l'unité de discipline. Elle est, non point une église, mais un agrégat d'opinions et d'initiatives.

L'éminent écrivain qui possède à fond l'Evangile et connait à merveille tous les ouvrages de théologie anglicane, en arrive bientôt à la certitude qu'il s'est trompé, que son église n'est point la véritable église, la nef que Jésus-Christ a construite de ses divines mains pour conduire les âmes au salut.

L'Eglise catholique lui apparaît au contraire avec son admirable et bienfaisante autorité disciplinaire et doctrinale. Les raisons de ma conversion, répète volontiers Mgr Benson, tiennent en ces deux mots : l'autorité de l'Eglise.

L'autorité, c'est elle qui donne à la nef catholique sa contexture puissante et la fixité de sa direction; c'est elle qui en fait le vaisseau aux flancs robustes, à l'équipage discipliné, au pilote inébranlable, bien dignes d'inspirer toute confiance aux âmes de bonne volonté. Les incohérences et les incertitudes du protestantisme font songer aux débris d'un navire: grâce à eux, on surnage quelque temps, on se sauve même individuellement, mais on n'est pas conduit en masse jusqu'au port.

Ferdinand Brunetière qui a laissé au Canada de si profonds souvenirs a été, lui aussi, attiré au Catholicisme par l'autorité de l'Eglise. Mais il ne partait pas du même point de vue. Encore incroyant, il souffrait de voir les peuples se débattre dans l'anarchie des idées et appelait de ses voeux un magistère intellectuel apportant aux nations les principes vitaux sans lesquels elles succombent. Mgr Benson, âme essentiellement religieuse et logique, s'est jeté dans les bras de l'Eglise catholique dont l'autorité le sauvait à jamais de la contradiction et de l'incohérence protestantes.

—Comme il serait désirable, Monsieur le Chanoine, que ces vérités, dont je ne me lasse pas d'entendre l'exposé, fussent répandues chez nos frères séparés dont elles ne manqueraient pas d'éclairer la bonne foi.

—C'est pourquoi, mon cher monsieur, Mgr Benson se prodigue jusqu'à s'épuiser pour que ses livres et ses discours atteignent le plus grand nombre de consciences. Il prêche cinq fois par semaine à New-York, ce qui ne l'empêche pas de donner des conférences dans les principales villes des Etats-Unis. Tandis qu'il parle ainsi aux foules, ses livres atteignent les individus dans la solitude des cabinets de travail et des bibliothèques. Lisez ses "Confessions d'un converti", son "Christ dans l'Eglise" qui ont eu en France un si vif succès. Vous jugerez du bien que fait chaque jour l'illustre écrivain.

—A quelle date remonte la conversion de Mgr Benson?

—A une dizaine d'années environ.

—L'Eglise anglicane en a-t-elle souffert?

—Je le crois. Mais Mgr Benson est très réservé sur ce point. Il parle toujours, avec une affectueuse déférence, de ceux dont il fut le collègue et auxquels il reste profondément attaché de coeur.

—Vous vous êtes rencontré de nouveau mercredi avec Mgr Benson?

—Il a bien voulu venir jusqu'à moi dans l'hospitalier couvent des Pères du Saint-Sacrement que dirige un religieux éminent qui fait le plus grand honneur au Canada et qui est l'un des prêtres les plus influents de New-York, le R. P. Letellier. En nous quittant, Mgr Benson s'est rendu dans l'église monumentale où les Pères montent une garde fidèle devant le Saint Sacrement, entourés tout le long du jour, je puis le dire, d'une nombreuse assistance de fidèles. Nous avons prié de tout coeur pour la conversion de nos frères séparés et je suis sûr que les lecteurs du *Devoir* aimeront à faire de même.

LETTRE D'OTTAWA

Du bruit, aux Communes.— M. Pardee aux prises avec le ministre de la milice.— Le rapport Gutelius-Staunton toujours à l'affiche. — La réponse de M. Meighen à M. Graham.— Pas de vote avant le premier avril.

Ottawa, 26. — Avec le printemps qui vient, la Chambre s'éveille. Et elle a le réveil bruyant. Mercredi, l'incident Sproule-Wilson fouettait l'attention des tribunes. Jeudi après-midi, MM. Pardee et Hughes ont un vif démêlé à propos d'une série d'expressions dont se sert le ministre de la milice. Celui-ci a le dessous, il doit les retirer. Il ne le fait cependant guère de bonne grâce. Scène d'une demi-heure, tumultueuse, où l'assistance bout d'impatience, de curiosité, de colère, et le manifeste avec bruit. Cela ressemble à s'y méprendre aux scènes violentes de la dernière session, pendant la période désormais fameuse de l'obstruction et du *deadlock* à propos du bill Borden. Et, quand tout rentre dans le calme, M. Meighen, le solliciteur-général, qui gagna ses épaulettes, l'an dernier, en forgeant la loi de clôture, qui devait museler la gauche, répond, en un discours de trois heures, à celui de M. Graham, demeuré intact sous la critique de M. Middlebro. M. Meighen porte de vifs coups de bélier dans la défense de la gauche. M. German lui riposte et cette partie de la journée est calme et paisible.

Les démêlés préliminaires

Au début de la séance, tribunes pleines, grâce à la présence, à Ottawa de 800 à 1000 délégués de l'Ouest d'Ontario, venus ici pour demander de l'assistance fédérale à un projet de chemin de fer électrique dans leur région. Ils ont pris d'assaut les tribunes, sont grimpés jusque sur les banquettes, le long des murs, sous les verrières, tous porteurs de grandes insignes blanches, habillés de toutes sortes de manières; et, pour la plupart, ils ont l'air de braves agriculteurs à l'aise, venus à un cirque quelconque. Ils en ont un, dès le début. Quand le calme se rétablit, la masse s'esquive; les fervents de la politique demeurent attentifs, et suivent, l'oreille tendue, les arguments subtils et les raisonnements poussés de M. Meighen.

M. Laurier assiste à la séance de l'après-midi; il participe même aux incidents qui mettent le président en conflit avec quelques députés, et prête à ceux-ci son expérience parlementaire. A droite, une minute, M. Graham cause avec MM. Borden et Foster. Un peu plus tard, ce sera M. Borden qui ira parler avec M. Laurier. Il y a de ces petits rapprochements presque à chaque jour.

Le premier incident se produit. Il a trait à M. Hughes. Car c'est le ministre de la milice qui semble servir de cible à la gauche, pour une fois. Et elle tire juste, car les coups portent. M. Emmerson, à propos d'une affiche dont il a déjà parlé, et qui a trait au zèle d'un militaire quelconque de Moncton désireux d'organiser une mobilisation partielle des troupes des Provinces Maritimes, — une mobilisation sur le papier, — demande certains renseignements au ministre de la milice. M. Hughes les lui donne, mais de ce ton cassant, de cet air de matamore *tartarinesque* qui tombe sur les nerfs de tout le monde, ministériels comme oppositionnistes. "S'il y a mobilisation", dit-il à M. Emmerson, en plaisantant à sa manière, "vous serez sans doute attaché au service des vivres: c'est là qu'on distribue les rations!" Rires dispersés. — "Et où mettrez-vous le député de Brockville, M. Webster?" rétorque M. Emmerson, qui, très applaudi, fait allusion à un incident récent, au cours duquel, d'après la rumeur, M. Webster, député conservateur, aurait empoigné M. Hughes dans son cabinet et l'aurait fort malmené. Aux banquettes ministérielles d'arrière, M. Webster, un gros homme à la forte encolure, rougit et sourit, avec tous ses voisins. Le ministre de la milice, qui rit ou feint de rire de bon coeur, on ne sait, répond, admettant implicitement la rencontre entre lui et le député de Brockville: — "Je ne l'ai pas mis hors de combat. Je l'ai renversé deux fois, il a pris sa revanche." Tout le monde rit. L'hilarité augmente, quand M. Emmerson riposte: "Dans ce cas, on devrait vous inscrire aux ambulances!" M. Hughes poitrine, mais il est touché. C'est le commencement du duel dont il sortira tantôt assez éclopé.

Voici que d'autres démêlées s'annoncent. Au premier plan, c'est le député Tom Wallace, capitaine de milice, soldat dans la campagne du Sud-Afrique, au temps de la guerre anglo-boer, un gros et gras jeune homme, qui rougit comme une jeune fille, si l'on mentionne son nom dans un débat, et, en digne fils de son père, feu M. Clarke Wallace, autrefois Grand-Maître des Orangistes canadiens, est orangiste lui aussi, et, dit le *Canadian Parliamentary Guide*, porte même le magnifique et pompeux titre de *Grand Director of Ceremonies of the Orangemen of Canada*. M. Wallace, — le capitaine Wallace, pour respecter son grade, — est Ulsterite, et premier grand-rôle muet, dans la scène de jeudi après-midi. Son rôle consiste à rougir et à s'agiter sur son fauteuil, sous le feu de quelque mille paires d'yeux, les uns malicieux, d'autres simplement intimidants ou taquins. Or donc, mercredi soir, le capitaine Wallace, pris d'un vif sentiment d'*ulstérisme* enthousiaste et étourdi, câblait à sir Edward Carson, le chef des troupes de l'Ulster orangiste, à Belfast : "Des milliers de Canadiens loyalistes sont avec vous, dans la magnifique bataille que vous soutenez pour le maintien des meilleures traditions de la citoyenneté britannique, en résistant à la violence à l'endroit de l'Ulster. Nous sommes prêts, s'il le faut, à vous aider en hommes et en argent, jusqu'au dernier fossé." Les journaux de jeudi matin ont apporté au public la teneur de ce câblogramme d'opéra-bouffe. Cet après-midi, donc, M. Proulx, le député de Prescott, un journal à la main, veut interpeller M. Wallace à ce propos. M. Proulx à peine levé, M. Sproule, à titre de président des Communes, intervient. Et, toutefois, M. Proulx n'a pas encore lu le câblogramme de M. Wallace ; à peine s'il a eu le temps de mentionner le nom de celui-ci, aux rires de la droite, et à ses applaudissements taquins, qui font s'enluminer de toutes les nuances de rouge, jusqu'au cramoisi, le visage rond et poupin du capitaine orangiste. "Posez la question par écrit," dit le président. Protestations, à gauche, intervention de M. Laurier. "Vous décidez, M. le président, dit le chef de l'opposition, que le député de Prescott enfreint les règles de la Chambre avant même de l'avoir entendu. Qu'en savez-vous ?" La gauche applaudit. M. le président hésite, puis tient bon, décide que M. Proulx pose une question irrégulière. "Mais comment savez-vous qu'il s'agit d'un cablogramme, comment savez-vous ce dont va parler M. Proulx ?" dit M. Laurier. Vives manifestations, de tous côtés. Les gens des tribunes soufflent à peine, tant la curiosité les empoigne. C'est bien une bonne fortune qu'ils ont, de voir ainsi la ménagerie s'animer et cabrioler. M. Sproule décide que l'interpellation de M. Proulx enfreint les règlements de la Chambre ; il lit même un texte pour l'établir. Pendant qu'il prononce cet arrêt, M. Proulx, conseillé par ses voisins, se ravise. S'il ne peut interpeller M. Wallace, celui-ci est bien un officier de la milice. Et le ministre de la milice est responsable de ses officiers. Donc, il interpellera le ministre de la Milice. Il le fait tout de suite. Dans le bruit, il dit : "M. le président, je demanderai au ministre de la milice s'il est à sa connaissance qu'un officier de la milice canadienne, le capitaine Wallace, député de York-Centre, a câblé ce qui suit à sir Edward Carson..." M. Proulx va lire le cablogramme. M. Sproule l'interrompt derechef : "Suivez la procédure ordinaire, écrivez votre interpellation et donnez-en avis de 48 heures." — "Mais la question est d'urgence," dit M. Proulx. Eclats de rires prolongés. Aux premières banquettes oppositionnistes, un parlementaire fait un signe à M. Proulx ; et celui-ci se rassied, disant : "C'est bien, j'écrirai mon interpellation." L'incident en reste là. Et, à son fauteuil, le capitaine Wallace s'éponge le visage, cesse enfin de rougir, puis s'en va pour le reste de l'après-midi, guide improvisé de plusieurs de ses électeurs venus avec la délégation de l'Ontario-Ouest.

M. Hughes et M. Pardee

Voici la grande scène. M. Hughes, à propos d'une dépêche venue d'Angleterre, quant à la prétendue nomination d'un directeur général des troupes canadiennes, soulève une question de privilège et dément la teneur de cette nouvelle. Quelques oppositionnistes l'approuvent, quand il dit, à propos d'une nomination récente qu'il a faite, qu'il a consulté les autorités anglaises, "mais de son propre chef, sans s'y croire obligé, loin de là". Puis il fait allusion à une dépêche commentée vendredi soir dernier par M. Pardee et d'autres oppositionnistes, dépêche disant qu'il a câblé en Angleterre à propos de l'affaire de l'Ulster, s'affirmant sympathique à l'attitude de sir Edward Carson. D'un ton des plus belliqueux, il dit : "Tandis que j'y suis, je prendrai avantage du fait que j'ai la parole pour dire que, l'autre soir, en cette Chambre, quelque membre de la bande de gauche (*"this outfit"*) a saisi l'assistance d'un de ces cablogrammes mensongers (*slanderbund cablegrams*) que cette bande a l'habitude d'expédier par tout le pays, des buvettes (boozoriums) où ils les fabriquent..." Il ne va pas plus loin. La gauche hurle ses protestations, on n'entend plus rien, dans le tumulte, qu'une voix qui crie : "Cela vient du *Star* de Montréal !" Et le ministre a beau vouloir parler, il ne le peut pas, dans le crescendo formidable du tapage que fait la gauche entière.

M. Pardee, le whip général libéral, se dresse aussitôt et veut soulever une question de privilège. La Chambre se tait. Car l'attitude énergique de M. Pardee, le geste de ses épaules, ses yeux plantés dans ceux du ministre de la milice, l'obstination que trahit son masque rasé, tout ceci impose le silence. C'est lui qui a parlé le premier de ca cablogramme, vendredi dernier. "Je n'ai rien à retirer, M. le président," dit-il d'une voix au timbre métallique. — "A l'ordre, je ne puis entendre deux questions de privilèges à la fois," dit M. Sproule, qui sent grossir la tempête. — "Dans ce cas," dit M. Pardee, conseillé par ses voisins, "je soulève un point d'ordre." La droite, qui donnait de la voix, se calme un moment, sous les objurgations du président. "J'ai lu le cablogramme vendredi dernier, je n'ai rien à retirer, il ne vient ni de ce que M. Hughes appelle l'alliance des vilipendeurs ("slanderbund") ni de la buvette ("boozorium") ; je l'ai emprunté au *Star*." Vifs applaudissements, aux banquettes de gauche. Des enthousiastes écrasent presque leurs pupitres, sous des coups de poings redoublés. M. Sproule veut jeter de l'huile sur les eaux, inutile. M. Hughes veut parler, inutile. La gauche clame : "Rétractez-vous !" et la colère bout. "Que le ministre retire ses mots blessants," ordonne presque M. Pardee derechef debout, et qui domine les clameurs de sa voix forte. Et la gauche, de répéter plus violemment, s'il se peut : "Retirez vos expressions, rétractez-vous, rétractez-vous !" La droite crie, hurle, tonne, le ministre de la milice fait tête à M. Pardee. M. Borden fait une remarque, elle se perd dans le brouhaha ; c'est la confusion, devant quoi le président reste impuissant. Une accalmie. M. Laurier se lève : "M. Hughes a fait une insinuation à l'endroit de M. Pardee, il doit s'excuser," dit-il. Et M. Pardee, dans l'orage qui recommence à gronder, ajoute : "Le mot *boozorium* est-il parlementaire ?" M. Sproule, après avoir calmé du mieux qu'il peut les vociférations bruyantes, — et telles qu'on n'en a pas entendu ici depuis un an, — intervient à son tour, fait une allocution "au vieux parlementaire qui devrait garder le calme et respecter les règles de la Chambre," mais ne désigne pas plus clairement à qui il s'adresse. — "Est-ce pour le ministre ?" s'enquiert M. Pardee, toujours le visage crispé, et dont l'inflexible détermination de gagner son point se traduit jusque dans le port de la tête. Nouvelle intervention de M. Laurier. Sous son oeil encourageant, M. Pardee s'obstine et s'enracine. "J'ai soulevé le point d'ordre dès que M. Hughes a fait son insinuation, qu'il retire ses expressions blessantes !" exige-t-il. M. Sproule fait une remarque, tandis que la scène va recommencer : "Je n'ai pas entendu le rappel à l'ordre de M. Pardee." La gauche, sceptique, crie d'un ton moqueur, incrédule et peu respectueux : "Oh ! Oh ! Oh !"

Enfin, M. Sproule déclare: "Les remarques qui ne sont pas permissibles aux séances de la Chambre des Communes doivent être retirées." C'est un commencement de victoire pour M. Pardee; aussi la gauche le souligne-t-il de ses poings qui pétrissent les couvercles de pupitres. M. Hughes, auquel M. Borden vient de dire quelque chose, à mi-voix, — on ne sait trop quoi au juste, mais l'on devine, — s'exécute enfin de mauvaise grâce, l'air tranchant: "Si je me suis servi de termes qui ne sont pas parlementaires, je les retirerai", dit-il. M. Sproule a du mal à se faire entendre, car la gauche, maintenant, crie: "Retirez vos expressions blessantes!" Enfin, le président suggère à M. Hughes de retirer l'expression *boozorium*. Le ministre, un peu penaud, sous son masque d'apparente audace, se rend: "Je la retire", dit-il d'un ton rogue. — "Faites-le comme un homme", crie M. Gauvreau. La gauche souligne maintenant sa victoire complète de cris de toutes sortes, et M. Pardee s'assied, content d'avoir été aussi entêté. M. Hughes, qui peut enfin continuer ses explications, crie presque: "Depuis deux ans et demi que je suis ministre, ceux qui me connaissent savent que je ne perds pas mon temps à me mêler des affaires des autres..." Rappels à l'ordre, qui décident M. Sproule à dire: "Il n'y a pas de discours à faire, l'orateur doit exposer sa question de privilège." M. Hughes s'exécute, la mine et le ton moins altiers qu'il y a dix minutes, et nie qu'il ait expédié quelque cablogramme que ce soit aux gens de l'Ulster. Cris, protestations, bruit, tapage, qui couvrent la voix du ministre. Sa dénégation faite, il s'assied et la gauche le nargue de ses applaudissements moqueurs. Le duel prend fin. Les affaires de l'Ulster ne causent pas seulement du bruit qu'au parlement anglais, elles ont leur répercussion ici, comme en témoignent les deux ou trois scènes survenues aux Communes depuis peu. Et il y a plus de bruit que de bon sens, dans tout cela.

Le discours de M. Meighen

Le calme enfin rétabli pour tout de bon, M. Meighen commence sa réponse à M. Graham. Il parle trois heures durant. Il traite la question à fond, de manière claire, nette, précise, avec la logique, et le calme dont il est coutumier, piquant decidela, dans la trame de son raisonnement serré, du sarcasme, de la raillerie, relevant une contradiction réelle ou apparente de l'ex-ministre, la mettant en lumière, s'attachant à démontrer que le discours de celui-ci est, comme le dit le Jérôme Coignard de M. Anatole France, "une vaste et belle construction qui ne tient que par le mortier de la sophistique." Il le bat en brèche, l'attaque, sur tous les points, de la pioche et du bélier impitoyables de sa dialectique, et, quand il a terminé, aux ovations de la droite, l'on ne peut dissimuler que la défense élevée par M. Graham a reçu de rudes coups, sous lesquels chancellent des pans entiers. D'autres parties, par contre, restent debout, et qui témoignent de la solidité de l'oeuvre, de la puissance de l'artisan. Il faudrait cependant être expert en voies ferrées pour résumer la question comme l'ont posée, chacun sous le biais le plus favorable à sa cause, les deux rivaux de cette semaine, et pour décider où est toute la vérité... s'il se trouve qu'elle ne soit que dans un seul de ces deux discours; et cela n'est guère probable.

Les commissaires et leur parti - pris

M. Graham a condamné le personnel de la commission Gutelius-Staunton, à cause de son parti-pris politique, dit-il. "M. Graham sait que, sous le régime actuel, les juges sont choisis chez les politiciens ou les gens ayant des attaches de partis", dit M. Meighen. "Est-ce à dire que les juges sont imbus d'esprit politique, dans l'exercice de leurs fonctions? Pourquoi donc conclure que les deux commissaires qui ont fait l'enquête sont plus partisans que les magistrats nommés au temps de M. Laurier?" M. Meighen

(*Suite à la 2ème page*)

CHRONIQUE RELIGIEUSE

ROME ET LE MONDE

JUBILE RELIGIEUX

(De notre correspondant)

Québec, 26 — Les Révérendes Sœurs de la Charité préparent de grandes fêtes pour les 29 et 30 mars prochain, à l'occasion de la célébration des noces de diamant de deux de leurs compagnes et des noces d'or de huit autres. L'incendie récent de la chapelle de la communauté forcera les religieuses à célébrer ce mémorable jubilé dans une chapelle intérieure qui donnera à la fête un caractère plus intime. Parmi les jubilaires, l'une, Sœur Sainte-Justine, née Luce Bégin de Saint-Joseph de Lévis, qui célèbrera ses noces d'or est la sœur de S. G. Mgr L'Archevêque de Québec. Les autres jubilaires sont: les Révérendes Sœurs Saint-Roch, Marie Héloïse Blouin, et Saint-Alphonse, Julie Brunet, toutes deux nées à Saint-Roch de Québec et qui demeurent à la maison-mère, célébreront leurs noces de diamant.

Célébreront leurs noces d'or, les révérendes Sœurs Sainte-Adélaide, née Philomène Martin, de Cacouna, qui demeure au pensionnat Saint-Louis de Gonzague; Saint-Pascal, née Marie Henriette Pouliot, de Rimouski, qui demeure à l'asile Saint-Michel Archange; Sainte-Dorothée, née Mary Ann Flynn, de Notre-Dame de Québec, qui demeure à Mastaï; Sainte-Véronique, née Virginie St-Jorre, de la Rivière-Ouelle, qui demeure à la maison-mère; Ste-Flavie, née Marie Célanie Bérubé, des Trois-Pistoles, qui est supérieure à l'hospice de Montmagny; Ste-Geneviève, née Virginie Langlais, de la Rivière-Ouelle, qui demeure à la maison-mère; Ste-Hélène, née Julie Auger, de Saint-Louis de Lotbinière, assistante-supérieure générale, qui demeure à la maison-mère.

DECES DU FR. L.-H. GOSSELIN, C. S. V.

Hier soir, le 26 mars, est décédé à l'Hôtel-Dieu de Montréal, le Révérend Frère Louis-Honoré Gosselin, Catéchiste formé de l'Institut de Saint-Viateur, dans la 52e année de son âge et la 36e année de sa vie religieuse.

Il était né à Saint-Romuald de Lévis le 20 décembre 1862. Après sa profession religieuse, il enseigna dans divers établissements de sa Congrégation, mais c'est à l'Académie St-Jean-Baptiste de Montréal, dont il fut l'un des fondateurs, en 1884, et où il exerçait encore à sa mort, qu'il donna la plus grande partie de sa vie.

Doué d'une intelligence remarquable, assidu à la lecture et à l'étude, il avait acquis une érudition littéraire, puisée aux meilleures sources, et très grande. Tous ses élèves gardent de son enseignement, de son urbanité, de ses conversations intarissables et si intéressantes, de sa voix harmonieuse, un souvenir qui ont fait du Fr. Gosselin, un de ces maîtres dont on ne perd jamais le souvenir.

Ses restes déposés à Outremont, au Juvénat de Saint-Viateur, 1145 rue Saint-Viateur, seront transportés ce soir au Noviciat de l'Institut, à Joliette, où les obsèques auront lieu, demain samedi à 10.30, après l'arrivée des trains venant de Montréal.

Parents, amis et anciens élèves sont invités aux funérailles.

PETIT CARNET

M. EMILE TARANTO.

Le vendredi après-midi, 3 avril prochain, à 4 h. 15, M. Emile Taranto, violoniste, donnera au Ritz-Carlton, un concert dont voici le programme. M. Taranto sera assisté de Mlle Grace Davis, soprano, et de Mme E. Dulieux, pianiste accompagnatrice.

PROGRAMME

1.—Sonate pour piano et violon, Schumann
M. Taranto et Mme Dulieux.
2.—Concerto en sol mineur . Bruch
M. Taranto.
3.—Valse "Roméo et Juliette" Gounod
Mlle Davis.
4o.—(a) Gavotte . . . . . Bach
(b) Eglogue . . . . . Bachman
(c) Sérénade . . . . . Bachman
(Dédiée à M. Taranto)
(d. Tocate . . . . . Tor Aulin
M. Taranto
5o.—(a) Avril . . . . . Victor Harris
(b) The Pine Tree, M. S. Salter
(c) L'appel . . . Mark Andrews
Mlle Davis.
6o.—Danse espagnole . . . Sarasate
M. Taranto.

Les billets sont en vente à la maison Willis. — (Communiqué).

UNION CATHOLIQUE

Le conférencier de dimanche prochain, à l'Union Catholique, bibliothèque du Gesù, sera M. A. Laramée, avocat. Il traitera ce sujet: "A travers les documents historiques canadiens". Entrée libre, à 2 heures ½.

A McGILL

Voici le résultat des élections des Etudiants en Droit de McGill pour l'année 1914-15:

Président, M. W. H. Howard;
Vice-président, M. J. Noël Beauchamp;
Trésorier, M. W. Wanklyn.

C'est la première fois depuis plusieurs années qu'un étudiant canadien-français a été élu au conseil de la Faculté de Droit de McGill, et choix de M. Beauchamp mérite d'être signalé.

M. Beauchamp est natif d'Ottawa et ancien élève de l'Université de cette dernière ville.

CHIRURGIE DENTAIRE

A une assemblée du comité de régie des E.B.C.D., il a été décidé à l'unanimité que nos sympathies soient présentées à M. R. E. Trudeau, pour la perte douloureuse qu'il vient de faire par le décès de son frère, M. Trudeau, avocat.

Et qu'une copie soit envoyée aux journaux.

Le secrétaire,
MORAS MANSEAU, E.E.C.D.

Les Laxatifs NA-DRU-CO
sont particulièrement bons pour les enfants car ils sont agréables à prendre, leur action est douce, et ils n'irritent pas les intestins ni ne provoquent un besoin d'en prendre continuellement ou d'augmenter les doses.
25c. la boîte chez votre pharmacien.
National Drug and Chemical Co. of Canada, Limited. 177F

LETTRE D'OTTAWA

(*Suite de la 1ère page*)

admet que M. Staunton a pris part à des luttes politiques, en 1904 et en 1908; mais il défie M. Graham de prouver que M. Staunton ait jamais parlé, en ces occurrences, contre le projet du Transcontinental-National. S'il a pris part à la lutte dans Bruce-Sud, en 1913, ajoute M. Meighen, c'est que son rapport était alors tout prêt, comme l'a du reste déjà admis M. Graham. Quant à M. Gutelius, il vient du Pacifique-Canadien, superbe école de formation pour les experts en voies ferrées. Est-ce un crime, que de sortir de cette école? Cela prouve qu'il est compétent, c'est tout. M. Graham remarque que le Pacifique-Canadien a l'habitude de garder ses bons fonctionnaires. —"Voulez-vous dire que M. Gutelius a été congédié?" demande M. Meighen, "et n'avez-vous pas admis vous-même que le Pacifique-Canadien n'a fait que nous le prêter? C'est un expert, au service de compagnies de voies ferrées depuis 1888, et qui, dix ans durant, a dirigé les constructions du Pacifique-Canadien. Il n'y a donc pas de gens mieux qualifiés que lui pour étudier la construction du Transcontinental-National." — "Dites-nous donc depuis quand M. Gutelius est sujet britannique?" interrompt M. Macdonald. — "Et qu'est-ce que cela fait à l'affaire, riposte M. Meighen, qu'il ait été naturalisé sujet britannique avant ou après avoir été nommé commissaire-enquêteur? Parce qu'il ne serait pas sujet britannique, cela signifierait-il qu'il n'est pas ingénieur compétent? Belle affaire, raisonnement puéril. Dans ce cas, de quelle valeur est donc le témoignage de M. Berry, l'expert américain dont M. Graham fait si grand cas, et dont il a produit une lettre qui devait pulvériser le rapport Gutelius-Staunton? Qu'est-ce, encore une fois, que la nationalité fait à la science?"

La droite trépigne de joie. M. Meighen continue, comme si de rien n'était, en rappelant que, selon lui, jamais les libéraux, même quand ils les nommaient, n'ont pu trouver de commissions qui les satisfit. Ils ont traité avec dédain et mécontentement le rapport de la commission d'enquête sur le service civil fait par MM. Fysche, Courtney et Bazin, en 1907; ils ont voué à tous les diables le rapport du juge Cassels. Et cependant tous ces commissaires étaient ou avaient été libéraux, et ils étaient le choix de M. Laurier. Ca n'est donc pas étonnant que la commission Gutelius-Staunton n'aille pas à la gauche. La commission Gutelius-Staunton est partiale, dit-on. Pourquoi? Parce qu'elle n'a pas permis à M. Parent de reviser le texte anglais de sa déposition? Mais est-ce que MM. Parent et Graham, par leur silence à cet endroit, n'ont pas reconnu l'exactitude de cette déposition? Si elle ne l'avait pas été, exacte, ils auraient bien protesté. Les commissaires n'ont pas interrogé M. Young, l'ancien commissaire du Transcontinental: pourquoi? peut-être parce que M. Young a jadis tenu tête à M. Graham, quant aux choix du site des terminaux du Transcontinental à Winnipeg, et qu'il aurait pu dire des choses désagréables pour G. Graham?

L'ancienne commission

Parent

M. Meighen parle un peu de l'ancienne commission. M. Graham a dit qu'elle était compétente, quoiqu'elle ne se composât que d'une couple d'avocats, d'un marchand de grains et d'un fabricant de boîtes. M. Graham a dit que nul transcontinental n'a un expert en chemins de fer, à sa tête, mais que tous les transcontinentaux canadiens ont pour présidents des gens qui, meneurs d'hommes, dirigent l'entreprise en s'éclairant des lumières d'experts à leurs service. "L'étrange, dit M. Meighen, c'est que M. Graham, plus expert que quiconque, en chemins de fer, quand il était ministre, demandait l'avis de ses experts... et passait outre, et que M. Parent, lui aussi, prenait l'avis des experts... et faisait comme le ministre, ne le suivait pas. Est-ce vrai que le Pacifique-Canadien, le Nord-Canadien, l'Union Pacific ont des présidents qui n'entendent rien aux affaires pratiques des chemins de fer? Erreur et illusion. M. Shaughnessey a grandi dans l'administration du Pacifique, MM. Mackenzie et Mann, dans la construction des voies ferrées, et le président du Union Pacific n'est ni un avocat ni un fabricant de boîtes de carton, mais un homme de chemins de fer. Vous n'avez jamais vu les actionnaires de ces compagnies mettre à la tête de celles-ci des avocats quelconques, non plus que des fabricants de carton. Il n'y a qu'ici que cela se fait... et le pays paye en conséquence les erreurs et le coulage dont nul autre transcontinental n'a donné de si flagrants exemples."

Les affaires de Winnipeg

Au dire de M. Meighen, l'entrée du Transcontinental National dans Winnipeg n'est pas si brillante que la dépeint M. Graham. Le nouveau transcontinental traverse la plaine de Saint-Boniface et la banlieue de Winnipeg sur une voie élevée qui lui interdit tout raccordement avec les usines capables de lui fournir des chargements de marchandises. Il ne reçoit celles-ci que par l'entremise du Nord Canadien. Et la gare à laquelle arrivent les convois du Transcontinental National est construite sur un terrain appartenant au Nord Canadien, ces deux chemins de fer se partagent cette gare. Le Transcontinental National paie une forte redevance annuelle au Nord Canadien, à titre de loyer. Il joue donc là encore le second violon. Et c'est si vrai que le Nord Canadien réclame à l'heure présente une dizaine de millions du Transcontinental National, qui s'est emparé d'une lisière fort longue de ses terrains, pour avoir accès à la ville. "J'aime mieux que ce soit M. Graham que moi qui ait la responsabilité de ce choix," dit M. Meighen, "et je ne trouve pas que l'opération dont se vantait mardi M. Graham soit si brillante. Les tribunaux pouraient bien la dédorer."

Il y a les usines de Transcona. M. Meighen en tient pour la légalité de leur construction, quoi qu'en dise M. Staunton. Mais il reconnait que celui-ci avait bien le droit, une fois consulté, d'exprimer son avis. "Seulement, les usines de Transcona, bâties par le pays, pour l'usage du Transcontinental National, section Moncton-Winnipeg, sont trop grandes et trop coûteuses, dit M. Meighen. Au lieu de ne construire qu'une usine de réparations pour les besoins du transcontinental, à l'est de Winnipeg, la commission a construit une usine qui sert aux besoins, et de l'est et de l'ouest. C'était au Grand Tronc Pacifique à se construire une usine centrale, pour les besoins de l'Ouest, s'il y avait lieu, pas au pays à dépenser des millions pour cela, comme on l'a induit à le faire. En 1908, M. Graham disait que le coût de ces usines serait d'un million et demi. Elles coûtent trois fois plus, quatre millions et demi. Nous construisons des usines à Québec, pour les besoins de la région est et ouest du Transcontinental, de Cochrane à la frontière de Québec, donc, des usines qui devront être pour le moins aussi employées que celles de Transcona le seraient, si elles ne servaient qu'aux réparations pour les besoins de Cochrane à Winnipeg, et non pas de Cochrane à l'autre extrémité de la Saskatchewan. Et les usines de Québec seront d'un coût maximum de 2 millions. Cela démontre bien la folie de l'aventure de Transcona. M. Graham, à propos d'usines, dit que celles de Québec seront loin de la voie principale. Et celles de Transcona, donc, qui sont à 4 milles et demi du terminus, celles de Moncton, qui sont à un mille et demi du terminus ? C'est pourtant M. Graham qui en a fixé les sites !"

Le véritable coût du Transcontinental

M. Graham a jonglé avec les millions, l'autre jour, et affirmé que le vrai coût du Transcontinental National serait de 181 millions, trois fois le montant prévu par M. Fielding. M. Meighen, aujourd'hui, jongle aussi avec les millions, tant et si vite qu'on a peine à le suivre. Il établit que M. Graham, en 1908, admettait que le coût total de cette entreprise, — section Winnipeg-Moncton, — serait de $150,000,000, dont 114 millions de capital, 10 millions pour intérêts pendant la période de construction et 26 millions pour les intérêts pendant les sept premières années d'exploitation. A calculer sur la même base, posée par M. Graham, M. Meighen affirme que l'on arrive à 230 millions, sans computer les intérêts composés, et sans inclure un sou pour le coût du pont de Québec. Cependant, en 1903, M. Fielding déclarait qu'il faudrait probablement inclure, dans le coût total de l'entreprise, les quatre-neuvièmes du coût final du pont de Québec. Or, cette proportion se monte aujourd'hui à 10 millions ; et l'intérêt que le Grand Tronc Pacifique doit payer sur le coût de la construction totale, pendant les 3 années consécutives à la période de 7 ans pendant laquelle il exploite sans payer un sou la section Moncton-Winnipeg, — intérêt qu'il ne paiera pas alors, et devra capitaliser, — forme au moins 18 autres millions. A additionner toutes ces sommes, raisonnablement mises en ligne de compte, dit M. Meighen, et computées d'après les principes posés par M. Graham en 1908, on en arrive, quant au coût total approximatif du Transcontinental National au Canada, au montant de 258 millions, sans intérêts composés. Ceci porte le coût moyen de chaque mille de cette voie, de Moncton à Winnipeg, à $100,000 au moins, non pas à $85,000, comme le dit M. Graham, qui calcule, lui, d'après le coût approximatif de toute la voie, d'un océan à l'autre. Pour en arriver à établir une comparaison quelconque avec le coût moyen du Pacifique Canadien, pour chaque mille, M. Graham fixe celui-ci à $80,000, en faisant entrer en ligne de compte, dans ses calculs à ce sujet, la valeur des hôtels, des navires, des voies téléphoniques, des télégraphes et des terres du Pacifique Canadien, et, d'autre part, il prend la voie du Transcontinental National, telle quelle, toute nue, peut-on dire. C'est agir habilement, mais fantastiquement. Il faudrait comparer la voie nue du Pacifique à la voie nue de l'autre transcontinental, on verrait quel écart il y a entre les deux, et comme la différence est énorme. En 1885, la voie du Pacifique avait une valeur moyenne de $28,000 par mille, contre $100,000 que nous coûte aujourd'hui celle du Transcontinental National. Et le coût de celui-ci est si élevé aujourd'hui qu'il empêchera cette réduction des taux de transport promise, et pour laquelle on l'a spécialement construit. On a manqué d'atteindre le but. Et, à supposer que le chemin transporte par an 50 millions de boisseaux de blé, il faudra qu'il prélève au moins, rien que pour le paiement du loyer quotidien, — intérêt sur le coût de construction total, à 3 pour cent, — la somme de 8 sous par boisseau, soit $14,800. Il y aura bien d'autres marchandises à transporter, mais supposez-t-on que, d'ici à plusieurs années, le Transcontinental National aura une aussi grosse clientèle que le Pacifique Canadien ? Non pas. Et le pays n'en aura pas pour son argent.

La partie technique du rapport

Il y a, dans le rapport Gutelius-Staunton, toute une partie relative aux travaux d'art, chapitre auquel, selon l'estimation des commissaires, l'administration Parent serait responsable d'un gaspillage de plusieurs millions. M. Meighen traite ce sujet avec une maîtrise apparente qui étonne la Chambre. Est-elle réelle ? Il faudrait être soi-même expert pour en décider. Mais il semble culbuter quelques-unes des objections faites au rapport des commissaires par M. Graham. Ainsi, au chapitre des montées à élan, M. Meighen note d'abord que celles du Transcontinental National n'ont que 7 à 8 pieds du mille, contre 30 pieds, sur la voie du Pacifique Canadien, et que la montée par élan, si elle est construite à un endroit par ailleurs facile de la voie, entre deux intervalles, plans de 2,000 pds de long chacun, n'affecte en rien la puissance de traction d'une bonne locomotive, ainsi que le disent des experts, qu'il cite et commente. Il note que M. Graham n'a pu trouver qu'un seul expert hostile à ces montées, M. Berry, et que celui-ci n'est guère affirmatif sur ce point. Le Pacifique Canadien a 85 de ces montées, entre Winnipeg et Port Arthur, et elles sont toutes praticables.

M. Grant, l'ingénieur principal de la commission actuelle du Transcontinental-National, dans une lettre récente à M. Meighen réduit à néant les objections de M. Berry, et, déjà, M. Grant, consulté par M. Graham, il y a quelques années, s'était déclaré favorable aux montées à inclinaison alternative, à la suite de M. Lumsden, autre ingénieur principal de la commission Parent, et qui démissionna parce qu'il estimait en savoir plus long que les commissaires, et que ceux-ci ne voulaient pas le reconnaître. Quant aux courbes, M. Meighen cite d'autres experts, défavorables à la thèse soutenue par M. Graham. De même aussi, quant aux ponts sur piliers, "constructions temporaires, certes, mais dont se servent le Pacifique-Canadien et le Nord-Canadien, et dont le Grand-Tronc-Pacifique lui-même, — il faut le bien noter, c'est grave, —se sert, en maints endroits, de Winnipeg aux Rocheuses, à commencer par le Manitoba. On les remplace quand elles ne sont pas solides, c'est tout, et alors, on les remplace par des constructions métalliques. Si la commission Parent avait fait de ces ponts sur piliers, et les avait remblayés, c'est le Grand-Tronc-Pacifique qui, plus tard, les aurait remplacés à ses frais, par des ponts métalliques. Et il aurait bien été obligé de prendre la voie Moncton-Winnipeg avec de tels ponts sur piliers, puisqu'il en a tant construit, au delà de Winnipeg."

La conclusion de M. Meighen

M. Meighen, au terme de son discours solidement étayé de citations empruntées à M. Graham, à M. Fielding, aux rapports de MM. Grant, Lumsden et autres ingénieurs ès-voies-ferrées, condamne la méthode grâce à laquelle la commission a permis la véritable vente et revente des contrats pour construction de parties de l'entreprise. "On peut accorder des sous-contrats, dit-il, mais on n'a pas droit de permettre aux entrepreneurs originaires de spéculer sur leurs contrats, de les vendre, d'en permettre la revente et le morcellement à l'infini, surtout comme cela s'est pratiqué dans l'affaire des Davis qui, sans rien exécuter des clauses de leur contrat, l'ont revendu et réalisé de ce chef $740,000 de bénéfices, à la connaissance même de M. Parent." Il dénonce aussi l'attitude du ministère Laurier, qui n'a pas permis la résiliation de ce contrat, comme la suggérait M. Hayes. Et, aux acclamations prolongées de la droite, qui a haché son discours d'applaudissements et de manifestations approbatives enthousiastes il conclut enfin à la justesse et à l'exactitude absolues du rapport, dont les affirmations restent complètes, en dépit de la critique fouillée qu'en a faite M. Graham.

Quand les acclamations se sont tues, M. German, de la gauche, exprime l'avis que M. Meighen s'est détruit, en voulant étayer le rapport Gutelius-Staunton, et que son discours est d'un flasque remarquable. il le critique à sa manière. Rien de spécialement intéressant. La Chambre clôt sa séance vers les onze heures.

Le débat se poursuiva vendredi, ainsi que la plus grande partie de la semaine prochaine. M. White a remis à une date inconnue, — qu'il fixera vendredi après-midi, — l'exposé budgétaire qu'il devait faire lundi après-midi. Il compte qu'il pourra le prononcer le jeudi, 2 avril. D'ici là, nous entendrons parler remblais, déblais, montées à élan, montées à locomotive auxiliaire en queue, courbes, constructions métalliques, millions et demi-milliards... et nous aurons hâte d'arriver au terminus.

Georges PELLETIER.

Chez Goodwins

Manteaux de Moire pour Dames à $25.00

Manteaux de moire à double volant circulaire; manches kimonos; col japonais, montant; devant ouvert; garnis d'ornements en soie, de boutons de fantaisie et d'un ruché de dentelle. — Doublure de soie duchesse de meme couleur que le manteau.

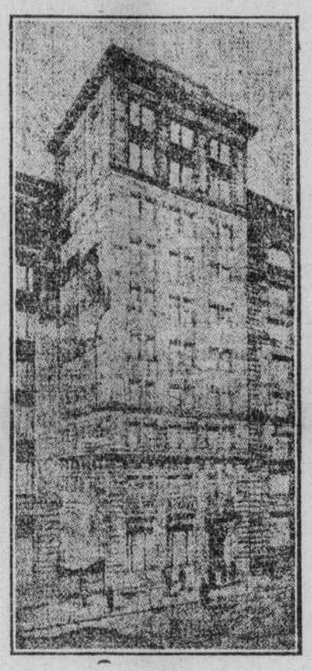
Grandeurs: 16 et 18 ans; 36, 38, 40 et 42.

Prix . . . $25.00

Rayon des costumes et manteaux
1er étage

Goodwins Limited

Bureaux à Louer



EDIFICE VERSAILLES
rue ST-JACQUES

Les hommes d'affaires désireux d'augmenter leurs chances feraient bien de se placer en vue, au centre des banques canadiennes-françaises. Il y a encore quelques bureaux à louer dans l'édifice où va s'installer la Bourse Immobilière de Montréal.

S'ADRESSER A

Joseph Versailles
ou R. GALIPEAU

Tél. Main 1322 *99 rue SAINT-JACQUES*

AVIS PUBLIC

Règlements Nos 524, 525 et 526

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que le Conseil de la Cité de Montréal, en vertu des pouvoirs que lui confère la charte da ladite Cité, a adopté les règlements suivants: (1) Règlement No 524 amendant le règlement No 423 autorisant l'émission d'un emprunt pour l'établissement et l'entretien d'un système de conduits souterrains; (2) Règlement No 525 à l'effet d'accorder une indemnité à la famille de feu le pompier Horace Trudel; (3) Règlement à l'effet de permettre la construction de magasins, etc., sur l'avenue du Parc, entre l'avenue Mont-Royal et la rue Bernard.

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, 26 mars 1914.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné par la soussignée, veuve de MATHEW DINEEN, du No 460 rue Saint-Antoine, qu'elle ne sera responsable d'aucune dette créée ou d'aucun compte ouvert dans l'avenir au sujet des affaires de son défunt mari, vu qu'elle a cessé de s'en occuper.

Aucun compte ne sera pris en considération et payé sans l'autorisation spéciale de la soussignée.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour Supérieure No. 2788.—Abraham Sommer, de la cité et du district de Montréal, manufacturier, demandeur, vs. Dame Louise Eisner, épouse du dit Abraham Sommer, présentement dans la cité et l'Etat de New-York, un des Etats-Unis de l'Amérique, défenderesse. Il est ordonnné à la défenderesse, de comparaître dans le mois. J. M. LATOUR, député-protonotaire.
GOLDSTEIN & BEULLAC,
Procureurs des demandeurs.
Montréal, 24 mars 1914.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour Supérieure No. 2966.—G. B. Roberts, H. A. Roberts, et W. H. Davenport, tous trois de Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, l'un des Etats-Unis de l'Amérique, y faisant affaires sous la raison sociale de "The Roberts Bailey Co", demandeurs, vs. Charles T. Peabody et A. G. Randall, des cité et district de Montréal, y faisant ci-devant affaires ensemble en société, sous la raison sociale de "Peabody & Randall," société non enrégistrée, défendeurs. Il est ordonné aux défendeurs, de comparaître dans le mois. T. DEPATIE, député-protonotaire. LAMOTHE & TESSIER, procureurs des demandeurs.
Montréal, 18 mars 1914.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour Supérieure No. 2721.—Joseph Henri Michaud et Henri Desrosiers, tous deux comptables des cité et district de Montréal, en leur qualité de liquidateurs-conjoints de American Light Heat & Power Company of Canada, Limited, corps politique et incorporé du même lieu actuellement en liquidation, demandeurs, vs. American Light Heat & Power Company of Boston, corps politique et incorporé de Boston, dans l'Etat de Massachusetts, l'un des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, et Lees International Governors Company, société et compagnie étrangère de lieux inconnus, défenderesse, et Les Commissaires des Brevets, de la cité d'Ottawa dans la province d'Ontario, mis-en-cause. Il est ordonné aux défenderesses, de comparaître dans le mois. T. DEPATIE, député-protonotaire. J. O. LACROIX, procureur des demandeurs.
Montréal, 23 mars 1914.

CARTES PROFESSIONNELLES

AVOCATS

BOURBONNIERE, F.-J., C.R., avocat, 76 rue Saint-Gabriel. Tél. Bell, Main 2679.

Tél. Bell Main 1973.—Adresse télégraphique Codes : Western Un. Univ. Ed. "Yrrab" Montréal
LEOPOLD BARRY LL.B.
Avocat et Procureur
Edifice Banque Ottawa, 224 rue St-Jacques
Chambre 44.—Montréal

Boîte Postale 356. — Adresse télégraphique "Nahac, Montréal".
Tél. Main 1250-1251. Codes : Liebers. West. Un
C. H. CAHAN, C. R.
AVOCAT ET PROCUREUR
Edifice Transportation. — Rue Saint-Jacques

LAMOTHE & TESSIER, avocats. Edifice Banque de Québec, 11 Place d'Armes, Montréal. Tél. Main 3555. J. C. Lamothe, L.L.D., C.R., Camille Tessier, L.L.B.

Résidence : Est 5973.
ANATOLE VANIER, B.A., L.L.B.
AVOCAT
Tél. Main 213.—Chambre 53.
97 rue Saint-Jacques.

Résidence : 180, Jeanne-Mance
Tél. Est 5973
GUY VANIER, B. A., L.L.L.
AVOCAT
97, rue Saint-Jacques.—Chambre 76
Tél. Main 2032

NOTAIRES

GIROUX, LUCIEN, notaire, édifice Saint-Charles, 43 rue Saint-Gabriel. Tél. Main 2785. Résidence, 405 Duluth Est. Tél. Saint-Louis 3585. Argent à prêter. Règlement de succession.

BELANGER & BELANGER, (Léandre et Adrien), 30 Saint-Jacques. Main 1859. Rs. 240 Visitation. Prêts sur hypothèque, achats de créances.

MEDECINS

Dr. M. LEMOYNE
257 SHERBROOKE EST
(Près Saint-Denis)
Maladies des yeux, oreilles, nez, gorge, larynx. Tél. Est 4558

Diplomé en hygiène Pub.
Dr. J. N. CHAUSSE
SPECIALITE : Voies urinaires, maladies de la peau. Heures : 12 à 2 p. m., 6 à 8 p. m. Tél. Saint-Louis, 4826, 1333 Ave. Delorimier, coin Mont-Royal.

EST 6734
Docteur A. DESJARDINS
Ancien Moniteur de l'Hôtel-Dieu de Paris. Maladie des YEUX, des OREILLES, du NEZ et de la GORGE, 523 Saint-Denis, (en face du carré Saint-Louis).

DENTISTES

TEL. EST 410.
Dr Ernest Charron
CHIRURGIEN-DENTISTE
144 rue Saint-Denis. Près de l'Université Laval.
Montréal.

INGENIEURS CIVILS ET ARPENTEURS

De GASPE BEAUBIEN
Ingénieur - Conseil. Chambre 28, Edifice Royal Insurance, Place d'Armes, Montréal. Tél. Main 8240.

HURTUBISE & HURTUBISE, Ingénieurs civils, arpenteurs - géomètres. Edifice Banque Nationale, 99 Saint-Jacques, Montréal. Tél. M. 7618.

ARCHITECTES

LAFRENIERE, J. L. D.—A.A.P.Q. Architecte, Professeur de dessin d'architecture, Conseil des Arts et Manufactures, 271 Saint-Denis. Tél. Est, 887, 523 Lafontaine, Maisonneuve. Tél. LaSalle 1856.

PETITES ANNONCES

SITUATIONS VACANTES

APPRENTIS BARBIERS demandés, méthode moderne. Système Moler, établi depuis 22 ans. Quelques semaines suffisent. Outils donnés gratuitement avec le cours. Positions assurées. Cours spécial du soir. S'ad. Molers Barber College, 62D. Boulevard St-Laurent, Montréal. 33-26

AGENTS

On demande des agents pour Montréal connaissant l'assurance vie (de préférence) possédant des références pour une des principales Compagnies de Prêt Co-opératifs. Ecrire à Casier 94 LE DEVOIR

AGENT DEMANDE

Homme sérieux demandé pour la vente des lots d'une subdivision située au centre d'une ville manufacturière. Devra fournir des références. S'adresser à Boîte Postale 2952, Montréal.

EMPLOYE

On demande un employé pour recevoir et vérifier le fret de navigation, sachant anglais et français, références exigées. S'adresser Casier 46, "Le Devoir".

CONTREMAITRE

On demande un contremaitre machiniste pour ouvrage général, devra être habitué à diriger les ouvriers, être actif, stable, sobre, de confiance et savoir les deux langues. L'appliquant devra dire son âge, si marié ou non, dans quelle boutique employé et le salaire demandé. Applications strictement confidentielles. Ecrire : "Le Devoir", Casier No 101.

VENDEUR

On demande un vendeur connaissant la machinerie pour un atelier de mécanique générale, doit avoir l'expérience pratique pour surveiller les travaux du dehors en cours d'exécution. Bonne ouverture pour un homme actif. L'applicant devra dire s'il est marié, s'il connait l'anglais et le français, le salaire désiré et donner des références. Ecrire à "Le Devoir", Casier No 102.

A LOUER

A LOUER.

Maison chauffée, 13 pièces, 100 pieds de la rue Sherbrooke, magnifique pour pension, grande véranda et galerie, livrable à huit jours d'avis, $80.00 par mois. S'adresser, 629 rue Saint-André.

A LOUER

723 rue Outremont, un grand plain-pied moderne, 3ème étage, fournaise, fixtures électriques, poêle à gaz, stores posés. S'adresser sur les lieux de 2 à 4 heures.

MAISON A LOUER.

Clarke, 3191, vis-à-vis terrain Shamrock, maison 4 appartements, jusqu'au 1er mai, $10.00. Adressez, Gagnier, 228 Mont-Royal Ouest.

MAGASIN A LOUER.

Coin de Lanaudière et Marie-Anne Est, magasin pour chaussures, nouveautés ou merceries, communiquant avec magasin pour modes; les deux, $50 par mois. En plus, logement attenant, si désiré. S'adresser à J.-W. Guérin, 659 Marie-Anne Est. Tél. Saint-Louis, 2968 ou 7260.

A VENDRE

A VENDRE.

Petit hôtel, un coin. Loyer bas, recettes par semaine l'hiver $200, par semaine l'été $250. Prix $10,000, conditions $4,000 comptant. Aussi maisons meublées, magasin cigares, épiceries, clos de bois, boutique de tailleur, etc. S'adresser, Jean Castelli, 120 Sainte-Catherine, bâtisse "La Patrie", établi depuis 24 ans. Tél. Est 4563.

BREVET A VENDRE.

Brevet Canadien portant le numéro 153,355 concernant roue d'automobiles. S'adresser, Lionel Stuart, 440 Demontigny Est, Montréal.

CLAVIGRAPHE A VENDRE

Clavigraphe en très bon ordre Hammond, chance exceptionnelle, $20 seulement. S'adresser Casier 45, "Le Devoir".

MAISON A VENDRE.

$4,800. Baby, 151-157, 4 logis neufs, 34 x 42, briques pressées, loués $480. Comptant $800. Gagnier, 228 Mont-Royal Ouest.

A VENDRE OU A LOUER.

Maison à Iberville, 50 minutes de la ville sur le bord du Richelieu et tout près de la gare, très bien meublée et construite sans épargnes, pour l'hiver et l'été. Sept appartements et chambre de bain; éclairage électrique, cheminée avec foyer, planchers en bois franc, cave cimentée, etc. Termes très faciles. S'adresser à L. P. Deslongchamps, chez Goodwins Limited.

A VENDRE

Grand pupitre double, pour comptable, aussi vingt-cinq (25) pieds de comptoir en chêne, avec pupitre et armoires attachés. Ces meubles seront vendus à grand sacrifice. S'adresser au Gérant, LE DEVOIR, 71c rue St.-Jacques.

VIEUX LIVRES RARES A VENDRE

L'Histoire de Rome depuis sa fondation jusqu'à la translation de l'Empire par Constantin, avec une illustration à chaque volume; contenant l'Histoire de la République Romaine, depuis l'an de Rome 1 jusqu'à 410, en 16 volumes. Aussi l'Histoire de France, depuis les Gaulois jusqu'à la mort de Louis XVI, de l'an 600 avant J.-C. à l'an 420 de J.-C., en 15 volumes. Tous en parfait ordre. S'adresser à 681 avenue Papineau.

SPECULATION

Terrains à vendre, sur l'Ile de Montreal, simplement pour l'intérêt à 6%, le Capital payable dans 10 ans seulement.

S'adresser Casier 35 LE DEVOIR.

VOITURES A VENDRE.

Voitures pour laitiers, Victorias pour charretiers, buggys, express de tous genres, etc. S'adresser, Ulric Roy et Cie, 1141 Papineau.

DIVERS

ARGENT A PRETER

NOUS REGLERONS toutes vos dettes. Vous transigez seulement avec nous, paiements faciles, sans intérêts; entrevue personnelle seulement, Léon Racicot, 17 Côte Place d'Armes.

OCCASION EXCEPTIONNELLE DE SE FAIRE UNE BELLE POSITION. Nous allons monter quelques personnes dans un commerce lucratif; ni capital, ni expérience nécessaire. Nous vous garantissons $75 par semaine, certains font bien davantage. S'adresser à Chapelain & Robertson, boîte 296, Chicago, Ill.

PRETS DE CONSTRUCTION

Si vous voulez construire une maison sur votre lot, nos Contrats de construction, payables $10.00 par mois, vous en fourniront le moyen. Pour informations, venez ou écrivez Industrial Trust Co., Edifice Banque de Québec.

SERRURES

Clefs, serrures. Spécialité : découpage de clefs Yale, Corbin, Sergent et Green Leaf. Pour toutes vos réparations de clefs allez au No 182 rue Sanguinet.

DOMINION COAL COMPANY Limited
DOMINION et SPRINGHILL
Charbon bitumineux, à vapeur et à gaz
BUREAU GENERAL DES VENTES
112 Rue Saint-Jacques. Montréal.

ECRASE A MORT

Un employé de la Canadian Vickers, de Maisonneuve, Mr. William Dufour, demeurant au No. 17 de la ruelle Bourget, a été écrasé ce matin entre deux pièces de bois.

L'ambulance de l'hôpital Général ayant été mandée, se rendit aussitôt sur les lieux de l'accident, mais comme les médecins constatèrent que le malheureux était mort, on le conduisit directement à la morgue.

M. Dufour laisse une femme et quatre jeunes enfants.

Tél. St-Louis 2112
DEMERS & GAUTHIER
Polisseurs et Rembourreurs
SPECIALITE : Réparation de meubles antiques
974 RUE SAINT-DENIS

M. STEPHENS DANS UNE ASSEMBLEE HOULEUSE.-- M. MARTIN TIENT SA 98ème REUNION

M. STEPHENS

LA GUERRE CHEZ L'ENNEMI

L'ADVERSAIRE DE M. MARTIN FAIT UNE REUNION DANS LE CHATEAU FORT DE CE DERNIER ET ESSUIE DES INTERRUPTIONS FREQUENTES.

Hier soir, le major Stephens a porté la guerre dans le territoire même de M. Martin, tenant une assemblée rue Panet, en plein quartier Papineau. Il a été fréquemment interrompu. Sur les sept ou huit cents personnes présentes un assez grand nombre était inclinées à applaudir Martin plutôt qu'à écouter Stephens. Au début de l'assemblée comme M. Quéry disait que M. Martin n'était pas fait pour aller à l'hôtel de ville, une voix l'interrompit qui criait : "S'il est digne d'aller à Ottawa pourquoi ne peut-il aller à l'hôtel de ville ?"

La question était embarrassante, et l'orateur se débattit sans y trouver d'autre réponse qu'un appel au "fair play" britannique et à la vieille politesse française. Et le silence se rétablit.

Quand le major Stephens a pris la parole, des clameurs ont éclaté dont bon nombre étaient pour M. Martin.

—Rien ne me ferait autant plaisir que d'acclamer mon adversaire, s'écrie M. Stephens.

Aussitôt, on entend des commentaires : "C'est un chic type" murmure-t-on, ou "Laissez-le parler" et depuis lors il parle, en effet, sans encombre.

A la rue Fullum, M. Stephens a eu une assemblée plus calme. Cependant, quelques interruptions encore qu'il tourne facilement en sa faveur. Il a surtout insisté sur la question du tramway disant que le temps n'est pas encore venu de signer un contrat entre la ville et la compagnie, mais qu'en tout cas, il ne signerait jamais ce contrat, sans avoir au préalable consulté le peuple

M. James McShane qui accompagnait le major Stephens, a aussi prononcé un discours, louant les Canadiens-français qui l'ont élu jadis contre l'un des leurs, montrant ainsi leur largeur d'esprit.

Ont signé le bulletin de présentation de l'échevin Martin, candidat à la mairie:

MM. R. Forget, D. A. Lafortune, Chs A. Wilson, P. E. Lamarche, J. H. Rainville, F. Bennett, Joseph Rothe, A. Gilmour, Alf. Leduc, Alexandre Lamarre, Ovide Lapointe, Chs Lalumière, François Brunet, Samuel Dufort, Dr R. C. Laurier, Chs A. Lavigne, J. W. Harris, John Toohey, Chs Larivière.

Ont signé le bulletin de présentation de M. G. W. Stephens, candidat à la mairie:

MM. Alphétus Mathieu, George Caverhille, F. W. Molson, Frank Pauzé, W. T. Castle, Alphonse Décary, Aimé Geoffrion, Herbert B. Ames, Robert Archer, F. J. Laverty, J. A. Vaillancourt, P. E. LeBlanc, N. K. Laflamme, C. Dessaulles, Peter Bercovitch, Arthur E. Dubuc, A. N. Brodeur, J. A. Lamarche.

Ont signé le bulletin de présentation de M. J. U. Emard, candidat au bureau des commissaires:

MM. J. M. Fortier, G. Désaulniers, René A. Pigeon, Harry Davis, Alphonse Racine, M. Connolly, A. Amyot, W. J. Moore, W. W. Tippet, G. Décary.

Ont signé le bulletin de présentation de M. E. W. Villeneuve, candidat au bureau des commissaires:

MM. Wm C. Van Horne, A. Baumgarten, C. E. Galt, E. H. Lemay, G. N. Ducharme, A. Chase Casgrain, William Mann, T. S. Friedman, G. Salomon, J. O. Labrecque.

PROGRAMMES D'ECHEVINS.

Programme de M. Eddie Deery, quartier Saint-Denis:

1. — L'autonomie pleine et entière de notre métropole;

2. — L'établissement d'un grand marché au centre du quartier où toutes les familles pourront s'approvisionner à bon marché;

3. — Améliorations de la Voirie en général et surtout du quartier Saint-Denis;

4. — Elargissement du Tunnel de la rue Saint-Denis et percement du Tunnel de la rue Saint-Hubert;

5.—Améliorations du service d'hygiène municipale d'après les systèmes en vigueur dans les principales villes d'Europe et des Etats-Unis;

6. — Une réforme complète dans l'inspection du lait afin de mettre un terme à la mortalité infantile;

7. — Des dispensaires de gouttes de lait dans chacune des paroisses du quartier;

8. — Un meilleur service d'éclairage et de tramways dans le quartier Saint-Denis où la population ouvrière et industrielle, en a beaucoup plus besoin que dans certains autres quartiers;

9.—Augmentation des salaires des pompiers, des constables et de tous les petits fonctionnaires municipaux.

PROGRAMME DE M. J.-B. SAINT-PIERRE, QUARTIER DUVERNAY.

Règlement aussi avantageux que possible de la question des tramways, sujet à l'approbation populaire.

Référendum pour l'abolition ou le maintien du Bureau des Commissaires.

Maintien du rappel de la loi des pavages, c'est-à-dire que les pavages soient payés à même le fonds d'emprunt.

Enquête sur la manière dont le Bureau des Commissaires a fait payer les pavages.

Amélioration de l'hygiène des logements ouvriers.

Amélioration de la distribution du lait.

Amélioration de l'enlèvement des vidanges.

Cessation des expropriations sur les terres ou propriétés, favorisant certains groupes de spéculateurs.

Partisan de l'autonomie absolue de Montréal.

Contre le Comité des Citoyens.

M. MARTIN

UN RECORD ELECTORAL

M. MARTIN TIENT SA 98ème ASSEMBLEE. — CINQ REUNIONS EN UN SOIR. — IL PARLE EN ANGLAIS DANS SAINT-JOSEPH ET SAINT-GABRIEL.

L'échevin Martin, candidat à la mairie, a porté la parole dans trois assemblées hier soir. Dans l'une d'elles, il a déclaré qu'il en était rendu à sa 98ème réunion, depuis le commencement de sa campagne. A chaque endroit il a été bien reçu et particulièrement à l'école Saint-Charles, quartier Saint-Gabriel où son nom a été acclamé par 2,000 auditeurs enthousiastes, qui s'étaient réunis là pour écouter M. Joseph Elie.

La première assemblée à laquelle l'échevin Martin a parlé se tint au No 141 Saint-Martin, quartier Saint-Joseph, par M. Hushion, l'un des candidats à l'échevinage. Plus de 500 contribuables y assistaient dont bon nombre étaient de langue anglaise. L'échevin Martin parla d'abord en français et puis en anglais. Il a exposé pour la 98ème fois son programme, appuyant particulièrement sur ce qu'il dit avoir fait en faveur de la classe ouvrière. Il a nié avoir jamais soulevé le cri de race, pendant la campagne actuelle, au contraire, il a simplement demandé aux électeurs de tous les quartiers de choisir entre les deux candidats à la mairie celui qu'ils pensaient le plus apte à remplir les fonctions de maire. Il a longuement insisté sur la loi des pavages, priant les électeurs de voter pour ceux qui se sont déclarés pour le paiement des pavages à même le fonds d'emprunt et non par les propriétaires. Il a déclaré que bien que l'ancienne loi fût rappelée, la nouvelle administration aurait à se prononcer sur son maintien ou son rejet.

L'échevin Martin dit qu'il n'a pas l'intention de se déclarer partisan d'aucun candidat, à l'échevinage ni au bureau de contrôle mais il croit de son devoir de mettre les électeurs en garde contre le danger auquel ils s'exposent en envoyant à l'hôtel de ville des gens qui ne se sont pas engagés au sujet du rappel de la loi des pavages.

Il est allé de là dans Saint-Gabriel et comme il se tenait à la porte quelqu'un l'aperçut et les cris commencèrent de "Nous voulons Martin, nous voulons Martin."

I n'a parlé que quelques minutes mais a été très acclamé.

LE TICKET DE L'ASSOCIATION

EN PLUS DE SES CANDIDATS A LA MAIRIE ET AU BUREAU DES COMMISSAIRES, ELLE APPUIERA UN CERTAIN NOMBRE D'ECHEVINS.

Le comité d'élections de l'Association des Citoyens s'est réuni immédiatement après la mise en nomination pour annoncer officiellement quels sont les candidats que l'Association appuie. Voici cette liste:

Bureau des commissaires. — MM. Jos. Ainey, J. U. Emard, Duncan McDonald, A. V. Roy.

Echevinage. — Quartier Ouest, M. S. J. Carter;

Quartier Sainte-Anne, M. T. O'Connell;

Quartier Saint-André, M. Jos. Ward;

Quartier Saint-Paul, M. R. H. Beaulieu;

Quartier Saint-Denis, M. D. Giroux;

Quartier Laurier, M. J. P. L. Bérubé ;

Quartier Mont-Royal, M. Emile Beauchamp;

Quartier Rosemont, M. J. T. Drummond;

Quartier Bordeaux, M. Gordien Ménard.

L'Association tiendra une série d'assemblées pendant la semaine qui va s'écouler jusqu'à l'élection. On commencera par une assemblée en langue anglaise à l'hôtel Windsor.

L'Association a écrit à M. David, secrétaire municipal, pour lui demander de faire imprimer dans les deux langues la description de chacun des candidats. Le projet du bulletin est en anglais pour M. Stephens et en français pour M. Martin.

LES ELECTEURS SONT NOMBREUX

Aux élections du 6 avril, 133,420 électeurs ont le droit de se prononcer sur le choix de l'administration prochaine.

Ils se répartissent par quartiers comme suit :

Saint-Denis	15,389
Laurier	11,882
Papineau	9,231
Saint-Henri	7,509
Saint-Louis	7,484
Hochelaga	6,660
LaFontaine	5,821
Saint-Jean-Baptiste	5,761
Saint-Laurent	5,553
Sainte-Anne	5,322
Sainte-Marie	4,978
Delorimier	4,524
Saint-Gabriel	4,436
Saint-Joseph	4,377
Saint-André	3,839
Notre-Dame de Grâce	3,716
Duvernay	3,519
Saint-Georges	3,443
Saint-Jacques	3,417
Sainte-Cunégonde	2,625
Longue-Pointe	2,318
Emard	2,049
Rosemont	1,856
Ouest	1,683
Centre	1,226
Bordeaux	1,226
Mont-Royal	845
Est	813
Ahuntsic	615
Côte des Neiges	240
Total	133,420

Dr G. A. LACOMBE

Le Dr G. A. Lacombe, candidat au bureau de contrôle a tenu, hier soir, une belle assemblée dans le quartier SaintDenis, coin de la rue Chambord et du Boulevard Saint-Joseph.

M. Lacombe a traité la question des expropriations.

LE TICKET

LA CAMPAGNE EST ACTIVE

LES QUATRE CANDIDATS DE L'ASSOCIATION DES CITOYENS ONT PRIS LA PAROLE A TROIS ENDROITS DIFFERENTS HIER SOIR

Les candidats de l'Association des Citoyens au bureau des commissaires ont tenu trois assemblées hier soir: à l'ancien hôtel de ville de Saint-Louis, à la salle Villeneuve, Villeray,. et au collège de Saint-Edouard, rue Saint-Zotique. Les quatre candidats s'étaient distribué les assemblées deux par deux, avec leurs orateurs. MM. McDonald et Roy parlaient à un endroit, pendant que MM. Emard et Ainey parlaient ailleurs. Chaque candidat s'occupe d'une question spéciale: M. McDonald, du transport; M. Ainey, des questions ouvrières; M. Emard, de l'autonomie et de la charte; M. Roy, des problèmes de travaux et d'un plan général.

M. McDonald a fait une comparaison entre le canal de la baie Georgienne et la franchise des tramways. Le canal, dit-il, amènera une dépense de $100,000,000; le privilège des Tramways donnera à cette compagnie des recettes brutes de $800,000,000 dont $400,000,000 de profits nets, pendant 40 ans. "Mon rapport sur ce point, dit-il, a été publié par tous les journaux de Montréal excepté le "Star".

M. Roy a surtout parlé d'un plan général de travaux pour vingt-cinq ans. Il insiste sur le fait qu'on ne devra jamais paver une rue avant que toute la canalisation souterraine n'ait été complétée. Les compagnies qui défonceront les pavages pour la réfection de leurs tuyaux devront être obligées de les réparer immédiatement.

Tous les services doivent être administrés par leurs chefs qui en sont responsables et qui ne pourront alléguer qu'ils ont des employés incapables. Si ceux qu'ils ont maintenant sont incapables, qu'on les mette dehors.

L'orateur a aussi parlé de l'aqueduc, des égouts, de l'achat de la Montreal Water and Power Company, de l'abolition des passages à niveau, de la mortalité infantile, etc.

A la salle Villeneuve, l'échevin Emard s'est servi du rapport du juge Fortin sur les expropriations pour réfuter les insinuations qu'on a faites contre lui. Il a expliqué le programme du ticket: autonomie de la Ville et nouvelle charte, entente entre les commissaires et le corps échevinal, meilleures méthodes d'administration.

M. Ainey a parlé des questions ouvrières, de celle de la bibliothèque, des passages à niveau et de plusieurs autres sujets.

L'ECHEVIN POISSANT.

L'échevin Poissant, candidat à l'échevinage dans LaFontaine, a tenu une assemblée hier soir, à l'école Salaberry, rue Robin, et a expliqué son programme devant un nombreux auditoire qui l'a vigoureusement applaudi.

Il a commencé par dire ce qu'il a obtenu d'améliorations pour le quartier LaFontaine et en particulier pour le bas du quartier si négligé de tout temps. Il a obtenu le pavage des rues Wolfe, Montcalm, Beaudry et Visitation. A ce sujet il rappelle la part qu'il a prise à l'abrogation de la loi des pavages. Le quartier a maintenant presque toutes ses rues pavées et c'est la Ville qui en soldera le coût, les propriétaires qui ont payé, d'après l'ancienne loi devant être remboursés.

En passant, M. Poissant critique son adversaire, le Dr Dubeau, qui se prononce maintenant contre la loi des pavages qu'il avait tant contribué à faire voter en 1910. "Je crois, dit-il, que M. Dubeau n'est que le candidat de l'Association des Citoyens."

Sur neuf articles qu'il avait à son programme en 1912, M. Poissant montre qu'il en a réalisé cinq: le rappel de la loi des pavages, l'amélioration du service des tramways, l'augmentation des petits salaires et la diminution des heures de travail, la réduction du prix de l'eau, la création de nouveaux parcs. Cette année il ajoute l'autonomie la plus complète possible, le référendum sur l'existence du bureau des commissaires et le contrat des tramways, la modification des attributions des deux corps municipaux laissant l'administration au conseil et la mise à exécution aux commissaires, la publicité des délibérations du bureau, l'achat de nouveaux parcs, de la "Montreal Water and Power Co.", une bibliothèque dans LaFontaine.

DELORIMIER.

Une assemblée a eu lieu, hier soir, dans la salle Damien, No 1009 rue Mont-Royal Est, en faveur de l'échevin Georges Mayrand.

Au delà de quinze cents électeurs étaient présents, et plusieurs orateurs ont adressé la parole, entre autres: MM. les échevins Nap. Turcot, Nap. Séguin, Georges Vandelac; MM. Thos. Côté, L. F. Goyette, Asselin, Léon Garneau, Tancrède Marsil, Rochford et Calder.

Le Cercle Idéal Enregistré a pris une part enthousiaste à cette manifestation, ayant organisé une procession.

L'échevin Mayrand a exposé son programme et a été chaleureusement applaudi.

LE Dr E. DUBEAU

Le Dr Dubeau avait convié, hier soir les électeurs du quartier La Fontaine à sa première assemblée, à la salle Bijou.

La séance fut ouverte par M. U. H. Dandurand, qui présidait; il donna la parole à M. Gustave Lemieux, député de Gaspé.

M. Cléophas Durocher a ensuite pris la parole et déclaré que s'il avait été dans le temps adversaire du Dr Dubeau, les faits lui avaient prouvé que c'était encore lui le plus digne de représenter le quartier à l'hôtel de ville; il s'est étonné, que M. Poissant, médcinuusssii'hat ero"a pR'idé médcin, n'ait dans son programme aucun article relativement à l'hygiène, à la mortalité infantile ou à la tuberculose. M. le Dr Dubeau fit ensuite l'exposé de son programme.

M. G. A. Marsan, C.R., M. A. Chouinard, M. D.Verdon, le Dr J. Nolin et M. H. A. Cholette, avocat, adressèrent ensuite la parole.

Prochaine assemblée, lundi soir, 30 courant à l'école Salaberry, rue Robin.

LES HORS LISTE

DENONCIATION DU "TICKET"

M. HEBERT S'ELEVE CONTRE LE CHOIX DU COMITE DES CITOYENS. — M. VILLENEUVE ENTRE EN CAMPAGNE. — MM. COTE, LALONDE ET AUTRES.

M. E. Napoléon Hébert, candidat au bureau des Commissaires après avoir récolté de beaux succès dans l'ouest de la ville, est allé visiter hier soir les quartiers Rosemont et Delorimier, où il a tenu des assemblées dans les salles municipales. Il y avait grande foule particulièrement à Delorimier.

A Rosemont, M. J. J. Clark, présidait, et à Delorimier, M. E. C. St-Amour, occupait le fauteuil.

M. Hébert débute en déclarant franchement son indépendance de toute coterie et dit qu'il livre bataille pour la liberté de Montréal. Avant de faire l'exposé de son programme, il met sur le gril, au grand enchantement de la foule, les candidats de la liste du Comité des Citoyens. Non, pour les attaquer personnellement, mais pour dénoncer le but qu'ils veulent atteindre. "Ces hommes qui se disent les représentants de l'opinion publique ont été en réalité choisis par huit hommes", dit M. Hébert. "Vous a-t-on consultés dans leur choix ? Aviez-vous des délégués aux assemblées secrètes de ce Comité des Huit? Non, pas plus Rosemont que Delorimier, pas plus vous que n'importe quel autre quartier n'était représenté dans ses assises où se jouait l'avenir de Montréal. Une clique de huit hommes, pas un de plus, réunis pour protéger leur propre gousset, décidèrent de vous donner des maîtres faits à leur image et ressemblance. Allez-vous tolérer d'être ainsi gouvernés quand vous êtes seuls les maîtres ? N'allez-vous pas vous indigner devant tant d'impudence ? Oui, et vous allez élire comme mandataire un homme prêt à rendre justice à tout le monde et à n'obéir qu'à sa conscience."

M. Hébert énumère ici ses titres : "Mon plus beau titre est celui d'être un ouvrier et ensuite d'être indépendant. Ce sont là, avec ce que vos savez de moi depuis 25 ans que vous me connaissez, les garanties suffisantes que je suis sincère. Quant à la compétence, je crois que vous admettrez avec moi qu'un homme parti du bas de l'échelle, qui, ayant élevé une très nombreuse famille, a réussi à se faire un nom dans le commerce, l'immeuble et la finance, comme c'est mon cas, et est parvenu à l'aisance, vous admettrez, dis-je, qu'il peut avec autant de succès administrer la chose publique."

M. Hébert explique ensuite tous les articles de son programme : autonomie de Montréal, établissement de terrains de jeux, construction de logements ouvriers, municipalisation des travaux de pavages et égouts, construction de refuges, érection d'une bibliothèque centrale avec succursales dans les différents quartiers, lutte sans trêve contre la mortalité infantile par l'éducation populaire des jeunes mères, et la fondation de gouttes de lait dans toutes la ville.

MM. A. David, Alban Germain, E. Chassé et T. Marsil portèrent aussi la parole.

M. E. W. VILLENEVE

M. E. W. Villeneuve, candidat au bureau des commissaires, a ouvert sa campagne hier soir, par une assemblée dans le sous-sol de l'église Saint-Edouard.

M. P. Rousseau présidait.

M. Villeneuve a parlé de la part qu'il avait prise aux affaires municipales depuis vingt ans; il a pris part à la fondation du Comité des Citoyens formé, dit-il, dans le but de guider l'opinion publique et la bonne administration et non pour imposer des candidats au peuple. C'est pour cela qu'il est d'opinion que les citoyens devraient voter contre la liste.

Quant à la question des tramways, la plus importante pour le moment, M. Villeneuve est d'avis qu'elle devrait être discutée publiquement. Il suggère qu'un expert soit nommé par la ville pour agir conjointement avec la compagnie des tramways et le comité du conseil de ville. On arrêterait ainsi un plan qui serait alors soumis au peuple. Il considère que la candidature de M. MacDonald n'a pas sa raison d'être, parce qu'il est préjugé contre la compagnie des tramways.

M. Villeneuve tiendra une assemblée ce soir, à la salle Saint-Pierre, angle des rues Panet et Sainte-Rose.

M. J. A. BEAUDRY

M. J. A. Beaudry, candidat au bureau des commissaires, a pris la parole hier soir au marché Saint-Jean-Baptiste devant une salle comble.

Après avoir exposé les divers points de son programme, et s'être déclaré en faveur d'un referendum et de l'autonomie complète pour Montréal, il a affirmé être candidat indépendant, soutenu par aucun groupe et aucun comité.

M. Beaudry s'est ensuite rendu chez le Dr Poissant qui tenait une assemblée à l'école Salaberry. Il y a aussi expliqué son programme et a insisté sur la nécessité de donner au conseil tout le temps voulu pour étudier les rapports des commissaires. A l'heure actuelle, dit-il, les échevins voient à 10 heures du matin les rapports sur lesquels ils devront se prononcer à 3 heures. Ce n'est pas raisonnable et si les commissaires n'avaient si souvent insisté pour faire passer des rapports insuffisamment étudiés, il n'y aurait pas eu tant de friction entre les deux corps.

Si les chicanes de ces quatre dernières années doivent se renouveler, dit M. Beaudry, il faudra en venir à un changement de système et si les échevins demandent alors de l'argent pour un referendum, je m'engage à le voter si vous m'élisez.

M. Beaudry a répété qu'il est carrément en faveur d'un référendum sur tout renouvellement du contrat de la Compagnie des Tramways.

M. Beaudry a aussi tenu une assemblée dans Saint-Denis.

M. THOMAS COTE

M. Thomas Côté, candidat au bureau des commissaires, a tenu hier soir quatre assemblées dans les diverses parties de la ville.

Environ un millier de contribuables du quarter Saint-Jean-Baptiste se pressaient dans la grande salle du marché pour y entendre les orateurs.

M. Côté fit un bref exposé de son programe. Il déclara qu'il se présentait indépendant de toute association, toute coterie, tout groupe, tout clan. Il n'a non plus aucun intérêt dans les compagnies d'utilité publique. M. Côté a promis qu'il ferait régner la bonne entente entre le bureau des commissaires et les échevins.

M. Côté s'est déclaré en faveur du référendum sur la question du tramway et en faveur des séances publiques du bureau de contrôle.

Dr J. U. LALONDE

M. le Dr J. U. Lalonde, candidat au bureau des commissaires a tenu, hier soir, deux assemblées, l'un à l'hôtel de ville de Sainte-Cunégonde et l'autre dans la salle de l'école Saint-Joseph.

Le candidat a de nouveau exposé son programme qui comprend surtout l'organisation d'un système des médecins et des gardes-malades seraient tenus de visiter les familles pauvres pour leur donner des soins gratuitement.

EN ESSAYANT UNE ARME

Un nommé Jos. Marchand a été blessé, ce matin, par son ami, J. William, employé avec lui à l'Imperial Bank, dans la chambre des compensations, édifice de la Banque de Montréal, où celui-ci était à examiner un revolver. La balle partant on ne sait trop comment, le blessa à la main.

L'ambulance de l'hôpital Notre-Dame ayant été appelée, elle conduisit M. Marchand à l'hôpital où il fut pansé. Celui-ci repartit aussitôt après pour se rendre chez lui.

POUR LE BUREAU DE CONTROLE

Trois Grandes Assemblées Publiques

CE SOIR

La Première à la SALLE MUNICIPALE DELORIMIER

Avenue Mont-Royal

La Seconde à L'ACADEMIE ST-PAUL

Coin des rues Beaubien et St-Denis

LA TROISIEME A ROSEMONT

No 2447 Boulevard Rosemont

Electeurs de Montréal, allez entendre l'exposé du programme de MM.

JOS. AINEY, J.-U. EMARD, C.R.
DUNCAN McDONALD, A.-V.ROY, I.C.

CANDIDATS CONJOINTS AU BUREAU DE CONTROLE

Les assemblées de samedi soir auront lieu à la salle municipale du quartier St-Paul et à la salle municipale du quartier Emard

DEUX GRANDES ASSEMBLEES CE SOIR

En faveur de la candidature du

MAJOR GEORGE W. STEPHENS

Le candidat du peuple

L'une dans le quartier Laurier, SALLE DU COLLEGE

Coin des rues St-Zotique et St-Dominique

L'autre dans le quartier St-Gabriel, 220 Rue Island

Demain Soir, Samedi Deux Grandes Assemblées dont l'une dans le quartier Lafontaine, Salle Ecole Salaberry, rue Robin. L'autre dans le quartier St-Louis, Ecole Olier, coin des rues Drolet et Roy

COMITE CENTRAL du Major GEORGE W. STEPHENS

251 NOTRE-DAME OUEST aussi 248 RUE SAINT-JACQUES.

TEL. MAIN 4152

TÉLÉPHONE DE M. STEPHENS : MAIN 2534

GRANDES Assemblées Populaires

CE SOIR,

27 MARS 1914

à la Salle Municipale — Quartier Longue Pointe — et à Tétreaultville

DEMAIN, SAMEDI SOIR, à l'Hôtel Frigon, Bordeaux et à la Salle Latendresse, Ahuntsic.

DIMANCHE SOIR, à la salle du Collège Villeray.

EN FAVEUR DE

E. Napoléon Hébert

CANDIDAT AU

BUREAU DE CONTROLE

Des orateurs distingués accompagneront M. E. Napoléon Hébert.

A COTE ST-PAUL

SALLE DE L'HOTEL DE VILLE

Grande Assemblée CE SOIR

EN FAVEUR DE

M. Médéric Martin

CANDIDAT A LA MAIRIE

M. Martin sera accompagné de M. L. J. Gauthier, J. O. Lacroix, J. O. Fournier, M. Montmarquette et autres.

REGRETS DE Mme CAILLAUX

LE REMORDS DE SON CRIME LUI FAIT VERSER D'ABONDANTES LARMES AU TRIBUNAL D'ENQUETE.—ELLE PREFERERAIT MAINTENANT LA CONTINUATION DE LA CAMPAGNE.

Paris, 27 — Le magistrat Boucard a continué, aujourd'hui, le contre-interrogatoire de Mme Caillaux. Celle-ci a vivement rappelé au magistrat la manière dont M. Calmette avait attaqué son mari au sujet de cette lettre signée "Ton Jos".

Puis, Mme Caillaux, n'en pouvant plus, s'est mise à pleurer. Tout en sanglotant, le témoin continua ses déclarations. "Je regrette profondément, dit-elle, les conséquences de mon action. J'aimerais mille fois mieux que la campagne continuât, que d'avoir tué M. Calmette."

M. Boucard chercha à trouver une contradiction entre le témoignage actuel de Mme Caillaux et ses révélations à la police.

"En attaquant votre mari, dit le magistrat, M. Calmette combattait l'homme politique et non le citoyen privé. D'ailleurs, la lettre signée "Ton Jos" ne vous concernait pas.

"Oui, répondit le témoin, c'est moi qui succédai à cette femme comme femme de M. Caillaux. Je vous rappellerai que M. Calmette, dans un article du 16 mars, attaquait mon mari, à propos de cette lettre ; ceci n'était pas de la politique."

Mme Caillaux raconta au magistrat que, le 15 mars, elle avait reçu une lettre anonyme. Elle a depuis détruit cette lettre, qui l'avertissait de la publication prochaine de deux lettres à son sujet.

M. Boucard demanda à Mme Caillaux de lui raconter ce que contenaient ces lettres mais celle-ci déclara que cela ne concernait qu'elle et son mari.

L'enquête sur l'affaire Rochette est pratiquement close, et un rapport sera bientôt soumis à la Chambre des Députés.

LES SECOURS AUX BLESSES

LISTE DES POMPIERS ET DES POLICIERS QUI ONT OBTENU HIER DU "ST. JOHN AMBULANCE CORPS" DES DIPLOMES

Le "Devoir" a publié hier le compte rendu de la manifestation aux quartiers généraux des pompiers, au cours de laquelle 80 diplômes de la "St. John Ambulance Corps" furent décernés à 21 pompiers et à 59 policiers.

Le chef Tremblay a félicité le Dr Beauchamp du beau travail accompli par ses élèves. Il a donné quelques exemples où les premiers soins donnés avec science sauvèrent la vie à des victimes d'accidents.

Voici les noms des porteurs de nouveaux diplômes :

Département des incendies — Le chef J. Tremblay, sous-chef A. Brière, les capitaines A. Asselin, A. Beaulieu, A. Bernatchez, P. Charest, A. Enlow, R. Gauthier, Louis Lozier, J. Presseau, E. Robert, les lieutenants E. Laporte, A. Lavallée, E. Métayer, L. Pilon, Rémillard et Terreault, l'assistant ingénieur Rioux, le pompier R. Rochon et N. A. Constantin, constable de la commission des incendies.

Département de la police — Lt. H. Aine, sergt. P. Brodeur, lt. L. Bélec, lt. L. Bellefleur, sergt. W. Brunette, C. Berthiaume, J. Bélanger, capt. J. Clermont, N. Clermont, O. Clouatre, J. Clakin, Arthur Cousineau, lt. O. Côté, lt. J. Collins, lt. J. Corbett, sergt. A. Comet, sergt. P. Cochrane, sergt. Z. Desmarteau, L. DeBellefeuille, H. Drouin, sergt. R. Fisher, A. Fafard, sergt. H. Gauvin, J. O. Gravel, R. Gibeau, lt. J. M. Henrichon, sergt. A. Huberdeau, J. Kellahar, lt. V. Lantaigne, lt. H. Lauzé, sergt. H. Langevin, T. Laviolette, E. Lacasse, J. Lespérance, J. Lamarche, A. Lamothe, J. M. Leclair, F. Lafleur, sergt. A. Lantelne, lt. E. Laframboise, capt. J. Landriault, lt. J. E. Lefebvre, lt. D. Maloney, N. McGrath, lt. D. Warwick, lt. C. A. Morin, sergt. J. Mooney, lt. T. O'Saughnessy, lt. J. O'Donnell, A. Duimet, J. O'Neill, sergt. O. Poirier, lt. R. Renaud, capt. R. Sauvé, sergt. J. Saint-Jean, H. Sauvé, R. Turcotte, C. Trudeau, J. A. Tremblay.

AVIS AUX ELECTRICES DE MONTREAL

On nous communique cet appel:

La Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste prie instamment les électrices de tous les quartiers de la ville, d'assister à une assemblée des électrices qui aura lieu sous les auspices de la Fédération Nationale St-Jean-Baptiste samedi prochain, le 28 courant, à 3 heures de l'après-midi, dans la salle No 6 du Monument National. Cette assemblée aura pour objet de jeter les bases d'une organisation permanente en vue de faire l'instruction civique des femmes. 11,000 femmes jouissent à Montréal du droit de vote. De lourdes responsabilités accompagnent l'exercice de ce privilège. Nous croyons répondre à un besoin de notre époque en fondant une une ligue qui aura pour objet d'éclairer les femmes sur le fonctionnement de la vie municipale et qui leur apportera les connaissances requises pour qu'elles donnent un vote toujours plus éclairé et qu'elles exercent ainsi une influence salutaire. La femme en quelqu'endroit qu'elle se porte, doit jouer un rôle moralisateur et sa présence dans la vie publique comme dans la vie privée doit être signalée par des actes de bienfaisance et une élévation de la vie.

Notre association dont l'objet est de faciliter aux femmes, par l'union, l'accomplissement intégral de leurs devoirs, semble donc toute désignée pour prendre l'initiative de ce mouvement et espère qu'elle trouvera un écho dans le coeur des Canadiennes-françaises.

NOMINATION AU GRAND-TRONC

M. F. A. Rutherford vient d'être nommé maître des trains pour le 26e district avec quartiers généraux à Battle Creek, Michigan. Il succède à M. Robert Kelley, nommé à un autre poste.

LA CLAUSE DU PAVILLON

LE DEBAT EST COMMENCE HIER A LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS A WASHINGTON.— LA NERVOSITE DE CERTAINS REPRESENTANTS.

Washington, 27. — A quatre heures hier après-midi, on a présenté à la Chambre, une résolution limitant à vingt heures la discussion sur le bill du rappel de la clause du Pavillon. On a, de consentement, limité à trois heures, la durée du débat sur cette résolution.

Le représentant Henry a été le premier orateur, en faveur de l'adoption de la règle proposée. Il a déclaré que les déclarations faites sur les tribunes à Baltimore ne sont pas l'expression de la politique des démocrates sur le Canal de Panama, — il déclare aussi que lorsque la loi du Canal de Panama a été adoptée, 72 démocrates seulement ont voté pour la clause du Pavillon, tandis que 94 ont voté contre cette clause.

"Je propose, dit-il, au congrès de rectifier une bévue commise jadis. Cette clause du Pavillon viole un traité que nous avons fait avec l'Angleterre et d'autres nations. Le président des Etats-Unis est venu ici nous demander de l'aider à rectifier l'erreur commise, et je propose que nous nous rendions à sa demande."

M. Henry soutient que le peuple américain ne retirerait aucun profits de l'entrée libre de ses vaisseaux dans le Canal de Panama, puisque les vaisseaux qui seront soumis à ce privilège appartiennent aux trusts de l'acier, de l'huile, au chemin de fer du sud, de New-Haven."

"Voilà les gens, dit-il, qui feront chaque année des profits énormes, si on leur accorde le privilège d'accepter leurs navires sans les obliger de payer des droits."

Le représentant Campbell, du Kentucky, républicain, a parlé contre l'adoption de la règle proposée.

Le représentant Lew Root, du Wisconsin, s'est opposé à l'adoption de la règle parce qu'elle empêche tout amendement. Il s'est déclaré en faveur du rappel de la clause, mais il veut réserver au président des Etats-Unis le droit d'imposer des droits moins lourds sur les navires américains.

L'attitude du président fut vigoureusement défendue par le représentant Shirley, du Kentucky.

Le chef de la minorité, Mann, a déclaré que l'importance de la question demande une plus longue discussion que celle accordée par la règle qu'on propose.

Il prétend que l'honneur des Etats-Unis n'est pas en jeu, mais que l'Angleterre a prêté le flanc aux attaques en voulant faire avec les Etats-Unis un marché trop onéreux.

PENSIONS DE RETRAITE

CONFERENCE DE M. ANTONIO PERREAULT AU CERCLE LAVAL DE L'A. C. J. C. — UN TELEGRAMME AU Dr FREELAND.

M. Antonio Perreault, professeur à l'Université Laval, vient de donner au Cercle Laval de l'A.C.J.C. une intéressante conférence sur les pensions de retraites.

Les pensions pour vieillards constituent un des problèmes de la question sociale. La vieillesse est une invalidation définitive par suite de laquelle l'ouvrier n'est plus capable de travailler; elle coïncide donc avec la perte du salaire ou plutôt avec la perte des moyens de gagner un salaire. Comment alors doter de moyens d'existence ces vieillards dénués des forces physiques nécessaires pour pourvoir à leur subsistance ? — Voilà de quelle manière le problème se posè.

Les secours apportés à l'existence du vieillard ne peuvent provenir que de quatre sources : de sa prévoyance individuelle, de sa famille, de la charité publique, ou enfin de l'Etat. Mais les imprévoyants sont nombreux ; le vieillard est souvent isolé; et la charité publique ne peut atteindre tous les pauvres. Que penser de l'Etat ? a-t-il le droit d'intervenir, a-t-il le droit de créer des pensions de retraites ? M. Perreault exprime l'opinion que l'individu doit en principe assurer son existence par sa prévoyance personnelle, mais que l'intervention de l'Etat est légitime dans les cas de nécessité sociale. Le conférencier rappelle d'ailleurs que c'est la solution que Léon XIII a donnée à cette question dans son encyclique sur la condition des ouvriers.

Le conférencier repasse ensuite la législation des différents pays relative à ces pensions de retraite et forme le vœu que le parlement canadien, qui a été saisi de ce sujet à une couple de reprises depuis 1907, en vienne bientôt à traiter sérieusement cet important aspect de la question sociale. M. Perreault termine sa conférence en félicitant l'A.C.J.C. d'étudier les problèmes sociaux à son prochain congrès et en invitant les étudiants à s'intéresser de plus en plus aux études sociales.

Le président du cercle, M. J.-R. Bastien, E.E.D., remercia M. Perreault d'avoir répondu de si bon gré à l'invitation du cercle et souligna combien sont fructueuses pour les étudiants ces relations entre professeurs et élèves.

Après une excellente causerie de M. O. Legrand, E.E.D., sur Montalembert, le cercle procéda aux délibérations ordinaires, au cours desquelles il fut résolu d'envoyer le télégramme suivant au Dr Freeland :

Sincères félicitations au vaillant soldat de la cause bilingue, pour l'invalidation d'élection qu'il vient d'obtenir. Succès dans la lutte prochaine."

M. WILSON ET LE SENATEUR JONES

Washington, 26. — Le président Wilson a rendu visite, aujourd'hui, au sénateur William J. Jones, de Missouri, malade depuis plusieurs semaines.

Le sénateur Jones, qui est président du Comité des Relations Etrangères, avait demandé une entrevue à M. Wilson. Celui-ci n'a pas voulu imposer au sénateur Jones la fatigue d'un voyage à la Maison Blanche et s'est rendu lui-même auprès du malade. Les deux hommes politiques se sont entretenus des affaires du Mexique.

LA POLICE DEMENAGE

Les quartiers généraux de la police seront transportés aujourd'hui dans l'annexe de l'hôtel de ville, rue Gosford. La sûreté municipale ne le sera que plus tard.

L'ENQUÊTE LOCKWELL

L'ECHEVIN CANNON SE RETIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE D'ECLAIRAGE DORCHESTER. — LE MAIRE DROUIN RENDRA TEMOIGNAGE.

(De notre correspondant)

Québec, 27 — L'échevin Cannon, qui a porté les accusations qui font le sujet de l'enquête qui se poursuit actuellement devant le recorder Dery, a annoncé à la séance d'hier de l'enquête qu'il avait envoyé sa résignation comme directeur de la compagnie Electrique Dorchester. Il a donné pour raison que le rapport que l'expert Herdt a fait sur l'insuffisance du matériel de la compagnie pour répondre aux besoins de l'éclairage de la cité et ceux de ses autres clients faisant prévoir des difficultés entre la ville et la compagnie, il croyait de son devoir de se retirer de la direction de la compagnie pour s'occuper des intérêts de la cité.

A l'enquête ont été entendus, hier après-midi, MM. A. Evanturel, agent, jr., A. Pelland, propriétaire de l'hôtel Montcalm, H. J. J. B. Chouinard, greffier de la cité, et Wilson, gérant de la compagnie Dorchester. La déclaration la plus importante a été celle de M. Wilson que le maire Drouin n'a aucun intérêt dans la compagnie si ce n'est qu'il est créancier-hypothécaire pour un morceau de terrain qu'il a vendu à la compagnie.

Le reste des témoignages se rapporte surtout à des conversations qu'aurait tenues M. Fortin et qui sont la répétition de faits déjà connus.

S. H. le maire Drouin a demandé à être entendu et comparaîtra aujourd'hui. L'enquête sera probablement complétée cet après-midi.

SUCRERIES-ECOLES

L'INDUSTRIE DU SUCRE ET DU SIROP D'ERABLE.

Convaincu de la nécessité d'encourager notre industrie nationale du sucre et du sirop d'érable et d'en provoquer tout le développement qu'elle mérite tout en en améliorant les produits, l'hon. J. Ed. Caron, ministre de l'Agriculture, vient d'ouvrir trois sucreries-écoles, dans lesquelles on enseignera les meilleures méthodes de fabrication du sucre et du sirop d'érable, et tout ce qui se rapporte à la mise de ces produits sur le marché.

Ces trois Sucreries-Ecoles sont situées à Beauceville, comté de Beauce, à Sainte-Louise, comté de l'Islet et à la Minerve, comté de Labelle.

La sucrerie de Beauceville, dirigée par M. Bolduc, pourra recevoir environ six élèves ; celle de la Minerve, dirigée par M. Lefebvre, pourra recevoir une dizaine d'élèves et celle de Sainte-Louise, sous la direction de M. Dupuis, pourra loger également une dizaine d'élèves.

Les jeunes gens qui désirent suivre les cours qui vont se donner très prochainement pendant la saison du sucre, doivent se hâter de donner leurs noms et adresses à l'honorable ministre de l'Agriculture, à Québec, car, comme on vient de le dire, le nombre des élèves qui seront admis à ces sucreries-écoles est très limité.

FAITS ET MÉFAITS

MONTRÉAL ET LES ENVIRONS

CHASSE ET PECHE

Aucun moyen ne sera dorénavant négligé pour la protestion de la chasse et de la pêche, surtout dans les Cantons de l'Est où, depuis quelques mois, on fait fi de la loi. Il est dans l'intention de M. J. R. Innes, secrétaire de la Société pour la protection de la pêche et de la chasse dans la province de Québec, de sévir contre toutes les infractions aux règlements qui viendront à sa connaissance.

PLUSIEURS ARRESTATIONS

Le chef des gardes-chasse, M. Griffith, revenait hier, d'une longue tournée à travers le district de Scotstown, en possession d'un rapport contenant plusieurs arrestations.

Il s'est efforcé, dit-il, de convaincre les hommes de chantier qu'il n'était pas du tout dans leur intérêt de se servir du fusil dans les forêts où la chasse est prohibée. Il les mit poliment sur leurs gardes, leur annonçant cependant que toute infraction à la loi serait punie.

De nouveaux gardes chasse ont été nommés afin de pouvoir pincer tous ceux qui le mériteront.

$7,000 EN FUMEE

Un incendie considérable s'est déclaré, la nuit dernière dans la manufacture Castle et Fils, 615 et 619 rue Beaudry.

Le feu alimenté par des matières très inflammables, meubles, peintures, vernis, etc., au deuxième étage menaça bientôt toute la bâtisse.

Le travail des pompiers fut long et difficile, et ils ne purent noyer les flammes qu'après une heure de lutte. Les sous-chefs Giroux et Marin, aidés par le chef-adjoint Saint-Pierre, dirigeaient le travail de sauvetage. Un pompier, I. Spénard, s'est douloureusement coupé une main, avec un morceau de fer-blanc. Les dégâts sont évalués à $8,000 et sont presque entièrement couverts par les assurances.

UNE AUTO DETRUITE

Une auto, propriété de M. L. F. Barry, 167 Christophe-Colomb, a été partiellement détruite par le feu, hier soir, dans la rue Saint-Hubert. La machinerie défectueuse serait cause de l'incendie.

DEUX AUTRES FEUX

Hier après-midi, deux incendies ont fait courir les pompiers du sous-chef Giroux. D'abord, au numéro 1811 Notre-Dame Est, le feu a visité la cuisine d'une dame Corbeil.

Puis, au No 1999, Sainte-Catherine Est, dans une armoire à linge, chez M. A. Brosseau, le feu a causé des dégâts au montant de $1,000.

LE KRONPRINZ RENONCE A SON VOYAGE

Berlin, 27. — Pour des raisons demeurées incomnues, le Prince héritier d'Allemagne vient d'abandonner le projet du voyage qu'il devait faire en juin prochain dans les colonies allemandes de l'Afrique.



SAYER ELECTRIC

Ernest W. Sayer — 87 rue BLEURY — 3 portes plus bas que la rue Lagauchetière

Pour les derniers jours de notre

11ème VENTE ANNUELLE

Nous offrons pour

5 JOURS SEULEMENT

Des prix absolument inconnus jusqu'ici

PAS DE PROFIT

Prenez note des escomptes suivants accordés sur les prix réguliers.

Pour 5 jours seulement. --- Nous recommandons à tous les acheteurs avisés de visiter les établissements de nos concurrents et de connaître leurs prix avant de venir examiner notre étalage ; vous serez alors convaincus des occasions que nous vous offrons une fois l'an. Remarquez les dates qui suivent :

26 MARS --- 50 p. c. sur les lampes de table, 40 p. c. sur les électroliers, les appliques, les dômes de salle à manger et les globes.

27 et 28 MARS --- 50 p.c. sur les électroliers, les appliques, 40 p.c. sur les dômes de salle à manger, lampes de table et globes.

30 et 31 MARS --- 50 p. c. sur les dômes de salle à manger, les globes et 40 p.c. sur les électroliers, les lampes de table et les globes.

Rappelez-vous que l'un des plus beaux étalages d'

APPAREILS D'ECLAIRAGE ELECTRIQUE

de la Ville où vous puissiez faire votre choix, c'est chez

SAYER ELECTRIC 87 Bleury

3 portes plus bas que la rue Lagauchetière.

ERNEST W. SAYER

OUVERT VENDREDI ET LUNDI SOIRS.

REMARQUE : Marchandises emmagasinées gratuitement jusqu'à mai si désiré.

LA DEFENSE DU PACIFIQUE

LE PREMIER MINISTRE DE L'AUSTRALIE ACCUSE LE GOUVERNEMENT ANGLAIS D'AVOIR MANQUE A SES ENGAGEMENTS A CE SUJET.

London, 27. — Dans un discours fait hier, le premier-ministre d'Australie, M. Cook a discuté la déclaration récente de Winston Churchill et a exposé l'attitude de l'Australie à l'égard de la défense impériale sur l'océan Pacifique. "Certains hommes d'Etat de l'Empire, dit-il, prétendent que l'océan Pacifique est gardé non pas par la puissante flotte britannique mais par le traité Anglo-Japonais. J'espère que les Australiens resserreront les liens d'amitié et de commerce qui les unissent aux Japonais, et que le traité actuellement en vigueur le demeurera longtemps. Cependant le fait de se fier au traité Japonais pour la défense du Pacifique, amènne une situation compliquée.

L'Australie n'admet pas sur son territoire le peuple Japonais et la civilisation australienne différent de tous points. Ce qui veut dire que la fusion de ces deux races est impossible.

Il ne faut pas oublier, ajoute M. Cook, que le problème de la défense navale de l'Empire est un double problème. Non seulement il y devrait y avoir une flotte impériale pour combattre dans les mers où sont menacés les intérêts impériaux, mais on devrait être en plus capable de concentrer les for[illegible] où les Dominions sont le[illegible]acés.

Notre gou[illegible]ement souhaite ardemment pour l'autonomie une conférence des Dominions, le Canada et l'Afrique du Sud compris.

M. Churchill a rompu avec l'entente par laquelle le gouvernement impérial a consenti à envoyer dans l'Océan Pacifique autant de navires que l'Australie. M. Churchill a déclaré que des navires de second ordre feraient l'affaire dans le Pacifique. L'Australie a droit à autre chose qu'à cette déclaration. Elle a droit à une discussion libre et entière sur le sujet de la défense impériale avec chaque unité de l'"Empire".

Le premier ministre Cook a déclaré qu'il espérait que l'Australie aurait bientôt le plaisir de souhaiter la bienvenue à la Nouvelle-Zélande, dans le pacte naval.

NOUVELLE LETTRE S'AJOUTANT A UNE SERIE INTERESSANTE

J. H. NAULT
PHARMACIEN ET OPTICIEN DIPLOME
Téléphone Bell Est 1513

No 42 STE-CATHERINE EST

SPECIALITES :
Lunettes, lorgnons, yeux artificiels, Crème de Beauté, teinture mexicaine pour teindre la barbe et les cheveux, Wight's Corn and Wait Cure.

Montreal, 27 mars 1914

Monsieur Adrien DesRosiers,
Assistant-Gérant,
The Great-West-Life Assurance Company,
160 St-Jacques,
Montreal.

Mon cher monsieur DesRosiers,

C'est avec plaisir que je vous écris au sujet de la police dont votre compagnie m'a fait le règlement. et vous avez toute liberté de publier ma lettre.

Quand, avant la déclaration des profits attribués à ma police, vous me parliez d'une somme atteignant les trois cents piastres, j'avais peine à croire que vous fussiez sérieux. Quelques mois apres, le cheque de la compagnie m'arrivait pour $615.00. Je n'ai cru pouvoir mieux exprimer mon appréciation qu'en me réassurant tout de suite pour $5,000.00.

Vous ne désirez pas que j'établisse de comparaisons avec d'autres compagnies ou j'avais aussi des polices du même genre. C'est tres bien, mais je ne perds jamais une occasion de recommander votre compagnie.

Croyez-moi, mon cher monsieur DesRosiers,
Votre tout dévoué,
J.-H. NAULT

Il s'agit ici d'une police avec dividendes différés.
G.-A. BUTLER, gérant ; ADRIEN DESROSIERS, assistant-gérant ; LOUIS BOUVIER, inspecteur. 160, rue Saint-Jacques.

Demandes d'agences favorablement accueillies.

COMMERCE ET FINANCE

UN MARCHE TRANQUILLE ET MONOTONE

Les prix sont généralement fermes.--Le C.P.R. et le Richelieu et Ontario rétrogradent.--La construction.--Les expéditions de grains.--L'Immeuble.--Ça et là.

L'inactivité la plus complète régnait à la Bourse de Montréal ce matin. Le Brazilian qui, depuis quelques jours se vendait beaucoup, avait très peu de demandes, aujourd'hui.

Les cours sont généralement assez fermes, à l'exception, cependant, du C.P.R. et du Richelieu et Ontario qui sont à la baisse.

Le Brazilian a ouvert à 82¼ et a gagné une fraction pendant la ojurnée.

L'Iron s'est bien tenu à 32½.

Le Power était ferme à 223½.

Le C. P. R. avait perdu ⅛ de points depuis la clôture, hier, et a baissé encore jusqu'à 206¼.

Le Richelieu et Ontario perdait du terrain à 101½ et descendait jusqu'à 100¾.

D'une manière générale, le nombre des ventes est insignifiant. Il est permis de croire qu'une fois la période électorale passée, l'activité renaîtra sur le marché local.

LES COMPENSATIONS DANS NOS BANQUES CANADIENNES

Prenant en considération que la semaine correspondante de l'année dernière, contenant deux congés, les compensations dans les banques de nos principales villes canadiennes n'accusent pas un excédent considérable. Naturellement, les augmentations nous arrivent de tous les centres, mais, dans la plupart des cas, en défalquant les deux jours de congé, nous ne pouvons pas comparer trop favorablement avec la période correspondante en 1913.

Les rapports de la semaine des centres les plus considérables, combinés avec l'échange net de la même semaine, il y a un an, donne le résultat suivant :

	1914.	Echange
Montréal . .	$45,108,911	+$7,602,741
Toronto . .	37,136,900	+ 7,280,711
Winnipeg ..	20,544,111	+ 1,265,435
Ottawa . . .	3,404,365	+ 702,090
Québec . . .	2,305,335	+ 260,874
Halifax . . .	1,373,572	+ 377,167
St-Jean . . .	1,373,572	+ 278,802

NOTRE COMMERCE DE DENREES

LES EXPORTATIONS AUX ETATS-UNIS POUR L'ANNEE 1913.

Le montant total des denrées exportées aux Etats-Unis par Winnipeg, l'année dernière, est de $7,436,-578 contre $5,728,299 en 1912. Les peaux ouvrent la marche avec un montant de $1,612,292, à peu près un million de moins qu'en 1912. Les fourrures arrivent en second lieu avec $851,608 à comparer à $521,337. Les exportations de blé forment une somme de $148,113 tandis que l'année précédente elles avaient monté à $177,619. On a exporté de la racine de senega pour la valeur de $131,530. L'orge pour un montant de $58,603; le son pour $237,576; le lin, $797,997, ce qui donne un excédent sur l'année 1912, où les exportations se chiffraient par $271,026, seulement; la farine,$56,241,représente une diminution de $265,198 sur l'année précédente; l'avoine, $693,574 contre $145,-670 en 1912; l'avoine en gousses et l'avoine de pur grain, $61,318, contre $19,426. Une augmentation considérable est rapportée quant au nombre des bestiaux. Pour 1913, elles se chiffrent par $752,232 et pour 1912 elle ne montaient qu'à $70,362. Les exportations de poisson étaient de $360,372 ou un peu plus basses que celles de 1912 qui montaient à $361,925. La valeur du bois exporté l'an dernier était de $461,879 contre $94,525 en 1912.

ÇA ET LA

Il y a, au Japon, plus de 1,000 manufactures de chemisettes, de bas, de gants et de caleçons. Les fabriques utilisant un capital, une main-d'oeuvre et des machineries considérables n'existent pas. Quelques établissements s'occupent de la fabrique de la soie et des lainages, mais la majorité produisent, principalement, les dérivés du coton. Approximativement, les 3-4 des productions consistent en sous-vêtements,a 12 pour cent en bas et 6 pour cent en caleçons.

La production totale des bas est estimée à 17,89,382 douzaines, évaluée à $620,716. La plupart de ces bas sont pour les écoliers ou les enfants plus jeunes.

La constante augmentation de la production industrielle et agricole dans l'île de Madagascar pendant ces dernières années, indique que cette colonie française traverse une ère de véritable progrès. En 1908 les importations de l'île s'évaluaient à $5,-822,200 et ses exportations à $4,456,-447 tandis qu'en 1912 ces valeurs étaient respcetivement de $9,656,726 et de $11,499,949 accusant un accroissement de 66 pour cent pour les importations et de 159 pour cent pour les exportations, ou une augmentation totale du commerce de 106 pour cent.

La Merchant's National Bank des Etats-Unis a importé du Canada, $300,000 en or. Le chiffre total de l'exportation canadienne chez nos voisins est de $5,525,000.

L'IMMEUBLE

Un record pour ce qui est des prix et de l'assistance a été établi hier matin à la House of Brown, salles des ventes à l'encan au moment où M. Fitzjames E. Brown a disposé de 40 lots de terre pour un prix collectif de $127,572.70. Les salles étaient arrangées de manière à accommoder les enchérisseurs; près de 300 personnes étaient présentes, et les enchères étaient animées. Des lots vendus, 35 sont situés sur ou près du square Cartier, dans le quartier Saint-Henri, et 5 à l'intersection des rues Saint-Denis, Villeneuve et Carrière, et les prix réalisés varient de $4.50 jusqu'à 96 sous le pied.

Au début de la séance l'échevin Létourneau, du quartier Saint-Henri, demanda que les procédures soient suivies en français et cette demande fut appuyée par plusieurs. Après que d'autres représentants municipaux aient brièvement discuté la question, la vente a été faite en anglais sans qu'aucune autre protestation ait été faite par les défenseurs des droits du français.

Tous les lots de la rue Saint-Denis ont été adjugés à M. A. Letang, qui a payé le très haut prix de $4.50 le pied pour le terrain du coin des rues Saint-Denis et Villeneuve là où le chemin des Carrières rencontre ces deux rues. Les trois lots adjacents ont été achetés aux prix de $3.70 le pied. Le montant total des ventes à M. Letang est de $27,107.10.

Le prix leplus haut payé pour les terrains ayant front sur le square Cartier a été de $2.05 le pied pour un coin de rue.

Quelques-uns des autres coins ont été portés jusqu'à $1.66 et les lots en dedans ont été vendus de $1.10 à $1.30 le pied. Le plus bas prix reçu est de 96 sous le pied pour 5 lots rue Delinelle, tandis que le lot le plus petit,sur la même rue, a été acheté par George W. Parent à raison de $1.75 le pied; ce lot a 18 pieds de front. La somme totale des lots vendus dans le quartier Saint Henri a été de $100,365.10. Nul lot n'est resté à l'encanteur.

Le commissaire Dupuis a félicité M. Browne pour sa conduite et sur les résultats de la vente. L'intérêt que l'on portait à l'enchère s'est accusé par les nombreuses demandes de circulaires et d'informations en ce qui concerne les lots de terre.

Le coin sud-ouest des rues Craig et Amherst a été vendu hier à M. J. Godfrey Bird pour $63,000. Le lot est le No 104 quartier Saint Jacques et a une superficie de 6.358 pieds carrés, avec bâtisses. Le vendeur était M. L. H. Archambault.

M. C. D. Fagerberg a acheté les Nos 403 à 419 rue Pie IX et 557 à 571 rue Lafontaine pour $50,000. Les lots sont les Nos 14-258 et 259 du quartier Hochelaga. Le vendeur était L. P. Fournier.

Il y a eu, hier, 51 transferts immobiliers dont les suivants:

A. Handfield à A. Drouin les lots 32-15 à 17 Hochelaga, avec bâtisses rue Notre-Dame Est, pour $16,000.

M. Connelly à V. L. Delmège, le lot 189-221 Paroisse de Montréal, avec bâtisses No 103 ave Vendôme pour $12,000.

F. Latourelle à Mme F. Froidevaux, le lot 1203-287 Saint-Jacques, avec bâtisses Nos 893 à 897 rue Saint-Hubert; prix $24,000.

J. Lalonde à J. G. Bird, le lot 90 Saint-Jacques, avec bâtisses, pour $12,000.

Mme J. C. Casselman à C. D. Harrington, partie du lot 374 Paroisse de Montréal, avec habitation No 447 ave Elm; prix $10,000.

R. Fraser à A. Martel et autres, les lots 11-565-4 et 11-566-4, Côte Saint-Louis. avec bâtisses Nos 4 à 14 ave Clermont; prix $14,000.

J. Goulet et L. Biron à J. M. Lévesque, les lots 10-1489 et 1490 Côte Saint-Louis, avec bâtisses, Nos 634 à 640a rue Alma, pour $12,850.

O. W. Legault à la Popular construction Inc., les lots 242-32, 35, 48, 59 et 210 de la Paroisse Saint-Laurent; prix $9,000.

2,000,000 STERLING POUR LE BREZIL

Londres, 27 — Une rumeur circulait hier, dans les cercles financiers disant que le Brézil avait obtenu de Paris l'équivalent de £2,000,000 sterling en vue de régler l'échange du Brazilian. La rumeur disait aussi que la république du Brésil émettrait bientôt un emprunt de £2,000,000 sterling par l'entremise des Rothschilds, et que, plus tard, cette maison entreprendrait de réorganiser les finances de ce pays.

LES FRUITS S'EN VIENNENT

Les navires suivants sont signalés en route des ports de la Méditerranée pour les marchés des Etats-Unis et du Canada avec des cargaisons de citrons.

Les points de départs sont désignés par des initiales, M. pour Messine, P. pour Palerme, et N. pour Naples.

	Boites
New-York.	
Re de Italia	13,000 P.
Laconia . . . . . 13,000 P.	1,700 M.
Cuserta	18,000 P.
San Giovanni	4,000 M.
Himalia	20,000 P.
Monginevro	21,000 P.
Belvedere	15,500 P.
Hamburg	15,000 P.
Boston :--	
Palermo	15,000 P.
Philadelphia :--	
Himalia	3,000 P.
New Orleans :--	
Clara	20,000 P.
Baltimore :--	
Monginevro	3,500 P.

EXPEDITIONS DE GRAINS DE PORT ARTHUR

D'après des statistiques compilées par le Board of Trade de Port Arthur, les ports de Port Arthur et de Fort William, avec des expéditions de 203,328,129 minots de grains pendans l'année 1913, tiennent la tête de tous les ports du continent américain pour les expéditions de grains. Buffalo vient en second lieu avec 172,000,000 minots et Duluth-Superior avec 115,000,000.

BOURSE DE NEW-YORK

Cours fourni par MM. Bruneau & Dupuis, courtiers, 4, rue de l'Hôpital, Montréal.

STOCKS	Dem.	Offre.	STOCKS	Dem.	Offre.
Amal. Cop	76⅞	76⅝	Mex. Petro	.....	...
Am.Be.Sug	24	24	N.-Yor.Cen	91¾	91⅝
Amer.Can.	30⅛	29⅞	N.Y.O.& W	.....	...
Am.Cr.& F	52¼	52¼	Norf.& We	.....	...
Amer. Ice..	.....	.....	Nort.Pacifi	116½	115½
Amer.Loco	35¾	35¼	New Have.	69⅝	69⅜
Am.Sm.& R	70¾	70	Pennsylva.	112⅝	112⅜
Amer.Suga	.....	.....	People.Gas	.....	...
Anaco. Mg	39⅜	39⅛	Reading...	166¾	166⅜
At.T.& S.F	99½	98⅞	Rock Islan	4¼	4⅛
Balt.& Ohi	91⅞	91⅝	" Pr.	67⅞	65
Beth.Steel.	.....	.....	South.Pac.	26	905⅞
Bro.Ra.Tr.	92⅜	92⅛	South.Rail	26⅛	28⅛
Can.Pacifi.	209	208⅝	" Pr.	84	84⅜
Cen.Leath.	39¾	39¼	Third Ave.	44½	44⅛
Ches & Ohi	54¼	54	Twin City.	.....	...
Ch.M.& S.P	101⅛	101	Unio. Pac.	150¼	150⅛
C.,P. & I...	33¾	34	U.S.St.Cor.	64⅞	64⅝
Con. Gas.	.....	.....	" Pr.	110	110⅝
Del.& Hud	149⅞	149⅞	Utah Cop.	.....	.....
Den.& R.G.	.....	.....	Vir. Chemi	.....	.....
" & R.G.pr	.....	.....	W't. Union	.....	.....
Det.Un. Ry	.....	.....	W't'h. Elec	.....	.....
Erie. Com.	30⅝	29⅞	woolworth	.....	.....
Gr.Nor., pr	128½	127⅞	" Pr.	.....	.....
Illin.Centr.	111⅝	111½	.....	.....	.....
Inter-Metr.	15⅜	15¼	.....	.....	.....
" pr	.....	.....	.....	.....	.....
Leh. Valley	149	149	.....	.....	.....
Lou.& Nas.	.....	.....	.....	.....	.....
Mi.s.pi.& s.	.....	.....	.....	.....	.....
M.K. & T..	18⅜	18	.....	.....	.....
M.& Pacifi	27⅝	25⅞	.....	.....	.....

VENTES DE L'AVANT-MIDI

STOCK COMMUN

Bell Telephone : 25-148, 10-148 1-4.
Brazilian : 25-82 1-4, 25-82 3-8, 45-82 1-2, 60-82 5-8, 80-82 1-2, 15-82 5-8, 25-82 1-2, 40,82 1-8, 60-82 1-4, 25-82 1-8, 35-82 1-4.
Can. Cacific : 35-206 1-4, 25-206 1-2, 25-206 1-4.
Détroit : 21-71.
Mexican L. & P. : 25-42.
Ottawa L. H. & P. : 15-148.
Ottawa Power Rights : 3-11 5-8, 226-11 1-2.
Power : 225-223 1-2, 90-223 1-4, 5-223 1-2.
Quebec Ry. : 135-15.
Rich & Ont : 10-10 3-4, 90-101, 100-100 3-4, 5-101, 75-100 3-4, 25-100 1-2.
Shawinigan : 50-136 1-2.
Shawinigan Rights : 259-1 5-8, 5-1 3-4, 31-1 5-8.
Soo : 15-129 1-8.
Winnipeg Ry. : 5-200 1-4.
Dom Bridge : 10-118.
Lake of Woods : 5-131 1-2, 5-132.
Ogilvie : 29-119.
Scotia : 25-74 1-2, 40-75.
Spanish River : 25-12 1-2.
Steel Co. of Can. : 40-17 1-4.
Steel Corp. : 35-32 1-2, 60-32 1-4.

PREFERENTIEL

Canada Car : 5-100.
Canada Cement : 10-91, 5-90 3-4.
Dom. Iron : 10-89.
MacKay : 2-67.
Mont. Cots. Ltd. : 5-100 1-2.
Ogilvie : 10-114.
Penman's : 500-82.
Tucketts : 10-99.

OBLIGATIONS

Canada Car : $4000-104.
Scotia : $500-89.
Sher. Williams : $1000-101 1-4, $500-101 1-4, $4000-101 1-4, $1000-101 1-4.

BANQUES

Commerce : 5-209 1-2, 5-209 1-2, 18-209 3-4, 5-209 3-4, 10-209 7-8, 10-210.
Merchants : 1-190, 1-190,
Nova Scotia : 2-261 3-4.
Québec : 5-120, 15-120.
Royal : 5-224.

MINES

Crown Reserev : 200-1.82.
Hollinger : 10-16.00.
Nipissing : 200-5.97.

COUPABLE DE RECEL

Salvadard Paradis a été trouvé coupable de recel, hier, par le juge Bazin, en cour des sessions spéciales. La sentence est suspendue jusqu'à mardi.

RESULTAT de la NOMINATION POUR LES Charges de Maire, d'Echevins et de Commissaires

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que, conformément à la loi, la nomination des candidats pour la charge de maire de la Cité de Montréal, et les charges d'échevins pour les divers quartiers de ladite Cité, ainsi que pour les charges de commissaires a eu lieu durant les heures de bureau, entre le dix-septième jour de mars courant, à midi, et le vingt-sixième jour de mars courant, à midi, au bureau du soussigné, à l'Hotel de Ville, avec le résultat suivant :

MAIRIE

MARTIN, Médéric, Industriel. 929, rue Logan.
STEPHENS, Geo. W., Bourgeois. Hôtel Windsor
Ayant été mis en nomination un poll est accordé.

ECHEVINS

QUARTIER EST

LAPOINTE, Louis Audet, bourgeois, 208, rue du Champ de Mars. Etant le seul candidat est déclaré élu.

QUARTIER CENTRE

BRODEUR, Joseph, Adélard, A., avocat, 708, rue Lagauchetière, Est.
CALDER, Robert, Louis, avocat, 297a, rue De Lanaudière.
DUBREUIL, Joseph, Fériol, avocat, 8 Montée du Zouave.
FOURNIER, Jules, journaliste, 398, rue Lagauchetière, Est.
LORANGER, Joseph, Henri, avocat, 233, rue Prince-Arthur, Ouest.
SAINT-DENIS, A. J. H., notaire, 3, rue Plateau.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER OUEST

CARTER, Stewart, James, marchand, 953, rue Dorchester, Ouest.
WELDON, William, S., bourgeois, 636, rue Dorchester, Ouest.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER SAINTE-ANNE

GALLERY, Daniel, tailor, 237, rue de la Montagne.
O'CONNELL, Thomas, entrepreneur plombier, 181, rue Ottawa.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER SAINT-JOSEPH

HUSHION, William, J., marchand, 1131, rue Saint-Jacques.
STROUD, Daniel, marchand, 622, rue Notre-Dame, Ouest.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER SAINT-ANDRE

RENOUF, E. M., éditeur, 718, Avenue des Pins, Ouest.
WARD, Joseph, marchand, 270, rue Bishop.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER SAINT-GEORGE

BOYD, Leslie Hale, avocat, C.R., 1036, rue Dorchester, Ouest.
Etant le seul candidat, est déclaré élu.

QUARTIER SAINT-LAURENT

RUBENSTEIN, Louis, industriel, 41, rue Craig, Ouest.
SAYER, Ernest Walter, entrepreneur électricien, 181, Ave. Mont-Royal, O.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER SAINT-LOUIS

BELIVEAU, Réné, artiste-peintre, 698, rue Saint-Denis.
BLUMENTHAL, Abraham, agent, 709, rue Saint-Urbain.
GROTHE, Aimé Paul, avocat ,1061, rue Saint-Denis.
STEINMAN, Hyman, bourgeois, 99, rue Rivard.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER SAINT-JACQUES

DESAULNIERS, Gonzalve, avocat, 362, rue Sherbrooke, Est.
FORTIN, Arthur, avocat, 186, rue Saint-Christophe.
GIROUX, Napoléon, marchand, libraire, 146, rue Montcalm.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER LAFONTAINE

DUBEAU, Eudore, dentiste, 308, rue Sherbrooke, Est.
POISSANT, J. Célibert, médecin, 694, rue Sherbrooke, Est.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER PAPINEAU

BOUVIER, Joseph Antoine, épicier, 331, rue Plessis.
LANGLOIS, Ernest, marchand, 822, rue Ontario Est.
MAILLOUX, Henri, barbier, 247, rue Plessis.
THERRIEN, Julien, marchand de bois, 363, rue Maisonneuve.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER SAINTE-MARIE

DENIS, A. Herménégilde, médecin, 62, rue Dufresne.
QUINTAL, Henri, Adonai, médecin, 1331, rue Sainte-Catherine, Est.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER HOCHELAGA

CHARTRAND, Alfred, ouvrier, 2115, rue Ontario, Est.
HAREL, Joseph, ouvrier, 323, rue Forsyth.
MARANDA, P. E., industriel, 410, rue Stadacona.
TREMBLAY, Avila, marchand, 1603, rue Sainte-Catherine, Est.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER SAINT-JEAN-BAPTISTE

MILLER, Joseph, agent, 1426, rue Fabre.
VANDELAC, Georges, entrepreneur de pompes funèbres, 1334 rue Cadieux.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER DUVERNAY

LACASSE, Napoléon Urgel, avocat, 1159, rue Saint-Hubert.
SAINT-PIERRE, Jean-Baptiste, gérant, 200, rue De Lanaudière.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER SAINT-GABRIEL

ELIE, Joseph, marchand, 393, rue Hibernia.
McMAHON, Nicholas Edward, bourgeois, 775, rue Wellington.
PICARD, Dolard, (alias Dolor), maitre boucher, 772, rue Charlevoix.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER SAINT-DENIS

DEERY, Edouard, (alias Eddie), agent d'immeubles, 1085, rue Marie-Anne.
GIROUX, David, entrepreneur, 1936, rue Saint-Denis.
HOULE, Roméo, courtier d'immeubles, 1714, rue Saint-Denis.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER SAINTE-CUNEGONDE

LAPOINTE, Narcisse, gentilhomme, 59, rue Dominion.
Etant le seul candidat, est déclaré élu.

QUARTIER SAINT-HENRI

ANGRIGNON, Joseph, gérant, 98, rue Agnès.
LETOURNEAU, Oswald, H., médecin 144 Parc Sir Georges Etienne Cartier
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER MONT-ROYAL

BEAUCHAMP, Emile, avocat, 641, Avenue Maplewood.
ROCHON, Jean-Baptiste, (alias John), marchand, 267, Ave. Decelles.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER DELORIMIER

MALO, Armand, boucher, 100, rue Saint-Jérôme.
MAYRAND, Georges, notaire, 1079, Avenue Delorimier.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER LAURIER

BERUBE, J. P. Louis, secrétaire, 1820, Avenue du Parc.
POULIN, Ernest, médecin, 2942, Boulevard Saint-Laurent.
ROBERTS, John H., secrétaire, 2471b, rue Hutchison.
TURCOT, Napoléon, maitre plombier, 79, Boulevard Saint-Joseph, Ouest.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER NOTRE-DAME-DE-GRACES

MacDONALD, Dugald, gentilhomme, 8, Avonmore.
Etant le seul candidat, est déclaré élu.

QUARTIER SAINT-PAUL

BARBEAU, Jean-Baptiste, entrepreneur, 99, Avenue de l'Eglise.
BEAULIEU, Romuald Hudon, notaire, 1185, rue Galt.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER AHUNTSIC

BASTIEN, Trefflé, entrepreneur, Avenue Bastien.
PAINCHAUD, Louis Hector, courtier d'assurance, 1226 rue Somerville.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER EMARD

AUBERTIN, Albert, agent financier, 19, De Biencourt.
DUBOIS, Léon, médecin, 234, Boulevard Monk.
SAUVE, Emery, marchand, 269, Boulevard Monk.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER LONGUE-POINTE

LARIVIERE, Emery, financier, 4287, rue Bellerive.
LESPERANCE, Zotique, marchand, 3961, rue Notre-Dame, Est.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER BORDEAUX

MENARD, Gordien, fils, avocat, 2207, Boulevard Gouin.
TANSEY, Denis, courtier d'assurances, 287, Boulevard Saint-Joseph, O.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER COTE-DES-NEIGES

PAUZE, Wilfrid, Henri, marchand de bois, 1800 Chemin de la Côte des Neiges.
Etant le seul candidat, est déclaré élu.

QUARTIER ROSEMONT

DRUMMOND, J. N., gentilhomme, 2695, Boulevard Rosemont.
HARDY, Hector, bourgeois, 2538, Boulevard Rosemont.
LAVERGNE, Aldéric, courtier d'immeubles, 1872, rue Masson.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

COMMISSAIRES

AINEY, Joseph, ouvrier, 226, rue Sainte-Elisabeth.
BEAUDRY, J. A., secrétaire, 206, rue Mentana.
COTE, Thomas, journaliste, 101, rue Peel.
EMARD, J. Ulric, avocat, 9, avenue Edgehill.
HEBERT, E. Napoléon, industriel, 684, Parc La Fontaine.
KELLY, A. W. M., entrepreneur, 1959, rue Saint-Urbain.
LACOMBE, Georges, A., régistrateur, 421, Avenue Maplewood.
LALONDE, J. Ulric, médecin, 561, rue Saint-Antoine.
LARIVIERE, Emery, financier, 10, rue Baldwin.
LEVEQUE, Cyrille, instituteur, commercial, 1019, rue Dorchester, Ouest
McDONALD, Duncan, surintendant, 242, rue Sherbrooke, Ouest.
MONAHAN, Patrick, marchand, 171, rue Rozel.
PATTERSON, C.E.A., bourgeois, 3, rue Drummond.
ROY, A. V., ingénieur civil ,242, rue Sherbrooke, Ouest.
SAINT-GEORGE, P. W., ingénieur civil, 670, rue Sherbrooke Ouest.
VILLENEUVE, E. W., gentilhomme, 317, Avenue Esplanade.
Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

INSTRUCTIONS DEVANT SERVIR AUX ELECTEURS SUR LA MANIERE DE VOTER

L'électeur ne doit voter qu'une fois pour la charge de maire et celle d'échevin. Pour la charge de commissaire, la loi permet aux électeurs de voter pour 4 candidats, mais pas plus, sous peine de voir leur bulletin de vote ann lé.

Le votant entrera dans l'un des compartiments et fera une croix avec un crayon qui y sera déposé à cet usage, dans le carré voulu, selon qu'il voudra donner son suffrage.

Le votant pliera ensuite son bulletin de manière à n'en laisser voir que le dos, et de manière aussi que l'annexe puisse en être détachée sans déplier le bulletin; puis il remettra le bulletin ainsi plié au sous-officier-rapporteur, qui le déposera dans la boite du scrutin, après en avoir détaché l'annexe. Le votant sortira alors immédiatement du bureau de votation.

Si un votant gâte par inadvertance un bulletin de vote, il pourra le remettre au sous-officier-rapporteur, qui, s'étant assuré du fait, lui en donnera un autre.

Les électeurs sont prévenus que, s'ils font plus d'une croix vis-à-vis le nom de chacun des candidats pour qui ils désirent voter ou font sur le bulletin quelque marque au moyen de laquelle le secret de leur vote peut être connu, ce bulletin sera nul et ne sera pas compté.

Si le votant emporte un bulletin de vote hors du bureau de votation, ou dépose frauduleusement dans la boite du scrutin quelque papier autre que le bulletin de vote qui lui aura été remis par le sous-officier-rapporteur, il sera passible d'une amende de cinq cents piastres ou d'un emprisonnement de six mois.

AVIS PUBLIC est en outre donné par les présentes que l'élection pour les charges de maire et d'échevin pour les divers quartiers de la cité et pour les charges de commissaires, aura lieu

LUNDI LE 6me JOUR D'AVRIL PROCHAIN

et que les polls seront ouverts ce jour-là, dans lesdits quartiers, de 9 heures de l'avant-midi, à 8 heures du soir.

L. O. DAVID,
Officier Rapporteur.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, 26 avril 1914.

LA BANQUE

British North America

ENTRERA DANS SON

NOUVEL EDIFICE
140 RUE SAINT-JACQUES

LUNDI LE 30 MARS

AVIS

Pour la commodité des citoyens de Montréal, nous avons fait installer, au Comité Général de l'Association, 16 rue Notre-Dame Ouest, trois (3) téléphones.

Pour demander des renseignements relatifs aux prochaines élections, téléphonez aux numéros suivants:

Main 4643 --- Main 5431

Pour renseignements de toute autre nature, téléphonez au numéro suivant:

MAIN 4084

Association des Citoyens de Montréal

ERNEST W. SAYER

Elu Echevin dans Saint-Laurent

ASSURERAIT

Une administration sur une base commerciale et l'embellissement de Montréal.

RENSEIGNEMENTS AU

COMITE CENTRAL, 271 rue Bleury, Téléphone Main 748.

Les amis de M. Sayer qui désirent fournir des autos et des voitures le jour de l'élection sont priés de se mettre en communication avec le comité.

SOCIETE D'ARCHEOLOGIE

La Société d'Archéologie et de Numismatique aura son assemblée mensuelle au Château de Ramezay vendredi, le 27 courant à 8 heures du soir.

POLITIQUE D'ECONOMIE

Philadelphie, 26.— Poursuivant sa politique d'économie, le Pensylvania Railway, durant ces derniers trois mois, a diminué de 15,000 ses employés.

BEURRE ET FROMAGE

Fromage fort, blanc, à la meule	17c
au morceau	18c
Fromage de Gruyère	27c à 28c
Fromage Oka	24c
Beurre, choix...	30c
Beurre, choix, en bloc d'une livre	30 1-2c
Oeufs strictement frais	32c
Oeufs frais en boites de carton d'une douzaine.	32c
Oeufs No 1	32c
Oeufs choisis	36c
No. 1	28c
No. 2	23c
Oeufs choisis	31c
Strictement frais, en boites en carton d'une douzaine, la doz.	40c
Par caisse de 30 doz.	40c

Bonne demande.

Les fromages petits et gros se vendent aux épiciers 15 1-2c et 16c la livre.

PEAUX VERTES

Très bonne demande.

Bœuf inspecté No 1	14.50
Bœuf inspecté No 2	13.50
Bœuf inspecté No 3	12.50
Veau	15.00 à 17.00
Agneau, chaque	.60 à .80

LA VIE SPORTIVE

CE QU'ON DIT

LA BOXE, SPORT DE L'ELITE.

JOSEPHIN PELADAN RETOURNE AU PASSE.

J'ai publié dans la série "Les idées et les Formes", un opuscule intitulé: l'Athlétie. C'est lui sans doute qui me vaut l'honneur de votre interrogation. Mes recherches sur le Penthalte menées au point de vue de la statuaire hellénique ne me rendent pas favorable au pugilat. Cependant, il est indiscutable que le combat des poings est le quatrième dans l'énumération de Plutarque. Il ne faut pas le confondre avec le pancrace qui comportait ce que nous appelons la savate.

Dans ces deux exercices, il s'agit de apporter les coups autant que de les porter: aussi les pugilistes grecs se tenaient-ils à l'état d'embonpoint. Dans Aristophane, pugiliste est synonyme d'homme gras et les statues des pugilistes que l'antiquité nous a léguées représentent souvent des hommes mûrs.

Le type du pugiliste ne peut servir à la représentation des dieux et des héros, il ne correspond qu'à l'Héraclès et, dès lors, il répugne aux intellectuels et aux artistes.

PELADAN.

LE NOBLE ART DEVIENDRA UN SPORT NATIONAL, AFFIRME MOUEZY-EON.

Pourquoi nous aimons la boxe? Mais parce qu'avant tout, c'est un sport sincère où ne peut sévir le "chiqué" qui a tué la lutte. Ensuite, parce que c'est celui où se manifestent de la façon la plus éclatante et en un temps minimum, les plus belles qualités athlétiques. Il faut avoir fait soi-même quelques "rounds", en amateur, pour comprendre et admirer la somme d'énergie et d'endurance déployée par deux pugilistes en un combat de 15 ou 20 reprises.

Le "noble art" exige un entrainement sévère qui proscrit chez les champions toute espèce d'excès et les astreint à un effort rigoureux.

Non seulement, il porte au plus haut degré la culture physique, mais il exige encore de l'intelligence et du courage, puisque, pour employer l'expression consacrée, les grands boxeurs doivent lutter "avec leur tête" autant qu'avec leurs poings. Et voilà bien des raisons pour encourager un sport qui exalte chez les jeunes gens les plus rares mérites.

En revanche, que lui reproche-t-on?

Les détracteurs de la boxe sont, presque toujours, des gens qui ont assisté, par hasard, à un seul combat, dont la sensibilité surprise s'est révoltée, et qui sont partis, indignés, en vouant aux gémonies "ce divertissement de brutes".

Je crois que, pour aimer la boxe, il faut savoir que ce n'est pas un sport dangereux, en dépit des apparences, et qu'un saignement de nez ou un knock-out n'entrainent pas la souffrance physique que s'imaginent les profanes.

La fracture du cartilage nasal, celle même du poignet, le décollement de l'oreille, la perte de quelques dents, sont des risques professionnels anodins, quand on les compare à ceux que font courir à leurs adeptes d'autres sports réputés.

J'admire que les âmes sensibles, horrifiées par le faciès tuméfié d'un boxeur, se délectent sans scrupule au looping d'un Pégoud. Mais ces préjugés tendent peu à peu à disparaitre.

Je suis persuadé que l'évidente faveur où le grand public tient la boxe depuis quelques années s'accentuera encore et que le "noble art" deviendra chez nous un sport national.

André MOUEZY-EON.

LA BOXE EST UNE ECOLE D'ENERGIE, D'APRES JEAN-JOSE FRAPPA.

La boxe est, parmi tous les sports, celui qui plait plus particulièrement aux intellectuels, parce qu'il est, à mon avis, celui qui demande le plus de qualités morales.

Il n'est pas simplement un effort musculaire. Observation, décision rapide, sang-froid, maitrise de soi-même, telles sont les qualités qu'un bon boxeur doit posséder à un degré égal au courage, à la force, au souffle.

La boxe plait encore parce qu'elle est pour ceux qui s'y adonnent et pour ceux qui assistent aux assauts une école d'énergie. Rien n'est plus typique que les sifflets et les cris qui accueillent un abandon trop rapide ou peu motivé.

Sur le ring comme dans la vie, il faut défendre sa chance jusqu'au bout. Enfin ce sport que l'on traite de brutal est une école de correction, puisqu'il enseigne qu'on ne doit jamais combattre un homme d'une catégorie inférieure à la nôtre, qu'il y a des coups défendus, qu'un combat mal équilibré doit être arrêté et, qu'en aucun cas, on ne doit frapper un adversaire à terre.

J'ajouterai, pour terminer cette trop longue lettre, que, pour un oeil observateur, c'est dans la boxe que se révèlent le mieux les qualités de chaque race et qu'il y a dans ce simple fait de quoi justifier l'attachement des intellectuels pour le "noble art".

Jean-José FRAPPA.

ELECTION D'OFFICIERS AU FRANC RIEUR

Il y aura dimanche prochain à 10 h. 30 a.m. l'élection générale d'officiers et directeurs pour l'année 1914, tous les membres en règle devront se faire un devoir d'y assister car il y a de leur intérêt. Ce club sera bientôt formé en association sociale à la demande d'un grand nombre de jeunes gens qui désireraient s'amuser durant toutes les saisons avec le Franc Rieur.

LES PARTIES DE LA LIGUE DE LA CITE SERONT JOUEES AU TERRAIN DU NATIONAL

Une importante assemblée a été tenue hier soir aux salles du Cercle Saint-Jacques.— Tous les clubs étaient représentés.—Le Saint-Louis remplacera le club All-Montreal.— Une ligue de six clubs.

La ligue de baseball de la Cité se prépare activement pour sa prochaine saison qui s'ouvrira le mois prochain. Une assemblée très importante eut lieu hier soir aux salles du cercle Saint-Jacques et les clubs étaient représentés par les délégués suivants :

Athlétiques — W. Innes.

Mascotte — H. E. Garon et P. F. Reed.

Richmond — R. Thibault et W. Brunelle.

Hochelaga — J. Cardinal et E. Lecavalier.

Balmoral — M. McGoogan.

Villeray — L. Gauthier et B. Desnutels.

Voltigeurs — A. E. Durocher et C. Lauzon.

Saint-Louis — A. Bisson.

Le club Saint-Louis remplaçait le club All-Montreal qui a vendu sa franchise à l'association de la partie Nord.

M. Fred Gadbois, qui présidait l'assemblée en l'absence du président St-Père, annonça qu'il en était venu à une entente avec les directeurs du National et que les parties de la prochaine saison seraient jouées au terrain de Maisonneuve, mais il ajouta que comme ce terrain cessait d'être la propriété du National le 1er octobre prochain, la saison devrait se terminer pour cette date ce qui nécessitera peut-être de réduire le nombre des clubs à six. Tout indique que la saison 1914 sera un véritable succès et que la lutte pour le championnat sera des plus ardente.

LE TOURNOI DE BUFFALO

Buffalo, 27 — Quoique la ville de Montréal ait été pratiquement représenté par ses meilleurs joueurs au tournoi de Buffalo, aucun d'eux ne figure dans les meneurs.

Le seul club canadien a entrer dans les argents est l'Athenaeum de Toronto. Voici la position des équipes et des joueurs dans les différentes séries:

SERIES INDIVIDUELLES

William Miller, Détroit	675
N. P. Owen, Louisville	659
J. C. Ameling, St-Louis	653
C. Kranz, Louisville	648
William C. Knox, Philadelphie	647
R. Griebel, Cleveland	646
Otto Kalluch, Rochester	645
E. Hess, Chicago	642
C. Faulhaver, Toledo	642
R. Erler, Newark	639

EQUIPES DE 2 HOMMES

T. B. Negley-D. H. Van Ness, Newark	1245
L. Schenkel-E. H. Smith, Pittsburgh	1242
Harry Halston-Wm. Miller, Détroit	1238
N. P. Owen-Phil. Sutton, Louisville	1230
O. W. Schmidt-W. K. Williams Chicago	1229
J. Hradek-J. Danek, Chicago	1227
J. Hagerty-W. Elwert, Toledo	1220
E. Guston-W. Miner, Chicago	1208
A. N. Emblem-W. J. Ennis, Wheeling	1207
E. Barth-A., Nolte, Milwaukee	1204

EQUIPES DE 5 HOMMES

Monkos, New Haven	2944
Dimlings, No 2, Pittsburg	2931
White Elephants, Philadelphie	2897
Mineralties, Chicago	2896
Syracuse States League team	2896
Howard Majors, Chicago	2881
Centlivre, Fort Wayne	2877
Clarks, Peoria	2871
Athenaeum Five, Toronto	2863
Détroit Journal, Détroit	2856

N. LABELLE EST EN TETE DE LA CLASSE "A"

Le secrétaire Blais de la M.B.A. vient de publier les statistiques de la dernière saison. Le club Strachan a remporté le championnat de la classe A.

Voici la position des clubs ainsi que la moyenne des joueurs :

POSITION DES CLUBS

	Pts.	G.	P.	P.C.
Strachan	37,566	29	13	.690
Crescent	37,423	28	14	.667
National	37,231	27	15	.643
Eagle	36,422	19	23	.452
M.A.A.A.	35,738	19	23	.452
Beaver	35,286	18	24	.429
Canadien	35,562	16	26	.381
Electra	34,747	12	30	.286

MOYENNES INDIVIDUELLES

	Points	Parties	Moyenne
Strachan			
J. R. Walker	6606	36	.184
N. Brown	5419	30	.181
H. Smyth	7578	42	.180
J. Puhl	7565	42	.180
A. Vachon	7391	42	.176
J. B. Dupré	2114	12	.176
H. Carmichael	893	6	.149
Crescent			
E. Pelletier	5022	27	.186
A. Surgeon	5508	30	.184
D. Kennedy	4915	27	.182
W. Bryson	7549	42	.180
F. Hartcorn	7299	42	.174
H. Bessner	2254	13	.173
R. Zimmerman	3579	21	.170
J. P. Lebeau	879	6	.163
J. Sutherland	319	2	.159
National			
N. Labelle	7901	42	.188
A. Plante	7089	39	.182
A. Bédard	6249	36	.174
R. Egan	6864	39	.177
A. Blondeau	5704	33	.173
J. Cattarinich	2593	15	.173
P. Boulianne	921	6	.154
Canadien			
B. Desautels	7545	42	.180
J. Mace	6870	39	.176
E. St-Martin	6982	41	.170
E. Meunier	7057	42	.168
Balthazar	478	3	.160
N. Bolduc	3326	21	.158
Lefebvre	2776	18	.154
Gagnon	152	1	.152
Paradis	426	3	.142
Electra			
A. Jobel	566	3	.180
H. Foucher	6630	39	.170
A. Deschamps	6580	39	.168
R. Gaudet	5471	33	.166
A. Minon	496	3	.165
E. Braun	5715	35	.163
W. Lahaise	3896	24	.162
J. B. Villeneuve	4971	31	.160
A. Michaud	422	3	.140
Eagle			
John Pelletier	7743	42	.184
J. Nelson	7405	42	.176
R. Lamoureux	7304	42	.174
J. Normandin	691	4	.173
H. Filion	4,105	24	.171
E. Mireault	2176	18	.167
J. Kelly	5497	33	.166
W. Waney	936	6	.156
L. Brunet	565	4	.141
M.A.A.A.			
A. G. R. Darling	4828	27	.170
R. C. Bach	7293	42	.174
F. H. Gardner	6173	36	.171
E. Bourdon	5576	33	.169
J. E. Walsh	5571	33	.169
E. Perry	5843	36	.163
J. McIntyre	452	3	.150
Beaver			
J. Aird	7281	42	.173
O. Clarabut	692	4	.173
F. Whithet	6168	36	.171
N. Brown	4629	27	171
F. Cockburn	5619	33	.170
M. Mahoney	4889	30	.163
T. Orr	5,604	35	.160
C. Crocker	404	3	.135

UNE LIGUE QUI PROMET DE FAIRE PARLER D'ELLE

M. ALBERT CADOTTE VEUT FORMER UNE LIGUE DE CROSSE PROVINCIALE AMATEUR. — UN MAGNIFIQUE TROPHEE SERA OFFERT AU CLUB CHAMPION — UNE ASSEMBLEE SERA TENUE JEUDI PROCHAIN.

M. Albert Cadotte, joueur de crosse bien connu, est en train de faire revivre le jeu de crosse amateur dans la province de Québec. Comme nous l'annoncions avant-hier, M. Cadotte a entrepris de former une ligue de crosse provinciale, composée exclusivement de clubs amateurs. Elle comprendra diverses sections, dont trois à Montréal, deux à Québec et une à Sherbrooke.

Les champions de chaque section détailleront à la fin de la saison pour le championnat de la province et pour un magnifique trophée emblématique.

Déjà un grand nombre d'applications ont été envoyées à M. Cadotte et l'on peut dès maintenant assurer que cette entreprise obtiendra un magnifique succès.

Une importante assemblée sera tenue jeudi prochain aux salles du cercle Saint-Jacques, 324 rue Sainte-Catherine Est, à 8 heures p.m. Tous les clubs qui désirent se joindre à ce mouvement sont priés de faire parvenir le nom de leur gérant à M. Albert Cadotte en s'adressant au No 751 rue Sainte-Catherine Ouest ou en se rendant à la réunion de jeudi soir.

AU READOSCOPE DEMAIN

LE COMBAT SHEARS-DESAUTELS SERA DES PLUS EMOTIONNANTS.— LES DEUX ADVERSAIRES SE SONT BIEN PREPARES ET LA RENCONTRE SERA DES PLUS RUDES. — KID ALLEN SERA OPPOSE A KID HARRIS.

GRUNDHOVEN vs MACKAY

Joe Shears, le petit boxeur anglais qui doit rencontrer Ben Désautels demain soir au Readoscope, sous les auspices du National Sporting Club est le propriétaire de la plus belle paire d'oreilles en choux-fleurs parmi les pugilistes du monde entier et Joe est certainement fier de sa paire d'oreilles. Mais c'est tout à fait typique de l'entendre parler sur ce sujet. Où j'ai eu des oreilles semblables nous dit Joe, mais c'est en boxant parbleu, de même qu'on ne peut pas faire d'omelettes sans casser des oeufs, de même c'est dificile de se battre sans en porter les marques, mes oreilles en choux-fleurs et mon nez aplati sont ma plus grande gloire, cela montre au moins que dans mes batailles passées j'ai eu affaire à de rudes adversaires, mais rassurez-vous, j'ignore encore ce que c'est que d'être "knock out", et au sortir d'un combat j'ai bien rarement été le plus endommagé. Naturellement tout cela est dit avec l'accent cockney des Londoniens de faubourg et est d'un comique inénarrable.

Notre Canadien est beaucoup moins communicatif il se borne à dire qu'il est prêt pour demain et que ses amis ne seront pas désappointés. Ben s'est entrainé toute la semaine aux salles du National Sporting Club et est en parfaite condition, s'il est battu il n'aura aucune excuse à offrir, il n'a rien de spécial à faire savoir à personne, les explications il les donnera à Shears, dans le ring, avec ses poings.

Dans une des préliminaires, Kid Harris et Kid Allen se disputeront la suprématie dans la classe de 120 livres, ces deux boxeurs sont en parfaite condition comme tous ceux du reste qui boxent dans les préliminaires au N.S. La direction a en effet décidé de ne mettre au programme que des gens qui ont suivi un entrainement sérieux dans ses salles d'entrainement.

Les autres préliminaires seront réglées aujourd'hui parmi les jeunes qui seront le plus en condition.

Nous avons laissé du grand combat pour la fin pour la raison que beaucoup d'espace y a déjà été consacré et qu'il ne reste plus grand chose à ajouter. On comprend facilement que pour un combat de cette importance, les deux adversaires n'aient rien négligé. Dans une lettre au gérant du N.S.C., Fred MacKay en annonçant son arrivée pour aujourd'hui affirme qu'il est en parfaite condition. Il a, parait-il, été instruit sur la valeur de Grundhoven et se doute bien que le combat de samedi prochain n'aura aucune ressemblance à une partie de plaisir. Le champion belge s'est entrainé pour ce combat avec une ardeur toute spéciale; malheureusement, lui non plus n'est pas très communicatif et ses impressions il les garde pour le soir du combat.

Cette séance a suscité un intérêt immense parmi nos sportsmen, la liste des membres du N.S.C. s'est considérablement allongée de sorte que ceux qui désireraient avoir de bons sièges feront bien de s'adresser immédiatement au bureau du club, chambre 9, bâtisse de la "Presse."

POUR LE TITRE

Paradis, champion du monde des poids-légers, n'a pas hésité un seul instant, dès son arrivé à Montréal, à se mettre à la disposition de tous les lutteurs qui ont des prétentions au championnat

CONTRE TREMBLAY MERCREDI

La signature d'un contrat de lutte en vertu duquel Jean-Baptiste Paradis, champion du monde des poids légers et Eugène Tremblay, ancien détenteur du titre, vont se rencontrer, vient de mettre fin à bien des incertitudes. Que de fois depuis le départ de Montréal du jeune champion, a-t-on posé la question: "Paradis reviendra-t-il ici ? Défendra-t-il son titre contre Tremblay ?" Tous ceux qui doutaient de la crânerie de Paradis sont obligés de s'incliner devant la noblesse du geste qu'il vient de faire : oui, il est revenu à Montréal. Oui, il se mesurera de nouveau contre Eugène. Le match se disputera mercredi prochain au Parc Sohmer et cette fois encore le championnat, y compris la ceinture d'argent de la Police Gazette est en jeu. Par un sentiment de délicatesse qui vaut d'être souligné, J. B. Paradis, après avoir lu le texte du contrat qui règle les conditions du match a prié Eugène Tremblay d'apposer le premier sa signature. "Voulez-vous signer, Monsieur ?" a-t-il dit. "Volontiers, Mademoiselle", a répondu en riant Eugène.

Si pendant la signature du contrat, tout le monde était de bonne humeur il n'en sera sans doute pas de même mercredi prochain, quand il s'agira de lutter. Il est évident que Tremblay va faire des efforts terribles pour reconquérir son titre mais il est certain aussi que le champion est fermement résolu à le défendre énergiquement, que de plus, si Tremblay est en très belle forme, Paradis ne s'est jamais senti plus d'entrain ni en meilleure santé.

Nous connaissons assez les deux hommes pour assurer qu'au cours du prochain match, il ne se fera pas de saletés. Ce sera une lutte scientifique dans toute la force du terme: tous les coups, sauf le collier de force sont autorisés. Ce sera incontestablement le plus beau spectacle athlétique de toute la saison et on s'attend à une affluence énorme de spectateurs.

DANS LE MONDE DU BASEBALL

Cinquante-deux joueurs de baseball ont déjà signé avec la ligue Fédérale. En voici les noms :

LANCEURS

Bob Groom, St-Louis; Edgar Willett, St-Louis; Otis Crandall, St-Louis; Mordecai Brown, St-Louis; Thomas Seaton, Brooklyn; Jack Quinn, Baltimore; George Suggs, Baltimore; Joe Finnernan, Baltimore; Ad. Brennan, Chicago; Claude Hendrix, Chicago; Gene Packard, Kansas City; George Baumgardner, Kansas City; Fred Blanding, Kansas City; F. Falkenburg, Indianapolis; Earl Moseley, Indianapolis; George Mullin, Indianapolis; Russell Ford, Buffalo; George Kahler, Buffalo; Fred Anderson, Buffalo.

RECEVEURS

Mike Simon, St-Louis; Grover Hartley, St-Louis; Art. Wilson, Chicago; William Killifer, Chicago; T. Easterly, Chicago; Rariden, Indianapolis; A. Lavigne, Buffalo.

PREMIERS BUTS

"Hap" Myers, Brooklyn; G. Stovall, Kansas City.

DEUXIEMES BUTS

O. Knabe, Baltimore; W. Louden, Buffalo.

TROISIEMES BUTS

E. Kirkpatrick, Baltimore; "Runt" Walsh, Baltimore; McKechnie, Indianapolis; F. Smith, Buffalo.

AVANT-GARDES

M. Doolan, Baltimore; Al. Bridwell, St-Louis; Joe. Tinker, Chicago; J. Edmond, Indianapolis.

JOUEURS DE CHAMP

Ward Miller, St-Louis; F. Kommers, St-Louis; V. Duncan, Baltimore; Al. Wickland, Chicago; Gus Williams, Kansas City; E. Booe, Indianapolis; E. Kauff, Indianapolis; D. Rousch, Indianapolis; Shear, Indianapolis; V. Campbell, Indianapolis; L. Bonnin, Buffalo; D. Murphy, Brooklyn.

Ottawa, 27 — M. J. Fitzgerald, le président de la Ligue Canadienne, a informé la direction des Ottawa que les difficultés qui ont surgi autour des démarches faites auprès de la Commission Nationale, pour obtenir un meilleur classement, vont être aplanies.

La Ligue Canadienne, qui a modifié son circuit, cette année, en transférant les franchises de Guelph et de Berlin à Erié, Pennsylvanie, et à Toronto réclamait le classement "B".

Ce "saut" de la catégorie "C" à la catégorie "B" était justifié par l'augmentation totale des villes sur le circuit.

Ce meilleur classement comporte des avantages. Mieux classés, les clubs de la Ligue Canadienne auront droit à un plus gros montant d'argent, lorsque l'équipe d'une ligue supérieure voudrait enrôler un bon joueur. Un plus grand prestige est toujours assuré aux clubs du classement "B" qu'à ceux de la catégorie "C".

Comme Toronto est déjà représenté par un club dans la Ligue Internationale, la Ligue Canadienne ne peut compter sur la population de cette ville pour faire valoir ses réclamations auprès de la Commission Nationale.

Le recensement des autres villes où les clubs de la ligue joueront des parties prouveront au plus haut tribunal de baseball que la population requise pour obtenir un meilleur classement n'est pas un leurre mais bien une réalité. L'équipe locale qui jouera à Hull et à Ottawa, se trouve à disputer les parties dans deux villes dont la population réunie dépasse 123,000 âmes.

Il vient d'être décidé que les Ottawa s'entraineront à Chatham. Le conseil de ville de l'endroit s'engage à faire les améliorations voulues au parc civique de cette ville.

Les joueurs qui aspirent à figurer sur l'équipe professionnelle locale seront priés de se rapporter au camp d'entrainement de Chatham le 30 avril prochain.

JOUTES D'EXHIBITION

Washington, 27. — Le club Washington de la ligue Américaine et le Philadelphia, de la ligue Nationale, ont commencé hier une série de trois parties. Le club local est sorti victorieux de la première joute en trimphant par 6 à 1.

Atlanta, 27.— Le New-York, de la ligue Américaine, a défait l'équipe locale par 12 à 3 hier après-midi.

Macon, 27.— Le Saint-Louis, américain a vaincu le club Macon de la ligue Southern, par 13 à 0, hier.

Raleigh, 27. — Le Philadelphie de la ligue Américaine a triomphé du club local par 10 à 1, hier.

Louisville, 27. — Le Chicago, National, a défait le Louisville, de l'Association Américaine, par 6 à 1, hier après-midi.

Art. Griggs, premier but des Montréal, l'an dernier, vient d'accepter l'offre que lui a faite le club Brooklyn de la Ligue Fédérale. Ce club vient aussi de s'assurer les services de Joseph Quirk, ancien "trainer" du club Washington.

Le club Brooklyn vient de retourner aux Toronto de la ligue Internationale le pitcher Herbert. Ce joueur quoique assez capable n'était pas expérimenté pour jouer dans un club de ligue majeure.

AUX ABATTOIRS DE TORONTO

Toronto, 26. — Les arrivages aux abattoirs Union aujourd'hui sont de 356 têtes de bétail, 29 veaux, 1126 cochons et 35 moutons.

Le commerce est tranquille.

BAINS LAURENTIENS, TURCS ET DE NATATION

650 rue Craig Est. Téléphone Est 3500

Bains turcs, 75c; avec lit, $1.00

Bains privés, 25c. Bains de natation, 25c. Garçonnets 15c.

A TOUS

LES Candidats AUX Elections Municipales

Nous avons l'honneur de faire savoir que nous pouvons exécuter tous leurs

Travaux d'Impression

aux conditions

Les plus économiques

Les plus satisfaisantes

ET

LES PLUS RAPIDES.

LE DEVOIR

ATELIER D'IMPRIMERIE

71a rue SAINT-JACQUES

Téléphone : Main 7461

PROGRAMME

RECITAL DE

Piano Automatique Willis

SALLE WILLIS

PIANO AUTOMATIQUE WILLIS

Samedi 28 mars 3 P. M.

1—Morning, Noon and Night, Ouverture . . . . . Suppe
2—Liebeswalzer op. 57 .. Moszkowski
3—Spinning Song, op 81 . . Litolff
4—Wisteria . . . . Logan
5—Elevation op 76 . . . Chaminade
6—Peg O'My Heart . . . . . Fisher
7—An den Fruhling op 43 . . Grieg
8—Lucienne Valse . . A. Desjardins

Admission sur présentation de carte de visite

Voyage d'Etude en Europe

Départ de Montréal, dimanche, 12 juillet 1914, par le paquebot à deux hélices

"IONIAN"

de la ligne Allan

(Les voyageurs seront à Lourdes durant le Congrès Eucharistique)

ON VISITERA

LA FRANCE, L'ITALIE, LA SUISSE, L'ANGLETERRE

Le prix du voyage, durant 51 jours, (tous frais compris) $370

THOS. COOK ET FILS

530 rue Sainte-Catherine Ouest

Montréal

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour Supérieure.—IN RE: ANNIE MOORE & AL., requérants.

Avis public est par les présentes donné que les soussignés ont accepté sous bénéfice d'inventaire suivant autorisation du 17 mars 1914, les successions de feu Lawrence Moore, en son vivant gentilhomme des cité et district de Montréal, et de feu Bridget Brennan, son épouse, du même lieu.

ANNIE MORE.

Néré Lionais, es-qualité de tuteur aux enfants mineurs John & Margaret Moore.

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET, GENEST, BILLETTE & PLIMSOLL, procureurs des héritiers bénéficiaires.

Montréal, 17 mars 1914.

AVIS PUBLIC, est par les présentes donné par la soussignée, Dame ADELAIDE SARAH JONES, des cité et district de Montréal, veuve de feu John Thomas Dwyer, en son vivant commis-voyageur du même lieu, qu'elle présentera à l'un des juges de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, au Palais de Justice, le premier jour de mai 1914, à dix heures et demie de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu, une demande pour être mise en possession des biens du dit John Thomas Dwyer à défaut d'héritiers au degré légal, et toute personne qui peut ou pourrait exercer quelque droit contre la succession ou sur les biens du dit John Thomas Dwyer est requise de présenter sa réclamation devant le juge, le ou avant le jour de la présentation de la dite demande. A. S. JONES, requérante.

Montréal, 26 mars 1914.

AU CONSEIL DE LACHINE

On a procédé hier au conseil de Lachine à la première lecture d'un règlement qui a pour objet de taxer les lieux d'amusements dans la municipalité. Les salles de quilles sont taxées à $100, restaurants, hôtels et salles de dance $100; théâtres et scopes $200; salles de billard, $30. Le règlement sera en vigueur au premier de mai s'il est adopté.

Parmi les 30 demandes pour la position d'évaluateur, le conseil a choisi celles de MM. L. Forest, Fred. Shackel et A. Proulx. Tous recevront un salaire de $500 par année.

L'échevin Carignan a présenté un avis de motion pour faire exproprier les terrains nécessaires à l'élargissement de la rue Saint-Louis.

M. Alex. Dusseault a envoyé une lettre dans laquelle il rétracte les accusations portées contre l'ingénieur civil J. A. Roy, qu'il accusait d'avoir forgé des signatures, dans un rapport fait pour prouver que la propriété de M. Dusseault n'avait pas été endommagée par des travaux publics exécutés près de chez lui.

SOYEZ INGENIEUX

Emile Côté, âgé de 17 ans, comparaissait hier devant le juge Bazin sous l'accusation de vol d'une bicyclette. Côté plaida non coupable et la manière ingénieuse dont il expliqua comment il se faisait que la bicyclette se trouvait en sa possession, lui valut sa mise en liberté. "Ma machine était au réparage, dit, et j'avais pris celle-ci en attendant que la mienne soit prête." Plusieurs témoins vinrent affirmer que Côté était un garçon irréprochable, et le juge le laissa aller.

CANADIAN PACIFIC

TAUX REDUITS

Jusqu'au 15 avril

Vancouver, Victoria, Seattle, Portland, etc $52.95

San Francisco et Los angeles, viâ Chicago $54.00

BUREAUX DES BILLETS: 141-143, St-Jacques Tel. Bell, Main 8125 Hotel Windsor, Gares Place Viger et de la Rue Windsor

GRAND TRUNK RAILWAY SYSTEM

L'"INTERNATIONAL LIMITED"

Le train le plus riche et le plus rapide du Canada

Montréal-Toronto-Chicago, 9 h. matin tous les jours.

BUREAUX DES BILLETS DE LA VILLE 122 rue St-Jacques, coin St-François-Xavier. Tél. Main 6905 Hôtel Windsor. Tél. Uptown 1187, ou Gare Bonaventure, Main 8229

CARTES D'AFFAIRES

ACHILLE DAVID

Entrepreneur électricien, 266 Ste-Catherine Est. Tél. Bell Est 1710. Résidence. Tél. Est 2783

RODOLPHE BEDARD

Expert-comptable et auditeur. Systématiste consultant. Administrateur de successions. Téléphone Bell, Main 3869. Suite 45-46-47,—55 Saint-François-Xavier. Montréal.

COMMANDEZ VOTRE BOIS ET CHARBON A

LA CIE DES COMBUSTIBLES DOMESTIQUES

Angle Carmel et Saint-Denis.. Tél. Saint-Louis 2149. Bon service et courtoisie.

PEINTRES-DECORATEURS

O. M. LAVOIE & PAQUETTE, 691 rue Saint-André, Tél. Est 1412. Demandez nos estimés pour tous vos travaux en peinture, blanchissage, posage de papier-tenture de toutes sortes, etc., travaux garantis et exécutés promptement, prix modéré.

PROFESSEUR DE MUSIQUE.

Leçons de violon et de solfège, cours spéciaux, élèves commençants ou avancés. Prix modérés. Professeur P. Roche, studio 1234 rue Bordeaux Phone Saint-Louis 3494.

HOTELS

J. A. Tanguay, Prop.

HOTEL RIENDEAU

Le Rendez-vous des Canadiens-Français

58-60 Place Jacques-Cartier, Montréal

l'Hôtel des Voyageurs

LE ROYAL GEORGE

9 et 11 rue Desjardins, (en face de l'Hôtel de Ville), Québec, Chambres $1.00 à $2.00. Plans européens et américains. J. O. OCTEAU, Prop.

VICTORIA HOTEL

Québec

H. Fontaine, Prop.

Plan américain. Prix: $2.50 à $3.50. Prix spécial pour les voyageurs de commerce, $2.00 par jour.

REED REALTIES, LIMITED

AVIS est donné au public, qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1914, constituant en corporation MM. Eratus Edward Hovard, avocat et conseil du Roi, Jacob De-Witt, avocat, Henry Charles McNeil, comptable, et Wilbert Harvard Howard, étudiant en droit, tous de Montréal, et Orville Sievwright Tyndale, étudiant en droit, de Westmount, district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail, ou autre titre légal, posséder, tenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, ou autrement faire commerce et mettre à profit, vendre, louer, échanger, ou autrement, céder et disposer d'immeubles, limites à bois, concessions de pulpe, eau et autres pouvoirs, et autres propriétés mobilières et immobilières de tous genres, ainsi que les droits aux dites propriétés;

Explorer les mines et minéraux;

Faire toutes sortes d'opérations par lesquelles, la terre, le roc ou les pierres peuvent, dans le but d'extraire un minéral quel qu'il soit, fut-il miné, déterré, soulevé, lavé, fondu, épuré, écrasé ou traité de toute autre manière, rendre tels minéraux vendables par tous les moyens quels qu'ils soient, vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder, détourner des mines, terrains minéraux, droits de mines, droits de préemption, ou tous autres intérêts y attachés, inventions mécaniques, droits patentés d'inventions, ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits patentés ayant rapport à ce que ci-dessus mentionné;

Faire dans toutes ses branches le commerce de bois de pulpe, bois, bois de construction, ou tout autre commerce comme manufacturiers, marchands ou autrement, que la compagnie jugera convenable en rapport avec ce que ci-dessus ou, en état de rehausser, directement ou indirectement la valeur des propriétés et droits de la compagnie;

Entrer en société ou, tout autre arrangement pour partage des profits, union des intérêts, co-opération, hassard conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée dans, ou près de faire ou s'engager dans des affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée de faire ou s'engager dans toutes affaires ou transactions susceptibles d'être conduites, directement ou indirectement, au bénéfice de la compagnie; de prendre ou autrement acquérir des actions et garanties de telle compagnie, de vendre, posséder, ré-émettre, avec ou sans garantie, ou autrement faire le tel commerce que ci-dessus;

Faire tout arrangement avec un gouvernement ou autorité municipale, locale ou autre, pouvant servir les vues de la compagnie ou l'une ou l'autre, et obtenir de tel gouvernement ou autorité, les droits privilèges et concessions que la compagnie croirait devoir obtenir; faire exercer et s'accommoder avec tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Placer et faire affaires avec les argents de la compagnie, non immédiatement requis de telle manière qui peut être de temps en temps déterminée;

Emettre des actions payées, coupons ou debentures ou autres garanties pour le paiement soit total ou partiel de propriétés, réelles ou personnelles, meubles ou immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions lesquelles, cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou échange pour actions, coupons, débentures ou autres garanties de toute autre compagnie, faisant semblables affaires ou incidentes à celles de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie, pour services rendus ou à être rendus dans ou pour la formation ou promotion de cette compagnie ou la gérance de ses affaires;

Retirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, comptes d'échange, brevets, et autres effets transportables et négociables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou autre partie pour telle considération que la compagnie croira devoir et en particulier des actions, débentures ou garanties de toute autre compagnie, ayant les mêmes buts, en tout ou en partie à ceux de cette compagnie;

Faire toutes et chacune des choses ci-dessus comme contracteurs, agents ou autres, ou par l'intermédiaire d'agents ou autrement soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Distribuer par dividende ou autrement, toute propriété de la compagnie, en espèces ou effets, parmi les membres, et particulièrement les actions payées débentures ou stocks, débenture de toute autre compagnie;

En général, faire toutes choses nécessaires et convenables pour accomplir et atteindre les buts ci-dessus mentionnés lesquels pourront être en tous temps au bénéfice de la compagnie, mettre en opération tout industrie, métier, ou entreprise que la compagnie se croira en état de faire connexion avec ce que ci-dessus, et lesquels pourraient rehausser la valeur, ou rendre profitables les propriétés et droits de la compagnie;

Chaque pouvoir accordé en vertu de l'un ou l'autre des paragraphes ci-dessus ne devra pas être limité ou restreint à la référence ou inférence de tout autre paragraphe, sous le nom de "Reed Realties, Limited", avec un capital-actions de cent mille piastres ($100,000.00) divisé en mille (1000) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 6 mars 1914.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

McLENNAN, HOWARD & AYLMER,
Avocats des requérants.

COURRIERS PROVINCIAUX

(Des correspondants du " Devoir ")

VILLE DE QUEBEC

LA COMMISSION IMPERIALE.

Québec, 27. — M. Théo. Levasseur, secrétaire de la Chambre de Commerce de Québec, a été informé par M. O'Hara, député ministre du Commerce, que la commission impériale qui s'occupe de recueillir des informations sur le commerce et les relations des différentes parties de l'Empire viendra à Québec dans le cours de l'été. La Commission est présidée par Sir Edward Vincent.

LES DEMANDES AFFLUENT.

Québec, 27. — La commission du Havre a reçu plusieurs applications pour la position de maître du port laissée vacante par la mort de M. Sullivan. Le choix ne sera probablement pas fait avant quelque temps car la commission désire s'assurer les services d'un homme absolument qualifié pour remplir cette position.

LES EXPOSITIONS PROVINCIALES.

Québec, 27. — Une délégation du conseil municipal de la chambre de commerce et de la compagnie de l'exposition de Sherbrooke est venue rencontrer, hier, le maire Drouin et les membres du conseil pour discuter le changement de date de l'exposition provinciale. Les membres du Conseil reçurent les délégués dans les salons du maire avec les commissaires de l'exposition. Après avoir entendu les arguments de la délégation, le maire déclara que le conseil avait résolu d'endosser l'attitude de la commission de l'exposition et de maintenir la décision qu'elle avait prise de tenir l'exposition dans la première semaine de septembre, et en conséquence il n'y aura aucun changement.

LA FABRIQUE J. B. BLOUIN.

Québec, 27. — La manufacture de chaussures de J. B. Blouin, de Lévis, sera transportée à Sherbrooke l'an prochain. La compagnie a accepté définitivement les offres alléchantes de la Reine des Cantons de l'Est et recevra pour s'établir là-bas un bonus de $15,000 de la ville de Sherbrooke et de $5,000 de la Cie d'Immeubles de Sherbrooke-Est; une exemption de taxes pour 10 ans sujette à renouvellement et de vastes terrains gratuits. La manufacture Blouin donne de l'emploi à 150 personnes et un mouvement est sur pied à Lévis pour chercher par des offres non moins alléchantes à garder cette importante fabrique.

Le conseil municipal de Lévis a voté hier la somme de $50 pour l'érection du monument Cartier, à Montréal.

OTTAWA-HULL

FAUSSE MONNAIE.

Ottawa, 27. — Les conducteurs des tramways se plaignent depuis quelque temps de la grande quantité de mauvais argent qui est déposé dans les boîtes collectives. Il y a actuellement une grande quantité de ces fausses pièces dans la ville. Les hôteliers se plaignent eux aussi de recevoir très souvent de ces fausses pièces. Les autorités de la police ont été averties.

LE GENIE MILITAIRE.

Ottawa, 27. — Une école de génie militaire serait ouverte sous peu d'après les ordres du département de la milice. Les cours commenceront le 6 avril prochain.

LA PASSION D'OBERRAMMERGAU.

Ottawa, 27. — Samedi soir au couvent de la rue Rideau sous les auspices de l'Institut Canadien, Mlle Germaine Greterin, professeur au Victoria Collège de Montréal, donnera une conférence. La conférencière parlera de "La passion d'Oberrammergau". Le sujet sera accompagné de projections lumineuses.

GRIEVEMENT BRULEE.

Ottawa, 27. — Un singulier accident est arrivé hier après-midi à Mlle Bertha Bernier, 49 rue Laurier Est. Le frère de la jeune fille avait apporté de la maison un paquet acheté à un encan, contenant entre autres choses un petit sac de poudre que la fillette jeta au feu. Une explosion se produisit aussitôt qui mit le feu aux vêtements de la fillette. La malheureuse se lança dans la rue en criant. Elle fut secourue par un pompier qui passait et qui parvint à éteindre les toute hâte. On espère qu'elle survivra.

DE RETOUR.

Ottawa, 27. — Le Dr J. L. Chabot, député d'Ottawa au Fédéral, est de retour depuis hier d'un voyage aux Bermudes où il était allé passer quelques semaines dans l'intérêt de sa santé. M. Chabot revient parfaitement rétabli.

LES TRAVAUX PUBLICS.

Ottawa, 27. — L'ingénieur Currie vient d'envoyer au bureau des commissaires une lettre dans laquelle il se plaint du peu d'argent mis à la disposition du département des travaux publics de la ville. Les travaux qui s'imposent dans le cours de l'été requièreraient le double des subsides accordées. Nombre d'échevins ont déjà exprimé leur mécontentement à ce sujet.

LES ASSISES.

Hull, 27. — La session de mars des assises s'est terminée hier après-midi. Dix-sept causes ont été entendues. C'est un record pour la cour d'avoir expédié une cause par jour. Onze accusés ont été trouvés coupables.

MM. Devlin et Parent représentaient la couronne.

UN BUREAU DES POIDS.

Hull, 27. — Une délégation de la Chambre de Commerce composée de M. J. Gravelle, président de la chambre, de l'échevin Thibault, et de l'ingénieur Laforest, se rendra demain après-midi auprès du ministre du Revenu de l'Intérieur, M. B. Nantel, pour lui demander d'appuyer auprès de ses collègues la demande de la ville au sujet de l'établissement d'un bureau des poids et mesures.

ONTARIO

LA DETTE ACTUELLE.

Carleton, 27. — Le conseil du comté de Carleton a tenu hier après-midi une importante assemblée. Le rapport financier du trésorier a été discuté longuement. La dette du canton s'élève à $52,000 à l'heure actuelle.

Le conseil a passé une résolution de félicitation au ministre de la Milice, le Col. Sam Hughes, pour le choix qu'il a fait du canton de Carleton pour l'établissement du nouveau et du plus beau champ de tir du Canada. Le département de la milice a fait en outre construire cinq milles de chemins macadamisé pour se rendre au champ de tir. Le conseil du canton se rendra auprès du ministre pour lui demander de faire continuer ce chemin au delà du champ de tir.

PROTECTION DES PLANTES

LES BOTANISTES FOURNISSENT D'EXCELLENTS RENSEIGNEMENTS.

La société du Québec pour la protection des plantes tenait, hier, son assemblée annuelle au collège Macdonald. Elle fut présidée par le président lui-même, M. W. Lockhead. Assistèrent et prirent la parole: Francis E. Lloyd, professeur de botanique à l'Université McGill; J. C. Chapais, du département de l'industrie laitière du gouvernement fédéral; le Frère Victorin, du collège de Longueuil; J. Wm. Eavesham, Agt. Gilson, J. A. Beaulieu, W. P. Fraser, F. W. Llaz, assistant-entomologiste à Ottawa; P. J. Bryce, E. M. Duporte et J. Vandeilleck, de Macdonald.

L'assemblée était attendue, et l'on peut dire que ce fut un véritable succès. Les travaux qui y furent lus seront publiés en brochure par le gouvernement de Québec.

BAGARRE CHEZ LES POLONAIS

Une bagarre sanglante s'est déroulée hier soir, dans une maison de Polonais tenue par un nommé Kagelan Mikoboski, au No 11 de la rue Clark. Deux jeunes gens, Wasela Powuska, 20 ans, et un nommé Wala, 20 ans, se prirent de querelle après avoir fait maintes libations. On en vint vite aux coups et bientôt Powuska tombait baignant dans son sang. Son adversaire prit la fuite avant que personne n'eut songé à l'arrêter.

Aux cris poussés par le maître de pension le constable Dubois accourut ; il trouva le blessé étendu sur le plancher, avec deux blessures à la tête et une à la poitrine, mais l'agresseur est resté introuvable.

Le lieutenant Ainey, du poste central, informé du drame, dépêcha sur les lieux les constables Lessard, Bouchard et Ledoux ; l'ambulance de l'hôpital Général fut mandée et le blessé transporté à cette institution. Les médecins déclarent que la blessure à l'abdomen est grave ; celles faites à la tête ne présentent pas de danger.

LE " SOLEIL " POURSUIVI

M. T. C. CASGRAIN POURSUIT L'ORGANE QUEBECOIS EN RECLAMATION DE DOMMAGES-INTERETS POUR LA SOMME DE $950.

A la suite de certains articles parus dans le "Soleil" de Québec, depuis le scandale Mousseau et qui, au dire du demandeur, sont libelleux, M. Tom Chase-Casgrain, C.R., vient d'intenter une action en dommages de $950 contre ledit journal.

Le "Soleil" prétend M. Casgrain, aurait déclaré dans ses colonnes que le demandeur avait conspiré contre le gouvernement Gouin et le parti libéral, parce que le fameux bill de la Montreal Fair Association a été rédigé dans les bureaux de M. Casgrain.

Quoique les prétendus articles libelleux aient été publiés depuis l'Affaire, M. Casgrain s'offusque particulièrement d'autres articles depuis la victoire de M. Tessier.

Il y a quelques mois, le conseil municipal de Lachine réduisait à quatre le nombre des licences d'hôtel qui jusque-là avait été de huit. Les quatre personnes dont les licences furent retranchées sont MM. E. Léger, A. Clément, N. Desrosiers et E. Beauregard. Ces derniers viennent de présenter une requête en Cour Supérieure, pour annuler la résolution du conseil.

BREF DE PROHIBITION ACCORDE

M. le juge Beaudin a permis, hier, l'émission du bref de prohibition demandé par M. Julien Therrien pour empêcher la Commission scolaire catholique de Montréal de rendre public le rapport soumis par le juge Wilfrid Mercier sur l'achat d'un terrain pour la construction d'une école, à la Longue-Pointe.

M. Therrien demandait au tribunal de défendre au surintendant de l'instruction publique, au juge Mercier et à la Commission scolaire catholique de rendre le rapport public. En accordant la permission démission d'émettre le bref, le président du tribunal a déclaré qu'il accordait cette permission conformément aux conclusions de la requête, de sorte que l'émission du bref empêchera ces deux personnages et la commission de publier le rapport tant que la cause n'aura pas été entendue et jugée d'une manière finale. Les considérants du jugement de M. le juge Beaudin se lisent comme suit: "La cour constate que les prétentions émises par les parties en cause sont sérieuses et méritent d'être étudiées au mérite après contestation régulière, sans aucunement préjuger les droits des parties. Le tribunal permet, selon les conclusions de la requête, l'émission du bref de prohibition demandé, qui sera rapportable dans les délais légaux." — Ces délais sont de six jours après la signification du bref.

M. S. D. Vallières, par le ministère de son avocat, Me Saint-Germain, vient de présenter une requête demandant un bref de prohibition contre "Le Bulletin", à propos d'un certain article paru dans ce journal où il est dit que le demandeur participe irrégulièrement à la présente campagne municipale.

BIBLIOGRAPHIE

"Faites un roi, sinon faites la paix", dit M. Sembat. M. Maurras, plus bref et plus péremptoire, dit : "Faites un roi". Ce livre répond aux deux thèses. Il est un point sur lequel Maurras et Sembat s'entendent admirablement: c'est l'incapacité du régime que nous subissons. Il faut le changer sous peine de périr. Il n'est pas d'autre solution, car celle de Sembat: s'allier à l'Allemagne — M. de Montpezat le montre excellemment — ce serait encore la guerre sous une autre forme, et l'absorption ou une tyrannie intolérable. Alors ! alors "faites un roi", dit M. Maurras. L'auteur, qui est républicain, croit qu'une restauration monarchique, même si elle aboutissait, n'aurait qu'une durée éphémère parce que l'esprit public n'est plus ou n'est pas encore acquis à cette idée ; il propose donc, tout en gardant la forme républicaine, de la modifier de telle sorte qu'elle soit, comme principe d'autorité, l'équivalent d'une monarchie. Et si l'expérience faite n'aboutit pas, l'auteur ne cache pas la solution inscrite en tête de son livre: "le Roi de France plutôt que le roi de Prusse !"

Cet ouvrage, d'un haut intérêt et fortement pensé, mérite éminemment l'attention à l'approche des élections. On sait que déjà un certain nombre de candidats ont inscrit dans leur programme la révision de la constitution dans le sens indiqué par l'auteur. Le faible de la thèse est seulement qu'on n'indique pas au juste quel changement dans la constitution nous assurerait le bénéfice de la tradition de la force, de la continuité et de l'unité.

(La "Croix" de Parix.)

ELECTIONS EN JUIN

ON PARLE BEAUCOUP, EN ANGLETERRE, D'UNE DISSOLUTION PROCHAINE DU PARLEMENT.—LA SITUATION CREEE PAR LA DEMISSION DU GENERAL FRENCH.

Londres, 27. — La situation politique continue à être des plus graves. La démission du général sir John French, chef de l'Etat-Major Impérial, et du général sir John Spencer Eward, membre du Conseil de l'armée, provoque les commentaires les plus vifs. On critique vertement le premier ministre Asquith pour avoir refusé la démission du colonel Seely, et l'opinion générale est que le secrétaire d'Etat à la Guerre doit s'en aller. Le général French a dit carrément qu'il ne continuerait pas à servir sous les ordres de Seely.

Les esprits sont très montés et on peut s'attendre à tout. Ce qui remettrait les choses au point ce serait la dissolution du parlement. Aussi parle-t-on beaucoup d'élections générales pour le mois de juin.

LA REPUBLIQUE POUR L'ANGLETERRE

Un des rédacteurs du "Financial News" déclare que, partout dans la ville, on pense que le premier ministre Asquith prépare un coup d'Etat. On croit qu'il veut faire renaître l'idée d'une république en Angleterre, idée qui avait cours il y a quarante ans. On prête ces intentions à M. Asquith du fait que le roi Georges ne possède pas l'autorité de sa grand'mère ni la puissance de domination de son illustre père. On dit que, bien que le roi Georges soit encore jeune sur le trône, il y a une bonne occasion de préparer un coup d'Etat qui placerait à la tête des affaires un président dont le nom est connu du peuple. Il serait assisté d'un vice-président connu lui aussi. Le rédacteur du "Financial News" ajoute que M. Asquith n'est pas étranger à toutes ces conjectures.

LORD KITCHENER APPELE

Une des rumeurs en cours dans les cercles politiques est le rappel d'Egypte de lord Kitchener. Il serait chargé de remplacer le général French au War Office et de rétablir la discipline dans l'armée. On dit aussi que M. Asquith demandera à M. John Burns, actuellement ministre du commerce, de remplacer le colonel Seely au secrétariat de la Guerre. Le colonel Seely irait au département des affaires coloniales.

C'est la difficulté que M. Asquith éprouve à faire ces changements dans son cabinet qui a retardé les déclarations qu'il avait promises à la Chambre pour hier soir.

On porte beaucoup d'intérêt aux entrevues journalières entre Lloyd George et James Ramsay MacDonald, député ouvrier indépendant. On croit en certains quartiers qu'on prépare une nouvelle coalition des partis libéral et ouvrier.

MANIFESTATION CONTRE LE "HOME RULE".

Londres, 27. — Un appel spécial vient d'être fait par l'un de nos plus influents courtiers, M. Lloyds, de la halle au blé, aux membres de la bourse, à tous les commis en général, et aux citoyens de prendre part, samedi après-midi, le 4 avril, à la manifestation qui se fera à Hyde Park contre le Home Rule.

ATTAQUE ET VOLE

M. Michel Bélanger, de Québec, a été attaqué par des voleurs, hier soir, au coin des rues Vitré et Cadieux. M. Bélanger s'est fait enlever une montre en or et $50 en argent.

Après s'être fait panser à l'hôpital Notre-Dame, M. Bélanger est allé déposer une plainte au bureau des détectives.

A LA COUR JUVENILE

Deux jeunes garçons, l'un de 15 ans et l'autre de 10 à peine, ont comparu, hier, devant le juge Choquet, en cour juvénile, pour vol. Les jeunes voleurs avaient en leur possession plusieurs des outils classiques du cambrioleur.

La sentence a été remise.

CAMBRIOS AMATEURS DE SPORT

Des cambrioleurs ont pénétré avec effraction, hier soir, dans le magasin de M. A. E. Bregent, marchand d'articles de sport, et y ont volé pour plusieurs centaines de dollars. La police informe.

ACQUITTE AUX SESSIONS

Narzal Durocher, accusé de vol, a été acquitté par le juge Bazin, hier, en cour des sessions spéciales.



C'est le meilleur petit cadeau à promettre parce qu'il est le moins cher et le plus facile à avoir. Vous en profiterez, vous même. Il fait du bien aux grandes personnes tout comme aux enfants.

Cette rafraîchissante feuille de menthe conserve et éclaircit les dents, renforcit et facilite la digestion — donne un bon appétit et purifie l'haleine. Elle coûte moins d'un cent le morceau si

VOUS L'ACHETEZ A LA BOITE

--- chez tout marchand. Elle se tient fraîche jusqu'à ce qu'on s'en serve. Chaque boîte contient vingt paquets.

Faite au Canada

Assurez-vous si c'est la Wrigley

Mâchez-en après chaque Repas

Assurez-vous si c'est la Wrigley.

Wm. Wrigley Jr. Co. Ltd
7, rue Scott. Toronto, Ont

AVIS SPECIAL.

Les abonnés qui ont à déménager le ou vers le 1er Mai sont requis d'envoyer leur ordre en détail, au plus tôt, afin d'éviter que leur service soit interrompu.

Des blancs ou formes d'ordre de déménagement sont inclus à la fin de l'almanach des abonnés, veuillez les remplir et maller sans plus de retard.

R. F. JONES, - - Gérant,

La Compagnie Canadienne
DU TELEPHONE BELL.

FEUILLETON — DU — "DEVOIR"

FEUILLETON — DU "DEVOIR"

Le Chemin de Ronde

PAR

Jeanne de Coulomb

36

(Suite)

Le jeune enseigne se redressait en disant cela: il y avait en lui une telle fierté et, en même temps, une telle simplicité que Mlle Sabine en fut émue.

—Vous méritez de réussir, dit-elle. J'aime ceux qui ne sont pas dans la vie une épave que le flot roule, mais bien de hardis nageurs qui, vaillamment, essayent de lutter contre le courant contraire. Je souhaite que vous réussissiez, même aux dépens de vos plus chères espérances, car, je ne vous le cache pas, la marquise ne cèdera jamais...

—Cependant, si un jour, je lui prouvais qu'elle s'est trompée, qu'elle a méconnu mon frère...

Même ce jour-là, je ne sais pas si elle reviendra sur sa décision... Elle n'aime pas à rebrousser chemin.

—Je ne vous demande pas de parler de moi à Mlle de Canteloube. Il vaut mieux qu'elle ignore la vérité... Pourtant, si, à propos de mon départ, vous la voyiez s'en étonner, en rechercher le véritable motif, serais-je indiscret en vous priant de me défendre, d'assurer que tout s'est passé en dehors de moi?

—Si elle me parle de vous, je vous promets de mettre les choses au point... Mais ne m'en demandez pas davantage; je ne saurais aller plus loin dans cette voie.

—Je le comprends, mademoiselle, et je n'insisterai point. De mon côté, je trouverais indélicat de m'adresser à Mlle de Canteloube à l'insu de sa mère. Je me suis cru si près du bonheur. La chute est douloureuse...

L'institutrice s'était levée.

—Je prierai pour vous, murmura-t-elle. Dans votre livre, vous avez parlé en termes exquis de ce Simon de Cyrène qui, au retour d'une rude journée de travail, rencontre Jésus et se voit réquisitionner par les soldats pour aider la divine Victime à porter sa croix... "Dans la vie, il en est de même, remarquez-vous. Nous passons à côté d'une douleur. Elle nous arrête et nous force à la partager. Peut-être trouvons-nous d'abord l'obligation pénible, excessive, mais si nous allons jusqu'au Calvaire en compagnie de l'âme douloureuse nous nous apercevons, comme dut s'en apercevoir Simon le Cyrénéen, que Celui que nous avons aidé n'est pas un homme, un simple condamné de la justice humaine, mais Dieu lui-même, car Dieu est au fond de toutes les douleurs terrestres. Il ne s'agit que de l'y chercher." L'auteur, qui a pensé ces choses, mérite bien qu'avec lui on gravisse la Voie sacrée.

Yves serra fortement la main de Mlle Sabine.

—Ah! balbutia-t-il, votre visite m'a fait du bien. J'ai traversé de telles heures de découragement... Si j'avais pu monter au presbytère encore... Mais non, la porte en est fermée... Et j'avais besoin cependant de confier ma peine à quelqu'un.

—Ayez bon courage... Espérez, quand même... Et surtout, je vous le répète, n'en veuillez pas à celle qui cause votre peine. Rappelez-vous les paroles de Notre-Seigneur sur le Calvaire: "Mon Dieu, pardonnez-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font".

—Je m'y efforcerai, mademoiselle.

Ils se séparèrent. L'enseigne voulut se remettre au travail: il ne put y parvenir. Entre lui et la page commencée passait une mêlée confuse d'idées. Toujours, il croyait entendre le bruit sourd et profond d'un lourd vantail qui se referme.

Le soir, à l'heure des étoiles, il était si obsédé par cette impression que, pour la chasser, il dut descendre sur le perron où la Chambarette prenait le frais en récitant son chapelet.

Le bourg s'endormait. On n'entendait plus que le bouillonnement de la chute du moulin. Çà et là, une lampe électrique mettait aux murs gris un gros oeil lumineux. L'une d'elle appatenait à une vieille maison du bord de l'eau; elle traçait dans la rivière son reflet brisé et tremblotant qui éclairait un escalier extérieur dont le courant rapide léchait les derniers degrés.

—Cet escalier ne doit servir qu'aux gens qui désirent se baigner ou laver leur linge, remarqua Yves pour dire quelque chose, amorcer la conversation.

—Il a servi à bien autre chose, dans les temps! déclara la Chambarette en faisant voltiger les ailes de son barbichet. J'ai entendu raconter l'histoire à ma grand'mère qui était toute jeune alors... C'était vers 1830: un soir, au retour d'un bal, deux garçons du pays, le fils du charron et le fils du boucher se prirent de querelle au sujet d'une jeune fille qui préférait le premier... Sur la route qui monte au château, le boucher tua son rival et, pour se débarrasser du corps, comme il habitait la maison que vous voyez là-bas, il le traîna par l'escalier jusque dans la rivière qui l'emporta... On ne découvrit le cadavre que quelques jours plus tard, et l'histoire fit grand tapage... D'abord, on crut que le charron s'était suicidé... Mais une vieille femme avait tout vu de derrière sa fenêtre... Elle vint témoigner en justice, et les gendarmes se disposaient à arrêter le coupable lorsqu'on apprit que son cheval, qui était très vif, l'avait jeté par terre dans la descente de l'église. Comme mon pauvre Aubin plus tard, il s'était fracturé le crâne... Et bien des gens, qui ne croyaient guère, ne purent s'empêcher de voir dans cette fin misérable un coup de la justice divine... Ah! ce tournant, quand je vous dis qu'il a tué plus de gens que le choléra!...

Pourquoi ce récit, vieux de quatre-vingts ans et plus, troublait-il à ce point le jeune enseigne? Il était incapable de le dire, mais il ne put l'écouter d'une oreille indifférente, et tout ce que lui conta ensuite la Chambarette glissa inaperçu, sans même parvenir à ses oreilles.

Ces deux jeunes gens, se disputant, la nuit, au sujet d'une jeune fille que chacun d'eux courtisait, lui rappelait d'une façon trop précise la scène qui, sans cesse, s'offrait à ses yeux.

Une idée nouvelle était entrée dans son esprit à la suite de cette courte phrase: "Le boucher tua son heureux rival."

Non, c'était impossible, tout ardent, tout emporté que fût Lodoïs, il n'avait pas fait cette chose horrible de vouloir précipiter son camarade dans le vide pour s'en débarrasser, l'écarter à jamais de son chemin.

Et cependant, Christian était blessé au poignet. Mlle Sabine l'avait affirmé... Il prétendait s'être éraflé au mur du rempart, mais n'avait-il pas lutté, et n'était-ce pas au cours de cette lutte que Lodois avait perdu l'équilibre ?

Si la marquise connaissait la vérité, on comprenait qu'elle repoussât avec horreur toute idée de mariage entre la soeur de Lodois et le frère de Christian ?

Mais alors pourquoi conservait elle cette attitude agressive, hautaine ?

Pourquoi son front ne se courbait-il pas davantage ?

Etait-ce pour donner le change, pour que personne ne soupçonnât la culpabilité de son fils ?

A noircir de la sorte la figure souriante de Lodois, Yves éprouvai un véritable malaise. Il se demandait si un jeune homme élevé dans un milieu chrétien et ayant subi la rude, mais très noble formation d'officier, pouvait, en un instant, se ravaler au rang de la brute, perdre toute possession de soi-même.

Et cependant...

La lumière de la vieille maison s'éteignit tout à coup, Yves ne distingua plus le vieil escalier qui descendait à la rivière, et il lui sembla que, dans son esprit, tout retombait aussi dans la nuit.

Il se leva.

—Bonsoir, Chambarette, jeta-t-il, je remonte chez moi!

—Vous faites bien, monsieur, car j'entends des voix dans le haut du bourg; ce sont les Clarinvaux qui descendent pour chercher les journaux du matin qu'apporte le train du soir. Vous n'en auriez pas fini de sitôt avec eux... Le monsieur peintre voudrait, sans doute, vous emmener chez les Rigaudie pour y faire sa partie de billard. Il est toujours à la recherche de quelqu'un de bonne volonté...

Yves ne se sentait pas d'humeur à lutiner les billes d'ivoire, sous les raisins de carton et les pavillons multicolores qui plafonnaient le café de l'hôtel du Commerce, encore moins de croiser le fer avec Paulette et Stéphanie. Il se hâta donc de se perdre dans l'obscurité de l'escalier de bois.

(A suivre)

TEMPÉRATURE

Bulletin d'après le thermomètre de Hearn et Harlson, 35 rue Notre-Dame Est. R. de Mesle, gérant.

Aujourd'hui maximum 45
Même date l'an dernier 32
Aujourd'hui minimum 39
Même date l'an dernier 28

BAROMETRE

8h. matin, 30.18; 11h. matin, 30.18; midi, 30.17.

DEMAIN

Nuageux. Pluie probable.

(Service de la Presse Associée)

Toronto, 27. — Il a plu dans la majeure partie de l'Ontario hier. La température se maintient très basse dans les provinces de l'Ouest On annonce plus froid pour demain, dans tous le pays.

SAMEDI, 28 MARS

Saint-Jean Damascène, confesseur et docteur.
Lever du soleil : 5 heures 52.
Coucher du soleil : 6 heures 21.
Lever de la lune : 6 heures 10.
Coucher de la lune : 7 heures 38.

LA BROCHURE DE M. BOURASSA

La demande pour la brochure de M. Bourassa : *English and French*, a été si considérable que l'on doit faire un nouveau tirage.

Rappelons que le prix est de 5 sous l'exemplaire, 50 sous la douzaine, $1.00 les 25 exemplaires.

Ne pas oublier d'ajouter 2 sous l'exemplaire pour expédition par la poste.

M. SMITH ET M. BOURASSA

Nous sommes forcément contraints de remettre à demain une correspondance échangée entre MM. R. C. Smith et Henri Bourassa.

UN ARTICLE DE M. JOHN BOYD

Nous publierons demain un article anglais de M. John Boyd sur la brochure de M. Henri Bourassa.

M. J. C. WALSH EN ANGLETERRE

M. J.-C. Walsh, l'ancien rédacteur en chef du *Herald*, part demain pour l'Angleterre. Il y suiva les péripéties de la crise politique.

FEU L'ABBE LUC A. GRACE

Philadelphie, 27. — M. l'abbé Luc A. Grace vient de mourir au presbytère de Saint-Vincent de Paul, à Germantown. Il était malade depuis longtemps. Il était âgé de 60 ans. Pendant 28 ans, l'abbé Grace fut professeur d'anglais et de théologie à l'université de Niagara. Depuis quelques années, il organisait des missions catholiques dans les différentes parties du pays.

LE "BECK'S WEEKLY"

Dans le numéro d'aujourd'hui, le Beck's Weekly annonce qu'il interrompt la publication de son journal d'ici la fin des élections municipales, pour qu'on ne prétende pas qu'il s'en sert comme argument électoral. M. Beck donne aussi la nomenclature des prétendues visites de M. Crépeau aux agents des Burns. Il affirme aussi que M. Crépeau a reçu, non pas un seul cent dollar, comme il l'a admis, mais deux cents dollars, c'est-à-dire $100 en deux occasions différentes.

AU PARLEMENT MODELE

La séance d'hier soir, au Parlement Modèle a été plutôt calme. Les orateurs MM. Ladouceur, Vautrin, Labelle, Lacroix, Cossin et Nantel, adressèrent, tour à tour, la parole, devant une belle assistance.

POMPIER PROMU

Le pompier Joseph Mercier, de la caserne centrale, vient d'être promu au grade de lieutenant et sera de service au poste No 26 dans le district du sous-chef Dagenais.

SIR RICHARD McBRIDE

(Service de la Presse Associée)

Victoria, Colombie Anglaise, 27 — Un politicien éminent a déclaré qu'il n'en tenait qu'à sir Richard McBride d'avoir le poste de Haut Commissaire Canadien à Londres. Il a été même jusqu'à dire que sir Richard avait sa commission en poche depuis quelque temps.

M. MARTIN A VILLE SAINT-PAUL

M. Médéric Martin, candidat à la mairie tiendra une assemblée ce soir à la Ville Saint-Paul, dans l'ancien hôtel de ville. Le candidat sera accompagné de MM. L. J. Gauthier, J. D. Fournier, M. Montmarquette et Lacroix.

FEU MME C. TESSIER

Québec, 27 — Mme Cyrille Tessier, née Apolline Mackinzie, épouse du notaire Tessier, président de la Caisse d'Economie, est morte ce matin, à l'âge de 68 ans.

M. A. GRENIER

Québec, 27 — M. J.-Antonio Grenier, secrétaire du département de l'Agriculture, a été nommé permanent à la dernière séance du Cabinet.

MEDERIC MARTIN

Au Monument National

Il y aura une grande assemblée demain soir, samedi, au Monument National, en faveur de M. Médéric Martin.

M. Martin sera accompagné de M.L.J.Gauthier et de plusieurs autres orateurs. (1)

DEBAT SUR LE FRANÇAIS A LA CHAMBRE D'ONTARIO

BECK AUX ASSISES

QUELQUES TEMOINS SONT ENTENDUS SUR LA PLAINTE DE M. O'CONNELL ET L'EXAMEN VOLONTAIRE DE L'INCULPE EST FIXE A HUITAINE PAR LE JUGE LEET.

M. CREPEAU NIE.

L'enquête dans la cause de M. Edward Beck, accusé de libelle par l'échevin O'Connell, a eu lieu ce matin devant le juge Leet. Les témoins entendus sont l'échevin O'Connell, MM. Jos. Johnston, Charles Benoit et Jules Crépeau.

M. l'échevin O'Connell nie absolument ce qui est dit dans l'article en question et déclare n'avoir jamais autorisé M. Crépeau à dire ce qu'on lui fait dire.

M. Johnston a lu l'article et déclare que pour sa part il le trouve libelleux, de nature à faire du tort à l'échecin O'Connell.

M. Jules Crépeau est le témoin le plus important. Il est interrogé par les deux avocats, Me Alban Germain pour la poursuite, et Me Creelman pour la défense.

Me Germain : "Que pensez-vous de l'article de M. Beck ?"

—"C'est un article absolument faux, rempli de conversations fausses, tronquées, injurieuses. J'ai eu pendant six mois six détectives de l'agence Burns à mes trousses."

Me Creelman :

"Le 20 décembre 1913, dans l'édifice Duluth, avez-vous consenti à l'offre de M. Sampson de recevoir de Martin et Cie un salaire de $3,500 ?"

—"Non, jamais !"

Aussitôt après cet interrogatoire, l'examen volontaire fut fixé au 2 avril, ce qui veut dire que M. Beck sera envoyé devant la cour d'assises.

LA BATAILLE DE TORREON

FEDERAUX ET CONSTITUTIONNALISTES RECLAMENT LA VICTOIRE.

(Service de la Presse Associée)

Juarez, Mexique, 27 — On ne peut savoir au juste qui est victorieux à Torreon. Certaines dépêches annoncent la victoire des troupes fédérales ; d'autres proclament les hauts faits du général Villa et la mise en déroute des troupes du gouvernement.

Villa vient d'envoyer un court message. Il ne fait aucune allusion à ses bonnes fortunes. Il se contente de demander l'envoi immédiat de Juarez d'un monoplan militaire et la reconstruction des voies de chemin de fer dans le sud. La dépêche est datée de Gonez Palacio et il est à présumer que le chef des rebelles a pris possession de cette banlieue de Torreon.

Washington, 27 — On a reçu aujourd'hui à l'ambassade mexicaine la dépêche suivante du consul du Mexique à El Paso :

"Les rebelles ont subi une écrasante défaite à Torreon. Une colonne de 5,000 hommes de troupes, sous les ordres du général Moure, a quitté Saltillo pour aller renforcir la garnison. La semaine dernière, les rebelles ont été repoussés à Monclova où ils ont perdu 1,000 hommes, et à Arteaga, où ils en ont perdu 100."

Juarez, 27 — S'il faut en croire une dépêche signée par le général Villa, les troupes fédérales n'ont pu reprendre Lerdo aux troupes rebelles. Lerdo est une petite ville manufacturière située aux environs de Torreon.

LA DEFAITE DE VILLA

Washington, 27 — L'ambassade mexicaine a reçu un cablogramme lui annonçant la défaite complète de Villa et des constitutionalistes en face de Torreon.

LA DEMISSION DE SIR JOHN FRENCH

IL COMPARAIT DEVANT LE CABINET ASQUITH EN REUNION SECRETE CE MATIN. — DES RUMEURS.

(Service de la Presse Associée)

Londres, 27. — Ce matin les ministres du cabinet anglais se sont réunis. Le feld maréchal sir John French a comparu devant le ministère et a discuté la position qu'il a prise. A midi et demie le cabinet siégeait encore. On dit que les ministres n'ont pas résolu les problèmes difficiles qu'ils ont actuellement à l'étude et qu'ils auront une autre assemblée avant que le premier ministre Asquith fasse sa déclaration à la Chambre des Communes. Toutes sortes de rumeurs continuent à circuler.

LE GENERAL GOUGH

Dublin, 27. — Le brigadier-général Hubert Gough a quitté en toute hâte cet après-midi, le camp de Curragh en route pour Londres.

LA NAVIGATION SUR LES LACS

(Service de la Presse Associée)

Port-Huron, 27. — Hier soir avait lieu l'ouverture officielle de la navigation sur le lac Sainte-Claire et la rivière du même nom. Le steamer "Harvester" a quitté notre port en route pour Détroit. Sur une longueur de plusieurs milles, le steamer eut quelque difficulté à se frayer un chemin à travers les glaces. Mais le reste du trajet se fit sans encombres.

MERE DENATUREE

Une mère confiait son petit enfant, en décembre dernier, à une dame St-Denis, 408 rue Saint-Denis, qui l'accepta sur une autorisation de la Société de Protection des Enfants. La femme, après avoir payé trois semaines de pension, ne reparut plus.

L'enfant, âgé de 7 mois seulement, est décédé avant-hier. On ne lui connait aucun parent. Le cadavre est en ce moment à la morgue.

RENVOYES SANS DELAI

LE BUREAU DES COMMISSAIRES CONGEDIE DU SERVICE MUNICIPAL LES TROIS FONCTIONNAIRES MENTIONNES DANS LE RAPPORT SUR LES EXPROPRIATIONS

EN APPEL

Le bureau des commissaires n'a pas tardé à donner une sanction au rapport du juge Fortin. A sa séance d'hier après-midi, il a renvoyé du service MM. J. H. Prénoveau et J. O. E. Payette, évaluateurs, et Etienne Pelland, ingénieur; il a censuré MM. J. H. Charette et C. Duquette. Touchant les échevins Judge et Létourneau et MM. Robert et Larin, les commissaires ont décidé de ne rien faire, le temps manquant avant les élections. Le nouveau conseil devra agir s'il le croit convenable.

Nous ne nous sommes occupés que des employés qui relèvent de nous, dit M. Godfrey. M. Lachapelle ajoute que la décision des commissaires n'a pas besoin de commentaires et que tous ceux qui connaissent le rapport Fortin se rendront compte que le bureau ne pouvait agir autrement.

Nous avons donné hier les conclusions du juge Fortin sur lesquelles les commissaires se sont basés pour agir.

MM. Etienne Pelland, J. H. Prénoveau, J. O. E. Payette ont reçu, ce matin communication de la résolution du bureau des commissaires décidant leur renvoi.

M. Pelland n'était pas à l'hôtel de ville ce matin; nous avons vu MM. Payette et Prénoveau. Le premier n'a rien voulu nous déclarer, M. Prénoveau nous a dit qu'il désirait consulter ses aviseurs légaux avant de prendre aucune décision.

Nous savons, par ailleurs, que les trois destitués ne pouvant appeler des conclusions du rapport de M. le juge Fortin, vont s'adresser aux tribunaux pour faire définir leur position.

Au fil du fil . . .

(Dépêches du matin résumées)

ELECTIONS MANITOBAINES

Portage La Prairie, 27. — M. Hugh Armstrong, ministre des finances dans le cabinet provincial a été choisi comme candidat conservateur aux prochaines élections.

MORT D'UN PRINCE.

Montreux, Suisse, 27. — Le prince François-Marie de Bourbon et des Deux-Siciles est mort ici aujourd'hui.

IMPERATRICE MALADE

Tokio, Japon, 27. — L'impératrice Haruko est dangereusement malade, à Numazu. Elle souffre de maladie de coeur et est âgée de 64 ans.

LE PERIL JAUNE.

Providence, R. I., 27. — Le Dr J. A. MacDonald, rédacteur du "Globe" ne croit pas au péril jaune sur les côtes du Pacifique et traite de lubie la crainte de certains politiciens exaltés.

LA "TOURAINE"

New-York, 27. De bonne heure ce matin on a reçu une dépêche télégraphique du paquebot "La Touraine". Il a subi des dommages à ses machines par suite de la tempête. Comme le paquebot est très en retard, on entretenait ces jours-ci des craintes sur sa sécurité.

MORT D'UN IMPRESARIO

Palm Beach, Floride, 27. — B. F. Keith, de Brooklyn, est mort hier soir à son hôtel. Il a succombé à une syncope. M. Keith était âgé de 67 ans. C'était un grand propriétaire de théâtres et de troupes de vaudeville aux Etats-Unis.

LE "SAINT-PAUL" COULE A PIC.

Londres, 27.—Les Lloyds viennent de recevoir une dépêche disant que le steamer français "Saint-Paul" a sombré en entrant dans le port de Brisbane, en Australie. Le "Saint-Paul" était un nouveau navire. Il commença son service en 1912, sous le commandement du capitaine Corée. Il était la propriété de la Compagnie de Navigation Océanique de Bordeaux, France. On dit que dix-huit hommes d'équipage ont péri dans le désastre.

SIR LIONEL CARDEN.

Londres, 27. — Sir Lionel Carden, ministre plénipotentiaire anglais au Mexique, quittera Liverpool demain en route pour New-York. De là il partira pour le Mexique.

NATURALISATION IMPERIALE.

Londres, 27. — Le bill sur la naturalisation dans l'Empire a passé hier devant le comité des lords. Ils n'y ont fait aucune modification. On croit que le bill subira la troisième lecture la semaine prochaine.

ONZE OUVRIERS NOYES.

Brunsbuettel, Allemagne, 27.—Onze ouvriers se sont noyés aujourd'hui alors qu'un wagon suspendu à un cable s'est décroché en traversant le canal de Kiel.

LES SUFFRAGETTES

Belfast, 27. — On accuse les suffragettes d'avoir mis le feu à "Abbeylands", la magnifique résidence d'été du major général sir Hugh McCalmont. Les dommages se chiffrent à $75,000.

TENTATIVE DE CORRUPTION.

Regina, Saskatchewan, 27. — Heinrick C. W. Birkenstock, employé du téléphone provincial, a été arrêté hier soir. Il est accusé de tentative de corruption.

LE "LUSITANIA".

New-York, 27. — Le "Lusitania" est entré dans le port aujourd'hui. Il portait à son bord une partie de l'équipage de la goélette "Julie A. Trubee" qui a fait naufrage le 7 mars dernier.

L'AFFAIRE ROCHETTE

LE "MATIN" PUBLIE UNE LETTRE QUI EXPLIQUE COMMENT FUT DEMANDE L'AJOURNEMENT QUI FAIT L'OBJET DE L'ENQUETE PARLEMENTAIRE ACTUELLE.

CAILLAUX ET DU MESNIL

Paris, 27. — "Le Matin" publie aujourd'hui en entier une lettre en date du 25 mars. Cette lettre est signée "Rochette" et est adressée à M. Jaurès, président du comité d'enquête. Elle indique clairement que l'individu qui a dit à M. Bernard, avocat de Rochette, qu'il n'avait qu'à demander l'ajournement du procès pour l'obtenir, n'est autre que Rochette lui-même.

"Le Matin" garantie l'authenticité, mais non la véracité du document qui, en substance, explique qu'Edmond Du Mesnil, rédacteur du "Rappel" ait été le seul avec le rédacteur du "Figaro", qui ait traité avec équité le signataire de la lettre et pris sa cause en mains.

Rochette avait préparé un pamphlet dans lequel il analysait les bilans des grandes maisons financières françaises de 1890 à 1910. Il démontrait un déficit de 10,000,000,000 de francs dans les banques de France, alors que pendant la même période les banques anglaises et allemandes accusaient un surplus de 17,000,000,000. Il avait l'intention de distribuer ce pamphlet à la Chambre, mais avant de la faire, il montra les épreuves à M. Du Mesnil qui s'écria: "Ceci est très grave, et suffit pour renverser la république. Je vous prie de ne rien faire jusqu'à ce que j'aie vu le ministre des finances".

Cela se passait en mars, 1911. Le même soir, M. Du Mesnil dit à Rochette : "M. Caillaux désire savoir de votre avocat si la demande d'un ajournement serait considérée comme normale ou exceptionnelle. Il désire savoir cela avant d'attirer l'attention du premier ministre Monis sur l'inopportunité de discussions financières graves à une époque où une question de ce genre peut provoquer un grand trouble dans l'opinion publique".

C'est alors que M. Rochette alla trouver son avocat. Celui-ci parut très septique, mais en définitive, il opta en faveur d'un ajournement. A ce moment furent prononcés ces paroles désormais célèbres: "Je suis convaincu que l'ajournement est accordé d'avance, vous n'avez qu'à le demander au président du tribunal".

M. Rochette jure "sur la tête de mes enfants", dit-il, qu'il n'a pas vu MM. Caillaux et Monis ni correspondu directement ni indirectement avec eux. Si M. Du Mesnil s'est servi de son nom, à lui Rochette, c'est à son insu. Il ne lui a rien demandé, car il savait que c'était le plus sûr moyen de s'aliéner sa sympathie.

M. Rochette affirme de plus que l'ajournement désiré du procès n'était pas demandé dans le but d'éviter la justice mais afin que le procès se déroulât dans un temps ou les esprits seraient moins montés.

LES MARINS DESERTEURS

NOMBRE DE FEMMES DES ILES BRITANNIQUES S'ADRESSENT A LA POLICE DES MOEURS DE TORONTO POUR RETROUVER LEURS MARIS EN FUITE.

Toronto, 27. — Dans l'espace des deux semaines dernières la police, des moeurs a reçu plus de 150 lettres de femmes qui habitent les Iles Britanniques et qui veulent savoir où sont leurs maris. Cette correspondance diluvienne fut provoquée d'une curieuse manière.

Dernièrement une femme écrivait à un journal de Toronto lui demandant de l'aider à trouver son mari. Elle reçut, en réponse, un avis d'avoir à s'adresser à la police des moeurs de Toronto qui faisait une spécialité de retrouver les maris "en campagne" et qui réussissait à merveille dans cette besogne aussi délicate que difficile. Comment se fit-il qu'un journal hebdomadaire anglais d'une grande circulation entendit parler de la réponse?

publia la nouvelle, et c'est alors que les épouses délaissées des Iles Britanniques commencèrent leur correspondance. Le fait est que bon nombre d'Anglais, fatigués du conjungo, viennent chercher la liberté au Canada. La police de Toronto a déjà mis la grappin sur plusieurs maris en fuite. Elle en a trouvé un, entre autres, qui occupe une position de fonctionnaire à l'hôtel de ville, à quelques pas de ses quartiers généraux.

AUPRES DES MINISTRES

(De notre correspondant)

Québec, 27 — Le maire Bourque de Hull, et M. Gendron, député d'Ottawa, étaient au Parlement, ce matin, pour y rencontrer M. Tessier, ministre de la voirie et M. Taschereau au sujet de l'expropriation des routes Chelsea et Aylmer de Hull et du paiement par le gouvernement des trois quarts du coût de cette expropriation. Il est pratiquement décidé que le gouvernement paiera les trois quarts comme le désire la municipalité de Hull.

MORT SUBITE

Un nommé Alfred Aumais est mort subitement chez lui, ce matin, au No 153 de la rue Cadieux.

LES ECOLES BILINGUES

MM. MAGEAU, RACINE ET CHAMPAGNE REVENDIQUENT LES DROITS DU FRANÇAIS DANS LES ECOLES D'ONTARIO. — L'INCOMPETENCE DES INSPECTEURS.

MM. PYNE ET ROWELL

(Service de la Presse Associée)

Toronto, 27. — Après sept heures de discussion sur la situation des écoles bilingues, hier soir, M. R. A. Pyne, ministre de l'Education, a consenti à produire à la Législature toute la correspondance et les documents concernant l'application du règlement No 17.

Le débat a été provoqué par M. Z. Mageau, de Sturgeon Falls. Ce dernier fut appuyé par M. Damase Racine, de Russell, M. Napoléon Champagne, d'Ottawa-Est, le Dr Forbes Godfrey, de York-Est. MM. McReae, de Sudbury, le Dr Rhéaume et. M. Rowell y prirent part également.

"L'intention du gouvernement, dit le Dr Pyne, au sujet des écoles anglo-françaises dans cette province, est de réaliser et de rendre efficace la résolution adoptée par cette Chambre le 22 mars 1911. En dépit de l'hostilité manifestée dans certains quartiers, il considère le Règlement No 17 comme juste et raisonnable pour tous ceux qui y sont concernés et se propose de réaliser l'intention déclarée de cette Chambre concernant l'enseignement efficace de la langue anglaise dans les écoles publiques et séparées de cette province."

A l'appui de sa motion demandant la production des documents, M. Mageau dit qu'il s'étonne que le peuple d'Ontario se permette, par l'entremise du gouvernement actuel, de restreindre de tant de façons la liberté individuelle d'une grande partie de la population de la province, quand cela ne se fait dans aucune des autres colonies anglaises, pas même au Transvaal, où les langues anglaise et hollandaise sont absolument sur un pied d'égalité.

M. Damase Racine, de Russell, a fortement appuyé la prétention de M. Mageau, que les inspecteurs des écoles anglo-françaises devraient avoir une connaissance suffisante du français, et celui des écoles séparées appartenir à l'Eglise catholique. Les titulaires ne comprennent pas la langue et ils ne comprennent pas les enfants. C'est en s'appuyant sur les rapports d'hommes incompétents pour inspecter ces écoles que la subvention provinciale leur a été retirée.

—"C'est une injustice, a déclaré M. Racine, de refuser la subvention à ces écoles; cet argent appartient au peuple de la province et l'on devrait l'employer aux fins auxquelles, il est destiné."

—"Pourquoi cet argent n'a-t-il pas été payé? demanda le Dr Godfrey.

—"Parce que le rapport des inspecteurs disait de ne pas le payer, répondit M. Racine. Comment pouvez-vous vous attendre à un rapport favorable d'hommes qui ne parlent pas la langue et ne peuvent comprendre les enfants?

—"Si vous avez le droit, dit à son tour M. Champagne, d'Ottawa-Est, d'abolir le français dans Ontario, les Français ont le droit d'abolir la langue anglaise dans la province de Québec; mais il ne feront jamais cela."

"Je veux, ajoute-t-il, quatre ans de français dans nos écoles et ensuite deux heures par jour. Si le chef de l'opposition y consent, moi et mes compatriotes nous l'appuierons."

M. J. O. Réaume, ministre des travaux publics, déclare qu'il diffère d'opinion avec MM. Mageau, Racine et Champagne.

"Je crois, dit-il, que cette question de l'éducation des petits Canadiens-français dans Ontario a été bien étudiée."

—"Qu'en pense votre évêque? demande M. Mageau.

—"Mon honorable ami me pardonnera, répond M. Réaume, si je ne mets pas en cause les dogmes et les principes de l'église devant cette chambre."

"Notre politique en tout ceci, dit à son tour M. Rowell, chef de l'opposition, c'est que, dans toutes les écoles de la province, c'est un devoir pour l'Etat de voir à ce que chaque enfant reçoive une bonne éducation en anglais; si on agissait ainsi, comme le veut la loi aujourd'hui (et les défectuosités sont dans son application), je crois qu'on n'aurait pas lieu de se plaindre nulle part dans cette province. Et si les parents canadiens-français désirent que leurs enfants étudient dans les écoles leur propre langue afin qu'ils puissent la parler facilement, et bien, je ne vois aucune objection de la part des citoyens de cette province."

UN GRAND PORT DE MER

(Service de la Presse Associée)

Toronto, 27 — Dans une conférence qu'il faisait hier soir à l'Université de Toronto, M. J. G. G. Kerry, ingénieur consultant, a déclaré que Moose Harbor, dans la Baie James, pourrait assez facilement être converti en un grand port de mer. Il a fourni des preuves techniques à l'appui de sa thèse.

Berlin, 27. — Pour des raisons demeurées inconnues, le Prince héritier d'Allemagne vient d'abandonner le projet du voyage qu'il devait faire en juin prochain dans les colonies allemandes de l'Afrique.

LE " NEWS " OBTIENT SA FRANCHISE

Nous apprenons de bonne source que le nouveau journal anglais le "Daily News" dont la publication a été retardée par suite du refus de la Canadian Press Association de lui accorder une franchise pour le service quotidien des nouvelles, a finalement obtenu ce qu'il demandait.

Comme on le sait, à l'assemblée des directeurs de cette association tenue à Toronto il y a deux semaines dans le but de considérer la demande faite par le nouveau journal le "News", les représentants de Sir Hugh Graham et quelques-uns de leurs amis de Toronto s'étaient opposés à ce que le service de nouvelles de la Canadian Press soit accordé au nouveau journal, sous prétexte qu'un troisième journal anglais quotidien, créait une concurrence injuste pour les deux autres journaux du soir.

Seul, M. Robertson, propriétaire du "Telegram" protesta contre le refus des directeurs de la Canadian Press de refuser le service au journal représenté par MM. MacNab et Beck et ces derniers durent revenir bredouille.

Où Acheter Demain

(Enregistré conformément à la loi du Parlement du Canada, par L.-P. Deslongchamps, au Ministère de l'Agriculture)

BUREAU PRINCESSE No 656 DESASSORTI

REGULIER $33.00 POUR $28.80

Fait de bel acajou. Grandeur du dessus, 48 pouces. Devant serpentin. Hauteur du miroir, 48 pouces. Un grand tiroir et deux petits. Glace française biseautée.

Leroux, Daignault & Brault Limitée

Tél. Est 6819-637-39 SAINTE-CATHERINE-EST, angle Beaudry, MONTREAL

La Compagnie **BRODEUR** LIMITEE
533 Ste-Catherine Est
1827 Ste-Catherine Est
327 St-Laurent
86 St-Pierre.

Service à Diner

bleu foncé, avec or, joliment décoré. Service de 94 pièces. Régulier $12.50. Spécial à. . .

$8.34

Messieurs les Gens d'Affaires, Songez à votre Bourse

S'il vous faut quelque chose en fait de meubles, rugs, etc., ce printemps, ne craignez donc pas de venir nous voir, vous trouverez certainement ce qu'il vous faut. Notre assortiment est considérable et pour ceux qui ne connaissent pas encore l'importance de notre maison nous ajouterons que notre magasin, mesurant 43 pieds par 95 et bâti à quatre étages, regorge de tout ce qu'il y a de plus nouveau en articles d'ameublement de maison.

Vous aurez vite oublié la différence du trajet, quand vous aurez constaté la différence entre nos prix, et ceux des maisons du centre de la ville.

MAISON **ARCHAMBAULT**
949 St-Denis, coin Rachel

PHARMACIE **Lecours et Lanctot**
810 STE-CATHERINE EST
Coin St-Denis, Montréal.
Téléphones : Est 4608-833-2770

Parfums nouveaux

Nous recevons régulièrement de PARIS les dernières créations. Les plus récentes sont : La Mare au Diable, Sous les Pins, Parfum des Actrices, Irena.

Nous rappelons que notre assortiment de PARFUMERIE et d'ARTICLES DE TOILETTE est le plus considérable du pays.

TEL. EST 4510
Dupuis Frères
Le Magasin du Peuple
447 SAINTE-CATHERINE EST

VALEUR EXTRA SPECIALE

COSTUMES DE PRINTEMPS DE $20.00 A $27.50 POUR $16.95

Seulement 75 nouveaux costumes du printemps, faits de broché, cordé bedford, serge française et ratine brochée, en noir, marine fauve, Copenhague, acajou et réséda. Les derniers styles, sont avec manches kimono ou épaulettes retombantes. Jupes drapées ou ouvertes. Toutes grandeurs **$16.95**

D. GAGNON & CIE
Magasin à Rayons
Angle ST-LAURENT et DORCHESTER

Le Département de papier-tenture

FAIT DE GROSSES AFFAIRES DE CE TEMPS-CI

Toutes les personnes désireuses de tapisser les murs de leur maison, trouveront à notre département, deuxième étage, un assortiment magnifique de papiers-tentures, de toutes couleurs, dans une grande variété de dessins.

Papier-tenture, à 5c, 8c, 10c, 12 1-2c ,15c, 20c, 25c la pièce, et les bordures pour assortir chaque patron.

UNE VISITE EST SOLLICITEE

N.-G. **Valiquette** LIMITEE
Palais d'Ameublement
471-477
Ste-Catherine Est

Vitrauphanie

La Vitrauphanie est un tissu gélatineux et transparent; dès qu'il est fixé à une simple vitre de chassis ou de porte il fait de celle-ci, un joli vitrail aux multiples couleurs et aux teintes les plus riches et variées. Des plus sanitaires, ne se détériore jamais, le froid ou la chaleur ne l'affectant pas. Très facile à poser. Essayez-la aujourd'hui même et vous trouverez l'effet des plus merveilleux. La Vitrauphanie a une largeur de 18 pouces et se vend à partir de 15c la verge.

Vallières LIMITEE
Angle Sainte-Catherine et Montcalm

Gants pour hommes

Gants en chamoisette drab, lavables, très nouveaux pour le printemps. Grandeurs assorties **75c**

Gants en dogskin tan, et en kid noir, ainsi que gants en Suède blanc lavables, gants bien souples et très bien finis. Bonne qualité à. **$1.25**

Gants en Suède gris de qualité supérieure, bien souples et bien finis. Grandeur assorties à **$1.50**

TRIBUNAUX CIVILS

A PROPOS DE PELLICULES

La Consolidated Film Company, de cette ville, vient d'intenter une action en dommages de $10,000 contre Herbert Lubin, I. C. Ores, de New-York, et l'International Feature Film, de Montréal, pour action malicieuse, perte de temps et d'affaires.

M. Herbert Lubin, gérant de l'International Feature Film, présenta il y a quelque temps une requête demandant de saisir les deux pellicules ayant nom "Acquitted" et "Grint Zerka", propriétés de la Great Northern Film Co., Copenhague, qui devaient être représentées par la Consolidated Film dans un cinéma de cette ville, sous prétexte qu'elles avaient été obtenues malhonnêtement. La requête fut rejetée par la Cour Supérieure.

M. Herbert Lubin présenta de nouveau une autre requête semblable, cette fois-ci à propos de "Atlantis". Cette requête suivit le même sort que la précédente. Maintenant la Consolidated Film poursuit à son tour M. Herbert Lubin et al, pour les raisons mentionnées ci-haut.

EN REVISION

La Cour de Revision vient de confirmer ce matin, le jugement de la Cour Supérieure, dans la cause d'Abraham Courtois vs F. D. Lavigueur et al.

En janvier 1910, le demandeur avait acheté de la compagnie Doutre et Lavigueur dix-huit actions pour la somme de $1,800. En février de la même année, la compagnie envoya une lettre au demandeur lui disant qu'elle était consentante à lui remettre son argent, s'il retournait les actions. Cela ne fut jamais fait. M. Courtois, qui est un vieillard de 78 ans, porta l'affaire en Cour Supérieure, qui lui accorda gain de cause, condamnant la défenderesse à rembourser la somme mentionnée au demandeur. Lavigueur et Doutre en appelèrent à la Cour de Revision qui vient de confirmer le jugement de la Cour Supérieure.

DECES

LAPIERRE.—A Sainte-Julie de Verchères, le 26 courant, à l'âge de 16 ans et 7 mois ½ est décédé Laurent René Julien Zénon Lapierre, fils du notaire Lapierre.

Funérailles, samedi, le 28 courant à 9 heures ½ A M. Départ de la gare Bonaventure pour Saint-Bruno, 7 heures ¼ A. M.

SERVICE ANNIVERSAIRE

LAPORTE.—Lundi, le 30 mars courant, à 8 heures 30 a. m., en l'église Saint-Léon de Westmount sera chanté un service anniversaire, pour le repos de l'âme de feu Madame Hormidas Laporte. Parents et amis sont invités à y assister sans autre invitation.

DECES A MONTREAL

CADORET, Norbert, 32 ans, barbier, rue Saint-André, 65.
DUPLESSIS, Louis Théodore, 82 ans, rentier, rue Saint-Christophe, 525.
DEMARBRE, Gérard, 3 mois, enfant de Charles Demarbre, contre-maître, rue Maisonneuve, 603.
DUROCHER, Exilda Aubé, 61 ans, femme de F. X. Durocher, journalier, rue Centre, 593.
GUILMETTE, Gédéon, 65 ans, journalier, Hôtel-Dieu.
GUY, Henri, 4 mois, enfant de Patrice Guy, notaire, rue Saint-Denis, 694.
LACHAPELLE, Georgette, 4 mois, enfant d'Alfred Lachapelle, menuisier, 3me Ave. 359, Rosemont.
LAFOND, Laure, 9 mois, enfant de Ephrem Lafond, maréchal-ferrant, rue Montcalm, 682.
LAROCHELLE, Georges, 56 ans, concierge, Beaver Hall, 5.
LONG, Richard, 28 ans, mineur, rue Dorion, 120.
McCARTHY, Thomas, 34 ans, commis des Postes, rue Duke, 74.
MOONEY, William, 51 ans, journalier, rue Craig, 300 Est.
O'NEILL, Mary Jane Watson, 68 ans, veuve de William O'Neill, boulanger, rue Jeanne-Mance, 2483.
SIMARD, Christine Desmarteaux, 45 ans, femme de Henri Simard, boucher, rue Berri, 129.
TAILLON, Marie Tremblay, 42 ans, femme d'Olivier Taillon, machiniste, rue Bordeaux, 1473.